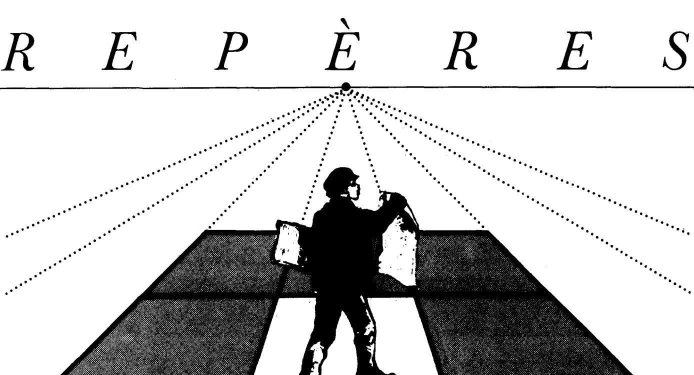
Pierre Salama Tran Hai Hac

Introduction à l'économie de Marx

R E P È R E S



OUVRAGES DE PIERRE SALAMA

L'Amérique latine en crise : l'industrialisation pervertie, avec J. VALIER, Nathan, Paris, 1991.

L'Économie gangrenée. Essai sur l'hyperinflation, avec J. VALIER, La Découverte, Paris, 1990. Traduit en espagnol et en portugais.

La Dollarisation, La Découverte, coll. « Agalma », Paris, 1989, postface de M. Bresser-Pereira, ancien ministre des Finances. Traduit en portugais, arabe, espagnol, polonais.

L'État surdéveloppé, essai sur l'intervention de l'État, avec G. MATHIAS, La Découverte, Paris, 1984. Traduit en portugais et en espagnol.

L'Industrialisation dans le sous-développement, collection d'articles parus, en coll. avec TISSIER, Maspero, Paris, 1982.

Sur la valeur, élément pour une critique, Maspero, Paris, 1975, trois éd. Traduit en espagnol et en portugais.

Une introduction à l'économie politique, avec J. VALIER, Maspero, Paris, 1973, sept éd. Traduit en espagnol, portugais, italien, persan, turc et grec.

Un procès de « sous-développement », Maspero, Paris, 1972 et 1976 (remanié). Traduit en espagnol, portugais, italien et turc.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 *bis*, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **A la Découverte.**

Introduction

Les travaux économiques de Marx sont consacrés, comme le titre de son œuvre principale — *Le Capital* — l'indique, à l'analyse du capitalisme : ces travaux traitent exclusivement de l'économie dite de marché. Les questions de l'après-capitalisme s'y trouvent à peine ébauchées, et il s'agit le plus souvent de remarques allusives. Aussi est-il totalement erroné d'identifier l'analyse de Marx à une économie politique du socialisme. Marx n'a, par exemple, jamais rien écrit sur la planification. Son projet, certes, est bien de fonder, sur l'analyse scientifique de la société existante, « la reconstitution consciente de la société humaine » comme la « réunion d'hommes libres ». Mais, précisément, parce que l'auteur du *Capital* prétend faire œuvre de science, ses travaux étudient ce qui est et non ce qui devrait être ; d'où également son refus répété de formuler des prédictions, ou, comme il le disait, de « faire bouillir les marmites de l'histoire ».

L'économie de Marx n'est pas une économie politique du socialisme ; mais, paradoxalement, la théorie de Marx acquiert une actualité réelle aujourd'hui dans les pays qui ont abandonné le régime socialiste et récusé le marxisme comme idéologie officielle. L'actualité de Marx, dans ces pays, est celle de leur transition à l'économie de marché, celle du développement capitaliste dans lequel tous se sont engagés (ou voudraient bien s'engager). Autrement dit, plus que jamais, ce qui se construit actuellement à l'Est correspond à l'objet de l'analyse de Marx.

Si notre propos ne porte pas sur l'expérience du « socialisme réel », il se nourrit en partie de celle-ci. Ainsi, par exemple, le rejet de la conceptualisation — longtemps véhiculée par les marxistes — d'un marché, qualifié d'anarchique, opposé à un plan, supposé rationnel. Opposition qui conduit à considérer que le plan — en fait l'État — doit se

Karl Marx
Repères bio-bibliographiques

1818 : Naissance à Trèves (Prusse rhénane) de Karl Marx. Son père est avocat. Commence des études de droit à l'université de Bonn, puis des études de philosophie à l'université de Berlin. Thèse de doctorat : *Différence entre la philosophie de la nature chez Démocrite et Épicure* (1841).

1842 : Collabore à la *Gazette rhénane*, journal libéral bourgeois dont il devient le rédacteur en chef : lutte contre l'État absolutiste, radicalisation politique, il rompt avec les hégéliens de gauche. La *Gazette rhénane* interdite, Karl Marx, s'inspirant de Ludwig Feuerbach, entreprend la critique de la philosophie politique de Hegel : *Critique du droit politique hégélien* (1843).
S'installe à Paris pour éditer les *Annales franco-allemandes*, revue révolutionnaire communiste. Il fréquente les cercles ouvriers et se met à l'étude de l'économie politique : les *Manuscrits de 1844* constituent son premier écrit d'économie politique.
Expulsé de France, Karl Marx s'installe à Bruxelles, de même que Friedrich Engels : c'est le début d'une amitié et d'une collaboration intellectuelle. Rédaction en commun de *La Sainte Famille* (1845).

1845 : Les *Thèses sur Feuerbach* (1845) puis *L'Idéologie allemande* (1846) marquent la rupture de Marx et Engels avec la philosophie classique. Participe à la fondation de la Ligue des communistes (1847). Rédige *Misère de la philosophie* (1847) contre Proudhon, et le *Manifeste communiste* (1848), *Travail salarié et capital* (1849). Expulsé d'Allemagne, Marx s'établit à Londres. Rédige les *Luttes de classes en France* (1850), le *18-Brumaire de Louis Bonaparte* (1852).

1857 : Début de la réalisation du projet de critique de l'économie politique, autrement dit des travaux du *Capital*. *Manuscrits de 1857-1858* (Grundrisse). *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859). *Manuscrits de 1861-1863* (Théories sur la plus-value). *Manuscrits de 1864-1865* (livre 3 du *Capital*).
Fondation, à Londres, de l'Association internationale des travailleurs, la Ire Internationale dont Marx rédige le statut et l'adresse inaugurale (1864). *Salaire, prix et profit* (1865).

1867 : Publication du *Livre 1 du Capital* dont le chapitre I notamment sera remanié au cours des éditions successives : 2e édition (1873), édition française (1875), 3e édition (1883), 4e édition (publiée par Engels, 1890). *Livre 2 du Capital* (publié par Engels, 1885). *Notes marginales sur le manuel de Wagner* (1870).
Écrit *La Guerre civile en France* (1871) sur la Commune de Paris ; *Critique du programme de Gotha* (1875) du Parti ouvrier social-démocrate allemand.

1883 : Mort de Karl Marx.

L'essentiel des travaux et de la correspondance de Marx, plus de 15 000 pages, a été publié en français par les Éditions Sociales. Le chapitre I du livre I du *Capital*, dans P. DOGNIN, *Les Sentiers escarpés de Karl Marx*, Éd. du Cerf ; le VIe chapitre du livre I du *Capital*, dans K. MARX, *Un chapitre inédit du Capital*, Éd. UGE 10/18 ; les « Notes de lecture de 1844 », dans K. MARX, *Œuvres, Économie*, t. I, Éd. Gallimard, « Pléiade », 1968.

substituer au marché pour que le prolétariat puisse maîtriser son avenir et se libérer par les machines. Opposition pour le moins simpliste, comme l'histoire l'a montré. Le plan est apparu très vite comme rationnellement capable de produire le gaspillage des ressources matérielles et de favoriser la bureaucratisation de la société.

Est-il possible de ne pas établir un lien entre ces aberrations et certaines faiblesses théoriques du *Capital* concernant la conceptualisation du marché dans son rapport à l'État (notamment dans les analyses du rapport monétaire et du rapport salarial) ? Peut-on considérer le marché et l'État comme deux entités extérieures l'une à l'autre ou, à l'inverse, constitutives l'une de l'autre ? On atteint ici, comme nous le verrons, les limites de l'analyse de Marx.

Presque tous les écrits économiques de Marx portent le titre, ou le sous-titre, de « critique de l'économie politique ». Cette critique n'a pas pour objet de substituer à l'économie politique existante une nouvelle économie politique. Elle est, dans son principe, rupture avec toute économie politique. Plus précisément, il s'agit de remettre en question les présupposés de l'économie politique. Celle-ci traite, en effet, des catégories économiques (la marchandise, la valeur d'échange, le salaire, le profit, la concurrence...) comme s'il s'agissait de « données naturelles », immuables. La conception critique de Marx consiste à poser ces catégories comme problème ; elle « diffère fondamentalement de celle des économistes qui, enfermés dans le système capitaliste, voient certes comment on produit dans le rapport capitaliste, mais non comment ce rapport lui-même est produit et crée en même temps les conditions matérielles de sa dissolution », ajoutera-t-il.

Selon Marx, l'économie politique considère que les relations économiques obéissent à des lois naturelles, issues de la nature humaine et s'imposant à toutes les sociétés. Il s'agirait de lois universelles et éternelles que les hommes ne pourraient changer. La seule chose qu'ils pourraient faire serait d'écarter les entraves au fonctionnement naturel de ces lois, d'où la vénération de la libre concurrence et du libre-échange. Marx considère, à l'inverse, que les relations économiques relèvent de lois historiques, spécifiques au capita-

lisme. Il s'agit donc de lois que les hommes peuvent abolir, ce qui signifie que la société peut être transformée, qu'une autre est possible. La critique de l'économie politique devient critique du capitalisme et se constitue en théorie de « l'histoire passée et à faire ».

Mais si l'analyse de Marx se veut critique de l'économie politique, chez les marxistes, elle a très vite tendance à se transformer en économie politique. Cette tendance résulte aussi bien de son institutionnalisation comme idéologie de syndicat, de parti politique ou d'État que des tentatives d'annexion par l'économie politique. Il en va ainsi des vulgarisations de Marx dans lesquelles la valeur est réduite au travail, la monnaie à une marchandise, le salaire au prix d'un panier de marchandises, et l'analyse du capital aux rapports entre capitaux. Aussi la théorie marxiste ne peut-elle échapper à sa propre mise en question.

L'esprit dans lequel nous abordons ce livre est double : d'un côté, montrer que l'approche marxiste reste pertinente aujourd'hui pour comprendre le capitalisme, son mode de fonctionnement, son dynamisme et ses faiblesses, sa façon de se renouveler. D'un autre côté, nous ne désirons pas présenter l'ensemble des travaux des marxistes, les « bons » et les « mauvais », les novateurs et les dogmatiques, les scientifiques et les « idéologues stalinisés ». Notre propos n'est pas de faire l'histoire de la pensée marxiste. Il s'agit d'une présentation critique des aspects essentiels de l'économie de Marx : la valeur et ses formes, cela pour montrer qu'on ne peut dissocier la monnaie de la marchandise et raisonner en termes de superposition d'équilibres (le premier réel, le second monétaire) ; le salaire et les modalités diverses d'extraction de la plus-value, afin de montrer comment le capitalisme puise son dynamisme dans sa capacité à se renouveler ; les formes de l'exploitation ; les crises pour insister sur le fait que, si l'équilibre est un concept irréaliste, la crise n'est pas pour autant l'état durable de l'économie (croissance et crise constituent un tout) ; chômage et mise en place d'une société dite de services afin d'analyser les mutations du capitalisme.

I / Monnaie et marchandises

Sauf sur l'île de Robinson Crusoé, l'activité économique comporte toujours et nécessairement un double aspect : tout phénomène économique est, d'une part, rapport social de production et, d'autre part, forces productives.

Par rapport social de production, Marx entend les rapports qu'entretiennent les hommes entre eux dans l'activité de production. Il s'agit de rapports homme-homme qui s'établissent à travers la possession des moyens de production (instrument de travail, matières premières).

Les forces productives désignent aussi un rapport : la relation technique de l'homme aux moyens de production, autrement dit le rapport technique de production. Il s'agit d'un rapport homme-nature, la nature étant ce qui est extérieur à l'homme. Le niveau de développement des forces productives traduit le degré de maîtrise de l'homme sur la nature, c'est-à-dire le développement de la productivité du travail humain.

L'unité des rapports sociaux de production et des forces productives constitue le mode de production. Dans cette unité, le rapport social de production est déterminant : sa nature caractérise le mode de production. Mais cette unité implique aussi que le rapport social de production n'existe pas indépendamment de forces productives : les rapports sociaux de production se matérialisent toujours dans des forces productives. De sorte que l'on peut définir le rapport

social de production comme le rapport qui s'étabit entre les hommes dans la mise en œuvre des forces productives.

Toute l'œuvre de Marx est consacrée à l'analyse d'un rapport social de production historiquement déterminé : le capital. Celui-ci se définit comme un rapport d'exploitation spécifique. Par exploitation, on entend, de façon générale, l'extorsion de surtravail, l'appropriation par une classe sociale du surtravail d'une autre classe — le surtravail désignant le travail qui se trouve dépensé au-delà de ce que la reproduction du travailleur nécessite. L'exploitation capitaliste se caractérise par le fait qu'elle est extorsion de surtravail sous forme de valeur, c'est-à-dire au travers de rapports d'échange — à la différence des rapports précapitalistes d'exploitation (esclavage, servage) où le surtravail est extorqué sous forme de produit physique au travers de rapports de dépendance personnelle (dans le servage, par exemple, le seigneur prélève le surtravail du serf sous la forme de corvées et redevances en nature). C'est parce que la forme valeur spécifie le rapport capitaliste d'exploitation qu'elle constitue le point de départ de l'analyse du capital.

L'étude de la valeur doit répondre à deux questions : *1)* Pourquoi la valeur existe-t-elle ? C'est le problème de la valeur comme forme sociale auquel, chez Marx, répond le concept du travail abstrait. *2)* Comment la valeur se manifeste-t-elle ? C'est le problème de la forme de la valeur auquel répond le concept marxiste de la monnaie.

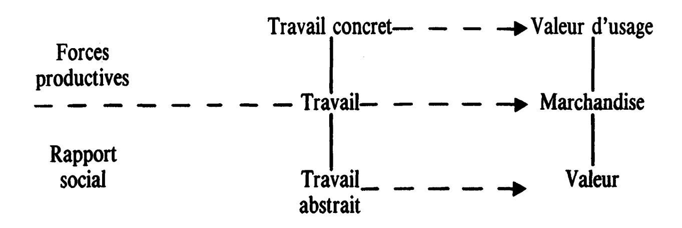
1. La valeur comme forme et le travail abstrait

Dans le mode de production capitaliste, tout pratiquement se vend et s'achète, c'est-à-dire prend la forme de marchandise. Celle-ci est ainsi la forme sous laquelle nous apparaissent, au premier abord, les rapports sociaux.

La marchandise se présente comme chose double : valeur d'usage et valeur. Comme valeur d'usage, elle a la propriété de satisfaire tel ou tel besoin déterminé : c'est ce qui différencie les marchandises les unes des autres. Comme valeur, la marchandise a la propriété de s'échanger, dans des proportions déterminées, avec les autres marchandises : c'est ce qui fait l'unité des marchandises.

Le double caractère du travail producteur de marchandises

De même que la marchandise a un double aspect, le travail producteur de marchandises est double : travail concret et travail abstrait.



Le travail concret est celui qui produit la marchandise considérée comme valeur d'usage. Il désigne le travail comme activité technique de production donnant naissance à tel ou tel objet utile. Il s'agit donc du travail comme forces productives. Par nature hétérogènes, les travaux concrets se distinguent qualitativement les uns des autres.

Le travail abstrait est celui qui produit la marchandise considérée comme valeur. Il désigne le caractère social du travail, le travail qui exprime un rapport social déterminé, celui des producteurs de marchandises. Il s'agit ici d'une qualité commune, homogène, de tout travail, lequel est donc considéré indépendamment de sa forme concrète, c'est-à-dire abstraction faite des formes techniques sous lesquelles il est dépensé.

Toute la spécificité de l'analyse marxiste de la valeur réside dans ce concept du travail abstrait qui désigne une qualité, une « substance » non pas naturelle, mais sociale, c'est-à-dire dont l'homogénéité « ne provient pas de la nature mais de la société » (*Le Capital*, 1re édition, p. 27). Il s'agit d'un concept non seulement social, mais aussi historique : « Ce qui est vrai pour cette forme de production particulière, la production marchande, c'est que le caractère social des travaux les plus divers consiste dans leur égalité comme travail humain, et que ce caractère social spécifique revêt une forme objective, la forme valeur des produits du travail. » (*Le*

Capital, livre I, t. 1, p. 86). Dans cette proposition sont posés les trois éléments de la définition du travail abstrait : *1)* celui-ci est une forme du travail social ; *2)* il s'agit du travail social sous forme de travail égal ; *3)* cette égalisation des travaux prend une forme objective, celle de l'échangeabilité des produits du travail.

Par travail social, Marx entend le travail en tant qu'il exprime les rapports des hommes entre eux, travail en tant qu'il reproduit les rapports sociaux, autrement dit le travail nécessaire à la reproduction d'une société. Or, ce qui caractérise le mode de production capitaliste, c'est que la production y est le fait de producteurs autonomes, c'est-à-dire d'agents produisant de façon privée, indépendamment les uns des autres. Dans ces conditions, le travail mis en œuvre par chacun n'est pas immédiatement social sous sa forme concrète : il n'a qu'un caractère privé. Ces travaux privés n'acquièrent leur caractère social qu'en faisant la preuve de leur utilité pour la société, c'est-à-dire dans la mesure où les produits des travaux trouvent acquéreurs, s'échangent sur le marché.

L'échange marchand, en égalisant les divers produits du travail, établit par là même que les différents travaux qui les ont produits sont égaux. Le caractère égal ou homogène des travaux constitue ainsi leur forme spécifiquement sociale. Le travail social égal ne se réalise que dans la mise à égalité d'un produit du travail avec un autre, sous la forme dite de la valeur, c'est-à-dire de l'échangeabilité du produit du travail.

La valeur indique dans quelle mesure les travaux privés se sont convertis en travail social et, par conséquent, la part du travail social, donc du produit social, qui est reconnue à chaque producteur privé. Ainsi la valeur est-elle cette forme spécifique sous laquelle se détermine le travail social dans la société marchande.

Forme valeur et fétichisme

Le travail abstrait n'est pas la valeur. Substance sociale, le travail abstrait se présente sous une forme objective, et c'est cette représentation objectivée qui constitue la valeur.

Celle-ci désigne à la fois la forme objectivée du social et la forme sociale de l'objet.

Que la valeur soit la forme objectivée du social signifie que, dans la société marchande, les rapports des hommes entre eux prennent la forme d'objets, de rapports quantitatifs de choses entre elles. Il en est ainsi parce que les rapports sociaux, celui des producteurs entre eux, ne peuvent s'établir qu'au travers du rapport des produits du travail et ne peuvent s'exprimer autrement qu'au travers des objets.

Que la valeur soit la forme sociale de l'objet signifie que, dans la société marchande, les produits du travail, les objets sont porteurs de rapports sociaux de production déterminés. Cette fonction sociale confère aux objets une forme sociale qui doit être distinguée de leur forme physique d'objet utile.

On dira donc que la valeur est un rapport social de production qui revêt la forme d'un objet. Elle constitue non pas une propriété de l'objet en tant que tel, mais bien une propriété sociale que l'objet acquiert comme expression d'un rapport social de production historiquement déterminé.

On trouve là l'origine du fétichisme de la forme valeur. Celui-ci ne consiste pas seulement en ce que le rapport entre des choses voile le rapport des hommes entre eux. Le fétichisme est le fait que l'on prenne pour la propriété naturelle d'une chose une propriété que la chose ne possède que comme représentation de rapports sociaux déterminés. Le fétichisme vient de ce que l'on confond l'objet physique avec sa fonction sociale.

2. La forme de la valeur et la monnaie

Considérée isolément, une marchandise n'est qu'un objet utile : il lui est impossible d'exprimer sa valeur dans sa valeur d'usage propre. La double réalité de la marchandise exige que sa valeur possède une forme distincte de sa valeur d'usage. Une marchandise acquiert cette forme en exprimant sa valeur dans la valeur d'usage d'une autre marchandise ; c'est-à-dire en entrant en rapport avec une autre marchandise dont elle fait de la valeur d'usage la forme de manifestation de sa valeur.

L'expression nécessaire de la valeur d'une marchandise dans la valeur d'usage d'une autre marchandise est ce que Marx appelle la forme de la valeur ou valeur d'échange. Ainsi, la valeur d'échange n'est-elle pas la valeur, mais sa forme phénoménale, son mode d'expression.

La polarité marchandise-monnaie

Considérons, avec Marx, l'expression de valeur : 20 mètres de toile = 1 habit. Cette expression est la forme de la valeur de la toile : elle signifie que la valeur de 20 mètres de toile s'exprime dans un habit. Dans cette équation, la toile et l'habit jouent des rôles radicalement différents : la toile exprime sa valeur dans l'habit, tandis que l'habit sert de matière d'expression à la valeur de la toile. L'habit n'exprime donc pas sa valeur et intervient ici uniquement comme valeur d'usage, objet physique ; alors que la toile, elle, n'exprime sa valeur qu'en posant de côté sa valeur d'usage. La forme de la valeur est une relation polarisée opposant une forme relative (la toile) à une forme équivalent (l'habit).

~~Travail concret~~	– – →	~~Valeur d'usage~~		Valeur d'usage	← – –	Travail concret
|		|		|		|
Travail	– – →	20 m Toile	=	1 Habit	← – –	Travail
|		|		|		|
Travail abstrait	– – →	Valeur		~~Valeur~~	← – –	~~Travail abstrait~~

Dans la forme équivalent, la valeur d'usage devient forme phénomènale de la valeur, le travail concret devient forme phénoménale du travail abstrait, et le travail privé devient travail immédiatement social. Autrement dit, lorsque la valeur de la toile prend forme dans l'habit saisi comme objet utile, celui-ci devient le mode d'existence, l'incarnation de la valeur. Cette propriété d'être de la valeur tient non pas à une quelconque caractéristique physique de l'habit, mais uniquement à la position d'équivalent qu'occupe l'habit dans la forme de la valeur.

Partant de là, le concept de monnaie se construit par un développement de formes :

Forme I : 20 m de toile = 1 habit

Une marchandise exprime sa valeur dans la valeur d'usage d'une autre marchandise fonctionnant comme équivalent singulier. La valeur de la marchandise acquiert ici une forme distincte de la marchandise elle-même. C'est la forme simple de la valeur.

Forme II : 20 m de toile = { 1 habit / 10 kg de blé / 1 g d'or / etc. }

Une marchandise exprime ici sa valeur dans la valeur d'usage de toutes les autres marchandises fonctionnant comme des équivalents particuliers. La valeur de la marchandise prend diverses formes toutes distinctes de la marchandise considérée. C'est la forme développée de la valeur.

Forme III : { 1 habit / 10 kg de blé / 1 g d'or / etc. } = 20 m de toile

Toutes les marchandises expriment leur valeur dans la valeur d'usage d'une marchandise exclusive fonctionnant comme équivalent général. La valeur possède ici une forme commune à toutes les marchandises et distincte de la valeur d'usage de chacune. C'est la forme générale de la valeur.

Forme IV : { 20 m de toile / 1 habit / 10 kg de blé / etc. } = 1 g d'or

L'équivalent général s'est fixé historiquement sur l'or qui s'avérait plus apte que d'autres marchandises à traduire dans sa forme matérielle la substance de la valeur et sa grandeur. On a la forme monnaie de la valeur, autrement dit le prix.

• *Équivalent général et mesure de la valeur.* — Cette analyse appelle plusieurs remarques :

— La forme de la valeur conduit à élire au sein du monde des marchandises l'une d'entre elles à la fonction d'équivalent général. Exclue du rang des marchandises, la monnaie

devient la forme polaire de la marchandise qui n'existe que dans cette opposition. Définie par cette polarité marchandise-monnaie, la valeur d'échange exclut la possibilité qu'auraient les marchandises de s'échanger directement entre elles : elle interdit de concevoir un échange marchandises-marchandise. On ne saurait donc avoir la marchandise sans la monnaie. Cela signifie que les marchandises ont d'emblée une forme monétaire. La valeur d'échange est ainsi, dans son concept, le contraire du troc, la critique de l'échange réel : elle est l'impossibilité même de l'échange immédiat et la nécessité pour les marchandises d'acquérir une forme d'échangeabilité immédiate dans leur rapport à la monnaie.

— On notera que le rapport d'expression de valeur n'est pas rapport d'échange. L'expression de la valeur d'une marchandise dans la valeur d'usage d'une autre marchandise ne suppose aucunement un échange effectif entre les deux marchandises. En revanche, l'échange effectif, lui, suppose la forme de la valeur qui est la forme de l'échangeabilité de la marchandise. Il faut donc distinguer la transformation « idéelle » de la marchandise en argent qu'est le prix, de sa transformation « réelle » qu'est l'échange effectif, celle-ci présupposant celle-là.

— On observera aussi que la genèse de la monnaie au travers des formes de la valeur est d'ordre logique et non pas historique. Historiquement, les marchandises n'ont pas exprimé leur valeur en prenant successivement les formes I, II, III, IV. La forme d'expression de la valeur des marchandises a toujours été la forme III, le développement historique ne portant que sur le choix de l'équivalent général. La séquence des formes I, II, III, IV est en fait celle des moments théoriques de la constitution de la monnaie comme représentation adéquate du concept de travail abstrait. La forme équivalent général est objectivation du travail abstrait : celui-ci ne se définit donc pas que « négativement » par l'abstraction de la forme concrète des travaux, « sa nature positive » s'affirme par sa représentation dans la monnaie. Autrement dit, le mode d'existence du travail abstrait, sa réalité, c'est la monnaie.

— La monnaie exprime et mesure la valeur des marchandises. Il faut ici relever l'erreur d'interprétation consistant

à dire que la valeur s'exprime en travail abstrait et se mesure en temps de travail. C'est au contraire le travail abstrait qui s'exprime sous forme de valeur, et la mesure du temps de travail sous forme de grandeur de valeur. La valeur, elle, s'exprime en monnaie, et la grandeur de valeur en quantité d'équivalent général. La valeur d'une marchandise ne peut s'exprimer en temps du travail puisqu'il est impossible de mesurer directement la quantité de travail que dépense non pas tel ou tel producteur, mais la société dans son ensemble pour la production de tel ou tel objet utile. Car le temps qui est directement mesurable en unités de travail (heures, jours, etc.) ne peut être que le temps de travail concret, non le temps de travail abstrait. Puisque, dans les rapports capitalistes de production, les travaux n'acquièrent leur détermination sociale que sous la forme du travail abstrait, et cela par l'égalisation des produits du travail avec l'équivalent général, la valeur s'exprime et se mesure non pas en travail, mais en monnaie. Cela revient à dire que la valeur ne peut être saisie que sous sa forme prix, et qu'il n'y a donc pas de mesure de la valeur autre que par sa forme.

Formes de la monnaie et possibilité formelle de crise

L'analyse de la forme de la valeur ne constitue pas à elle seule la théorie de la monnaie. Elle détermine ce qu'est la monnaie : l'équivalent général des marchandises et, à ce titre, le mode d'expression et de mesure de leur valeur. Elle doit encore être complétée par l'analyse des formes de la monnaie liées à ses différentes fonctions : étalon des prix, moyen de circulation, réserve de valeur, moyen de paiement.

• Mesure des valeurs en tant qu'équivalent général, la monnaie fait fonction d'étalon des prix en tant que poids de métal déterminé pris comme unité monétaire nationale (x gramme d'or, par exemple, prend la dénomination de un franc). L'étalonnage est le fait de l'État, et la monnaie — qui demeure encore argent idéel — prend la forme d'unité de compte institutionnelle, de monnaie de compte.

• La métamorphose réelle des marchandises en argent a lieu dans la circulation des marchandises que décrit le cycle marchandise-argent-marchandise (M-A-M) dans lequel

l'argent fait circuler les marchandises au travers d'opérations de vente (M-A) et d'achat (A-M). Nécessitant l'existence réelle de l'argent, cette fonction de moyen de circulation exige la transformation du métal en espèces, c'est-à-dire le monnayage, émission de numéraire, qui est le fait de l'État.

Comme, dans la circulation, les marchandises ne se convertissent que transitoirement en argent, le numéraire peut revêtir la forme de simples signes, c'est-à-dire se dématérialiser. Le processus commence d'ailleurs avec l'usure des pièces d'or dans la circulation : n'ayant plus réellement la valeur qu'elles sont censées représenter, elles deviennent des signes monétaires. La dématérialisation se poursuit avec la monnaie divisionnaire (dont la valeur réelle est détachée de sa valeur nominale) jusqu'à la monnaie de papier à cours forcé qui n'a aucune valeur en elle-même. Ainsi le numéraire est-il une monnaie purement symbolique.

• La circulation des marchandises peut être interrompue dans sa première phrase, la vente M-A ne pas être suivie d'un achat : l'argent thésaurisé sert de moyen de réserve de valeur. Face aux différentes éventualités du marché, les producteurs marchands se réservent ainsi la possibilité d'acheter indépendamment du moment où ils ont vendu. Il s'agit de la forme trésor de l'argent, lequel est désiré, ici, en tant que tel.

• Les marchandises peuvent circuler sur la base de paiements différés, être achetées ou vendues à crédit : le vendeur devient créancier et l'acheteur débiteur, et l'argent avec lequel celui-ci règle celui-là à l'échéance du terme fait fonction de moyen de paiement. La monnaie est ici requise pour solder les transactions. Comme moyen de paiement, et comme moyen de réserve, la monnaie est « argent proprement dit », c'est-à-dire incarnation du travail social, réalisation de la valeur. A ce titre, la monnaie est demandée pour elle-même.

La circulation des marchandises s'en trouve transformée puisque avec l'intervention de créances qui anticipent le versement de moyens de paiement, il est possible aux producteurs marchands d'acheter (A-M) avant d'avoir vendu (M-A). Cette fonction dite de moyen de paiement est à l'origine de la monnaie de crédit dont le système articule trois niveaux de monnaie : les créances commerciales, le crédit bancaire et la monnaie d'État. La base est constituée par les

traites, crédit commercial que s'accordent entre eux les producteurs marchands sous forme de lettres de change et billets à ordre qui circulent par endossement. Ces traites peuvent être monétisées par les banques : par l'escompte des titres, celles-ci avancent aux producteurs marchands des moyens de paiement sous forme de billets de banque privés (et comptes bancaires). Émise de façon privée par chaque banque, cette monnaie de crédit fait fonction de moyens de paiement seulement dans les relations entre clients d'une même banque, pas dans les relations avec les autres banques, lesquelles peuvent exiger la monnaie à cours légal, celle émise par l'État. C'est donc à la banque centrale qu'il revient d'assurer la convertibilité des monnaies bancaires : par le réescompte des traites, celle-ci avance aux banques, sous forme de billets de la banque centrale (et comptes auprès de la banque centrale), des moyens de paiement officiels qui viennent boucler le système des moyens de paiement émis par les banques à titre privé.

• *Monnaie étatique et monnaie privée.* — Derrière le rapport entre monnaie bancaire et monnaie centrale, on retrouve le rapport entre marchandise et monnaie. Ce qui spécifie, en effet, la production marchande, c'est que les travaux engagés de façon privée ont à faire la preuve de leur caractère social : la validation des produits des travaux privés comme fraction du travail social s'exprime dans la nécessité absolue pour les marchandises de se convertir en monnaie. Il ne s'agit pas, ici, de la conversion idéelle de la forme prix, mais de la conversion réelle en argent que doit réaliser la circulation des marchandises. La réussite éventuelle de ce que Marx appelle le « saut périlleux » de la marchandise en argent, dans la vente M-A, valide la marchandise comme unité de la valeur d'usage et de la valeur. En revanche, la mévente signifie l'impossibilité de socialiser les travaux privés, l'échec du pari marchand du producteur privé : les marchandises produites ne pouvant être entièrement « réalisées », il y a rupture de la chaîne M-A-M. Par ailleurs, l'argent dissocie le vente M-A de l'achat A-M : qu'un producteur marchand qui vient de vendre n'achète pas — l'argent n'ayant pas besoin de se transformer immédiatement en marchandise —,

et une non-réalisation en série des marchandises peut avoir lieu. Il en va de même lorsque la monnaie fonctionne comme moyen de paiement : qu'un débiteur ne règle pas l'échéance à temps, et une réaction en chaîne de non-remboursements peut s'enclencher. C'est ainsi que la polarité marchandise-monnaie inclut la possibilité de crises.

L'intervention du crédit permet certes de détendre le lien entre marchandise et monnaie en différant la sanction sociale. Mais elle ne peut supprimer la nécessaire validation sociale des travaux privés : l'échange de la marchandise contre l'argent. En effet, lorsque la banque accorde un crédit — une avance de moyens de paiement bancaires — au producteur marchand, elle anticipe la validation sociale des marchandises en cours de réalisation : elle fait le pari que les marchandises seront vendues et qu'avec le produit de la vente le producteur marchand la remboursera. En ce sens, la banque effectue, selon l'expression de Suzanne de Brunhoff [24]*, « une anté-validation privée » de travaux privés à ses risques et périls. Avec le crédit, la validation sociale se traduit par le remboursement des dettes, et la non-validation par le non-recouvrement des créances. Dans ces conditions, une crise de réalisation se manifeste par la baisse des prix des marchandises et par l'insolvabilité du système bancaire.

Si les banques ont la possibilité de se tourner vers la banque centrale comme prêteur en dernière instance, notamment lorsque la monnaie a cours forcé, la socialisation des travaux privés prend la forme de la convertibilité de la monnaie bancaire en monnaie centrale (la banque centrale imposant un coût variable à cette opération par la fixation du taux d'intérêt monétaire). La conversion du crédit en monnaie revient pour ainsi dire à valider socialement les anticipations des banques et des producteurs privés : l'émission de moyens de paiement de la banque centrale n'en reste pas moins une « pseudo-validation sociale » des travaux privés au sens où, le risque de non-réalisation des marchandises n'étant pas écarté, la validation sociale effective n'a lieu qu'avec le recouvrement de toutes les créances. Une crise de réalisation se manifeste ici par la dépréciation de la monnaie émise par

* Les chiffres entre crochets renvoient à la bibliographie en fin de volume.

l'État, autrement dit par l'inflation. Ainsi, dans tous les cas, les crises monétaires rappellent-elles au crédit son caractère privé, c'est-à-dire son rapport polaire à la monnaie.

Cela veut encore dire que la contradiction ne peut être éliminée par un changement de régime monétaire. L'abandon du régime étalon-or pour une monnaie non convertible en or signifie seulement qu'il appartient à la banque centrale (c'est-à-dire à l'État) d'organiser la solvabilité du système bancaire par une règlementation des conditions d'émission de la monnaie centrale et de convertibilité des monnaies bancaires. Ce qui distingue la monnaie convertible en or de la monnaie à cours forcé, c'est que, dans le premier cas, la banque devient porteur de la relation de crédit (et donc indirectement de la relation M-A) à la place du créancier initial ; alors que dans le second cas, la banque centrale porte cette relation en dernière instance. Ainsi la distinction entre les deux régimes monétaires réside-t-elle dans la différence des règles (d'émission de la monnaie centrale et de conversion de la monnaie bancaire) qui codifient les rapports entre banque centrale et banques de second rang. Il s'agit, autrement dit, de deux formes spécifiques d'articulation de la monnaie étatique à la monnaie émise à titre privé.

Il apparaît, au terme de cette analyse des marchandises et de la monnaie, que la forme prix, c'est-à-dire l'expression monétaire de la valeur de la marchandise, est « forme pour une crise », selon l'expression de Marx (*Théories sur la plus-value*, t. 2, p. 608). Mais il ne s'agit que d'une possibilité « formelle », car pour que la crise devienne réalité, il faut un rapport social autre que le simple rapport des producteurs marchands entre eux.

Par ailleurs, la forme prix peut encore cacher, selon Marx, une « contradiction absolue » : des choses qui ne sont pas à proprement parler des marchandises peuvent être cédées pour de l'argent par leur possesseur et acquérir ainsi, par le prix qu'on leur donne, la forme marchandise. Aussi, la forme prix peut-elle exprimer autre chose que la valeur, d'autres rapports sociaux que celui des producteurs marchands entre eux (*Le Capital*, livre I, t. 1, p. 112). C'est ce qui apparaîtra ultérieurement.

3. Théorie de la valeur et critique de l'économie politique

La classification traditionnellement retenue des théories de la valeur en valeur-travail et valeur-utilité n'est pas, du point de vue de l'analyse marxiste, pertinente. Toutes deux — et c'est ce qui fait l'unité de l'économie politique selon Marx — relèvent fondamentalement de la même manière de poser les problèmes de la valeur. Elles relèvent de cette problématique commune qui « trouve tout aussi naturel que les choses aient de la valeur que les corps de la pesanteur. A son point du vue, il s'agit tout simplement de trouver comment cette valeur sera estimée la plus exactement possible » (*Le Capital*, livre I, t. 1, p. 91). Aussi l'assimilation fréquente de la théorie marxiste de la valeur à la théorie de Ricardo sous la dénomination commune de valeur-travail, opposée à la valeur-utilité, repose-t-elle sur une incompréhension de la problématique de Marx, laquelle se pose comme la critique radicale de la problématique ricardienne et de l'économie politique dans son ensemble.

Critique de la valeur-travail

La découverte faite par l'économie politique classique que, dans la valeur de toute marchandise, se trouve simplement du travail humain et que, par conséquent, la valeur d'une marchandise est d'autant plus grande que le temps de travail est plus important laisse totalement inexpliquée la question essentielle qui est de savoir pourquoi le travail et le temps de travail n'apparaissent pas directement, mais ont besoin de se représenter sous la forme de valeur. Autrement dit, pourquoi la valeur comme forme existe-t-elle ? Alors que l'économie politique classique voit dans la valeur-travail une solution à la question de l'unité et de la commensurabilité des marchandises, Marx y voit un problème.

• *Une catégorie fétichisée.* — Ricardo [75] analyse la valeur seulement comme quantité posant essentiellement un problème de mesure. La question de l'existence de la valeur comme forme est ignorée. Pourquoi le travail forme-t-il la valeur ? Quel travail forme la valeur ? Il s'agit là de questions

que l'économie politique classique évite, selon Marx, de se poser. Que dit, en effet, la théorie de la valeur-travail ? Elle se borne à poser que le travail est la cause de la valeur, avec pour seule justification que les marchandises sont toutes des produits du travail. Ce principe du travail comme seule source de la valeur d'échange se réfère à la problématique ricardienne de la difficulté de production dans laquelle la dépense de travail exprime le rapport de la société à la nature.

Une telle théorie de la valeur-travail est, pour Marx, mystificatrice. Car la valeur n'a rien à voir avec le travail en soi (le travail comme forces productrices). Elle ne concerne que le travail tel qu'il se présente dans des rapports sociaux de production déterminés. Ce n'est pas le travail en lui-même qui crée la valeur, mais seulement le travail en tant qu'il exprime des conditions sociales déterminées de production : le travail abstrait. Le travail comme rapport de l'homme à la nature, ou travail concret, produit l'objet d'utilité, la valeur d'usage. Il ne produit pas la valeur. L'économie politique n'a jamais su, selon Marx, distinguer le travail qui est représenté dans la valeur d'usage et le travail qui se représente dans la valeur.

Ainsi la définition ricardienne de la marchandise fait-elle problème. Car la forme marchandise renvoie non pas au travail humain, mais aux rapports sociaux de production. En ce sens, la marchandise est non pas produit du travail, mais forme du produit du travail. Et si on considère les marchandises comme objets d'usage, ceux-ci résultent toujours de la combinaison de deux éléments, le travail et la nature : le travail concret n'est pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit. Aussi ni la valeur ni la valeur d'usage de la marchandise ne sont-elles réductibles au travail humain.

Reste la question de savoir pourquoi l'économie politique se limite à une analyse quantitative de la valeur sans s'interroger sur son existence comme forme : pourquoi est-elle incapable de dégager le double caractère du travail représenté dans la marchandise ? Il en est ainsi parce que l'économie politique considère la marchandise comme un donné naturel. Pour elle, le travail donne naturellement de la valeur aux produits, le produit du travail est naturellement marchandise.

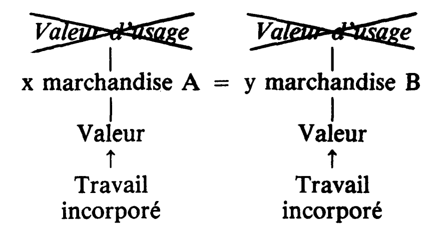
Elle trouve tout naturel que les marchandises aient une valeur de même qu'elles ont un poids ou un volume. Ainsi comprise, la valeur-travail devient une catégorie fétichisée, au sens où, selon Marx, on prend pour un caractère naturel des choses ce qui n'est que l'expression de rapports sociaux historiques. La valeur étant une forme sociale historique, la considérer comme naturelle aux choses revient à faire du capitalisme une société naturelle et, par conséquent, universelle, éternelle. Telle est la société marchande que l'économie politique, depuis Adam Smith, définit non pas à partir de rapports sociaux de production déterminés, mais à partir d'une nature humaine (« la propension naturelle à échanger »). Dès lors, le capitalisme devient l'horizon indépassable de l'économie politique.

• *Une analyse unidimensionnelle.* — L'analyse de la valeur ne saurait se borner à remonter de la forme au contenu ; elle doit encore, à partir de là, expliquer pourquoi et comment tel contenu prend justement telle ou telle forme. C'est par l'analyse de la forme de la valeur, c'est-à-dire du statut de la monnaie, que Marx développe sa critique de la valeur-travail et de l'économie politique dans son ensemble. Pour l'économie politique classique (mais aussi néoclassique), la monnaie est une forme inessentielle de la marchandise : un voile qui recouvre l'échange réel marchandise-marchandise. La monnaie est un simple intermédiaire des échanges, qui permet de surmonter les inconvénients du troc. Chez Ricardo, plus précisément, le statut de la monnaie est d'être une marchandise comme les autres. C'est la théorie de la marchandise-monnaie qui pose que la monnaie est marchandise sans voir ce qui distingue la monnaie de la marchandise : le rapport de la marchandise à la monnaie est ici conçu comme rapport à une autre marchandise.

La théorie marxiste de l'équivalent général est tout autre, qui définit la monnaie dans ce qui l'oppose au monde des marchandises, rapport de polarité qui donne une analyse de la marchandise d'emblée en termes monétaires. Pour Marx, Ricardo n'a pas compris l'essence de la monnaie car sa théorie de la valeur-travail ne lui permet pas de dégager le rapport essentiel entre la valeur et la monnaie. Marx souligne

par là même que l'objet de la théorie de la valeur est de rendre compte de la monnaie.

Comment s'explique cette incapacité de l'économie politique à dégager le concept de la monnaie? La raison en est que l'économie politique ne distingue pas la valeur de la valeur d'échange, c'est-à-dire la valeur de sa forme. Ainsi l'analyse ricardienne parle-t-elle indifféremment de valeur et de valeur d'échange qu'elle identifie au rapport d'échange entre marchandises. Confusion conceptuelle qui est concomitante d'une exclusion du concept de la valeur d'usage de l'analyse de la valeur. Ainsi, observant que la valeur d'une marchandise n'est pas fonction de sa valeur d'usage, Ricardo écarte celle-ci de son analyse de la marchandise laquelle peut être qualifiée d'unidimensionnelle. Ce que résume le schéma suivant qui doit être confronté à celui de la page 12:



La démarche de Marx peut être qualifiée de bidimensionnelle dans la mesure où elle met toujours en présence une double dimension: travail abstrait/travail concret, valeur/valeur d'usage, forme relative/forme équivalent, marchandise/monnaie. La valeur comme la valeur d'échange ne peuvent être définies en dehors de leur rapport à la valeur d'usage, puisque la valeur ne prend forme que dans la valeur d'usage et que la valeur d'échange d'une marchandise est l'expression de sa valeur dans la valeur d'usage d'une autre marchandise. La valeur d'usage, elle-même, a un caractère double: elle est objet utile, mais encore porte-valeur. Ce deuxième caractère ne vient pas s'ajouter simplement à son caractère d'utilité, mais spécifie celui-ci: la marchandise n'est objet utile que pour autant qu'elle est porte-valeur. C'est à cette condition que la marchandise, qui n'est pas valeur

d'usage pour celui qui la produit, s'affirme valeur d'usage pour d'autres, valeur d'usage sociale.

Cette démarche bidimensionnelle est plus précisément dialectique en ce qu'elle procède de l'analyse des contradictions — la « contradiction » désignant l'unité de deux aspects qui s'opposent et se supposent à la fois. Ainsi la contradiction de la marchandise entre valeur et valeur d'usage renvoie-t-elle à celle du travail abstrait et du travail concret, du travail social et du travail privé. Par ailleurs, la contradiction interne de la marchandise s'extériorise avec la valeur d'échange en contradiction entre la monnaie et les marchandises. Et c'est dans ce rapport contradictoire monnaie-marchandise que prennent forme les crises du mode de production capitaliste. On comprend alors le sens de l'approche unidimensionnelle de l'économie politique : elle consiste à concevoir le capitalisme comme un mode de production non contradictoire, sans crise, ce qui en fait un mode de production non seulement naturel, mais absolu.

Travail abstrait et/ou monnaie

L'exposé du *Capital* analyse la valeur selon un double mouvement : un mouvement « analytique », qui va de la valeur d'échange à la valeur et au travail abstrait, et corrélativement de la valeur d'usage à la valeur d'usage sociale et au travail concret ; un mouvement « génétique », qui va de la contradiction valeur-valeur d'usage, travail abstrait-travail concret à la valeur d'échange et la monnaie. Ce double mouvement de l'exposé correspond chez Marx à une double critique de l'économie politique :

— l'objet du premier mouvement est de réfuter l'objection de l'économie politique « vulgaire » (notamment Samuel Bailey [4]) pour qui rien n'existe en dehors de la valeur d'échange en tant que proportion d'échange des marchandises — la valeur comme substance étant un non-sens[1] ;

1. Par économie politique « vulgaire », Marx désigne les économistes qui s'en tiennent à la « connexion externe » des phénomènes économiques et théorisent par suite les apparences et les représentations que s'en font les agents économiques. Par opposition, l'économie politique « classique » désigne les économistes qui cherchent à pénétrer la « connexion interne » des phénomènes économiques et à concevoir leur unité essentielle.

— l'objet du second mouvement est de critiquer la problématique de l'économie politique « classique » (en premier lieu Ricardo) pour qui l'analyse de la valeur se réduit à ramener les valeurs d'échange à des quantités de travail sans considérer l'existence de la valeur comme forme sociale et son expression dans la monnaie.

Ce double mouvement signifie que, pour Marx, la « substance » ne peut être conçue indépendamment de sa « forme », et inversement. Or, nombre de lecteurs et commentateurs du *Capital* s'attachent et limitent leur compréhension de la théorie marxiste de la valeur au premier mouvement d'analyse, ce qui en fait une théorie « substantialiste ».

La critique du substantialisme conduit, en revanche, d'autres auteurs à lui opposer une théorie « formaliste » qui récuse les concepts du travail abstrait et de la valeur pour s'en tenir aux seuls concepts de monnaie et de prix.

• *Substantialisme.* — L'interprétation substantialiste est issue d'une lecture réductrice qui appréhende le concept de valeur comme une substance sans forme. Elle correspond à une lecture traditionnelle du *Capital*, surtout depuis que la critique néo-classique (Eugen Böhm-Bawerk [13], Philip Weeksteed [95]) imposa la réduction des valeurs d'échange au travail abstrait, comme étant l'essentiel de la démonstration par Marx de sa théorie. Interprétation qui marque, certes, la vulgate marxiste, mais aussi toutes les lectures qui — telle celle de Louis Althusser [2] — tendent à mettre entre parenthèses l'exposé sur la forme de la valeur et le fétichisme. Il en résulte, en effet, une théorie positiviste de la valeur qui ne se distingue plus fondamentalement de celle de Ricardo.

Deux traits la caractérisent : *1)* l'analyse de la valeur fait abstraction de la monnaie avec laquelle elle n'entretient pas de rapport essentiel. Les concepts de valeurs et valeurs d'échange sont la plupart du temps confondus, la valeur d'usage est évacuée de l'analyse ; *2)* celle-ci se ramène à une détermination quantitative de la valeur des marchandises par le temps de travail nécessaire à leur production. La définition du travail abstrait se réduit à celle d'une dépense de

force de travail humain en général, abstraction faite de la particularité concrète de chaque travail.

Conçu comme travail en général, le travail abstrait devient ou bien une catégorie purement logique, « une chose de pensée », une hypothèse de commensurabilité, abstraction mentale qui pose par simplification le travail comme homogène alors qu'il ne l'est pas à l'évidence: il y a indétermination du concept. Ou bien, si on pose que le travail abstrait est une réalité, alors celle-ci ne peut être que d'ordre « physiologique »: c'est la dépense d'énergie musculaire et nerveuse qu'on trouve dans toute activité de travail indépendamment de ses formes concrètes. On aboutit ici à une conception naturaliste qui a tant été reprochée à Marx (Cornélius Castoriadis [18], Paul-Dominique Dognin [35]). Dans tous les cas, le travail abstrait devient une catégorie ahistorique qui n'est liée à aucune forme sociale de production spécifique. Saisie sans sa forme, la « substance sociale » qu'est le travail abstrait devient, ici, évanescente.

Même si elle peut se prévaloir de telle ou telle formulation du *Capital*, la lecture substantialiste méconnaît ce qui constitue l'essentiel de la théorie critique de Marx: l'« analyse de forme », des « déterminations formelles », c'est-à-dire des déterminations non pas de l'objet en tant que tel, mais en tant qu'il exprime des rapports sociaux historiques (Isaak Roubine [78], Hans Backhaus [3]). C'est pourquoi le travail abstrait ne peut être conçu par simple abstraction des formes concrètes de travail, indépendamment de la forme particulière des rapports sociaux qui assure réellement cette abstraction.

Dans l'analyse de Marx, la forme renvoie, d'une part, au rapport social qui en constitue la détermination interne, mais aussi, d'autre part, au support matériel qui en est la détermination externe. « Lorsque nous parlons de la marchandise comme matérialisation où s'investit le travail — au sens de la valeur d'échange — nous n'avons en vue qu'une existence imaginaire de la marchandise, existence uniquement sociale, qui n'a rien à voir avec sa réalité physique, indique Marx: on se la représentera comme quantité de travail social ou d'argent. » (*Théorie de la plus-value*, t. 1, p 184-185.) Ou, pour le dire autrement, le travail abstrait n'existe pas comme

quantité physique de travail mais comme *quantité physique de monnaie*.

• *Formalisme.* — Si la tendance à réduire la valeur à sa substance a longtemps dominé les lectures du *Capital*, se développe aujourd'hui une tendance inverse à réduire la valeur à sa forme. Cette lecture « formaliste » caractérise le courant « hétérodoxe » qui considère que la critique de l'économie politique menée par Marx est loin d'être aussi radicale que celui-ci l'a cru. Et que, tout en étant porteur d'hétérodoxie, la théorie marxiste, sur bien des points, continue à s'inscrire dans le paradigme de l'économie politique. Tel est le cas de la déduction du concept de la monnaie de l'analyse de la marchandise, alors que l'hétérodoxie de Marx réside dans la reconnaissance du statut de la monnaie non pas comme marchandise, mais comme présupposé de celle-ci (Carlo Benetti et Jean Cartelier [10], Ghislain Deleplace [28], Michel De Vroey [93], Gilbert Faccarello [41], Michel Aglietta et André Orléan [1]).

L'affirmation ne va pas de soi et résulterait — selon Benetti et Cartelier — de l'« échec » de l'analyse des formes de la valeur à produire le concept de monnaie, en raison de l'impossibilité logique — reconnue par Marx — d'engendrer la forme III « par inversion » de la forme II. Dès lors, l'objet de la théorie de la valeur ne saurait être la monnaie : en tant que forme spécifique que prend le social, la monnaie ne peut faire l'objet que d'un postulat. Doit donc être abandonnée toute référence au travail abstrait dont le concept s'inscrit dans la recherche impossible d'une genèse de la monnaie à partir de la marchandise, celle-ci ne pouvant être conçue en dehors de celle-là.

La réduction de la valeur à sa forme conduit finalement à l'effacement de la valeur derrière le prix. L'hétérodoxie va jusqu'à récuser toute théorie de la valeur comme relevant de l'analyse « réelle » (la valeur ne pouvant être définie que sur la base de caractéristiques physiques de la marchandise) opposée à l'analyse « monétaire ».

Ainsi la lecture « formaliste » et la lecture « substantialiste », butent-elles sur la même question : l'intelligence de l'analyse de forme sans laquelle ne peut être saisie la

connexion entre travail abstrait et monnaie (Alain Lipietz [58]). Car pas plus qu'il n'y a de substance sans forme, il n'y a de forme sans substance : double aspect de la critique de l'économie politique qu'on trouve expressément chez Marx lorsqu'il indique que, « à l'opposé [de l'économie politique classique], on a vu se reconstituer un néo-mercantilisme qui ne voit dans la valeur que la forme sociale ou plutôt son apparence sans substance » (*Le Capital*, livre I, 4e édition, p. 93).

Rappelons que l'analyse des formes de la valeur a pour objet le concept du travail abstrait qui ne se trouve pleinement déterminé qu'avec son mode d'existence : la monnaie, elle-même définie dans son rapport de polarité avec le monde des marchandises dont elle permet l'expression de valeur. Aussi peut-on considérer que la critique hétérodoxe soulève de faux problèmes lorsqu'elle place Marx devant l'alternative : travail abstrait ou monnaie (alors qu'il s'agit de détermination formelle) ; ou lorsqu'elle lui pose la question de l'antériorité logique entre monnaie et marchandise (alors qu'il s'agit de relation polaire) ; ou encore lorsqu'elle discute du statut marchand ou non de la monnaie. La logique de l'analyse de Marx impose, ici, de bien distinguer l'or-marchandise de l'or-monnaie : l'or est marchandise, mais n'est plus marchandise lorsqu'il devient monnaie — la monnaie se définissant comme l'opposé, le contraire de la marchandise. En effet, à partir du moment où il est élu équivalent général, l'or renonce à son statut de marchandise : il doit laisser de côté et sa valeur (n'ayant plus à se faire valoir), et sa valeur d'usage propre (celle de métal) pour endosser sa fonction de représentation de la valeur des marchandises. Exclu du monde des marchandises l'or-monnaie a, en ce sens — selon l'expression de Benetti et Cartelier —, un statut d'ex-marchandise. A l'inverse, tout or qui renonce à la fonction de représentation de la valeur réintègre le monde des marchandises avec valeur d'échange et valeur d'usage propre (ce qui arrive, par exemple, lorsque un détenteur d'espèces d'or décide de les fondre ; ou, s'il s'agit de monnaie de papier, de les convertir en or à la banque centrale). De sorte qu'il y a coexistence de l'or-monnaie et de l'or-marchandise.

• *Monnayage et échange marchand.* — Cela étant, la lecture hétérodoxe a mis le doigt sur un problème réel que pose l'exposé des formes de la valeur, notamment la forme III. Selon Marx, la forme générale de la valeur ne se constitue pas par inversion de la forme II, mais requiert un procès social qui, seul, peut élire une marchandise à la fonction d'équivalent général et en exclure par là même les autres marchandises : « Seul un acte social peut faire d'une marchandise déterminée un équivalent général. » (*Le Capital*, livre I, 4e édition, p. 98.) Toutefois, l'exposé de Marx ne précise pas la nature de ce processus social par lequel une marchandise accède au « monopole social » de la représentation de la valeur. Cela ne saurait être le résultat des relations d'échange entre agents privés, puisque celles-ci sont d'emblée monétaires[2] : il s'agit d'ailleurs d'une critique que Marx adresse à l'économie politique qui déduit la monnaie du développement des relations de troc.

Cet « acte social » ne peut être que celui de l'État en tant que représentant de la société, et la monnaie, par conséquent, une forme institutionnelle relevant du pouvoir politique. C'est ce que Marx semble avoir en vue lorsqu'il indique par ailleurs que le rapport monnaie-marchandise est isomorphe au rapport État-société : ou encore que le pouvoir de l'équivalent général est coextensif de celui de l'État centralisé ; et, surtout, que l'or-marchandise devient or-monnaie par l'étalonnage et le monnayage, monopole étatique qui, nous l'avons vu, institue l'unité de compte et le numéraire : celui-ci « ne vaut comme tel que là où il a derrière lui le pouvoir d'État » (*Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 193-194). La fixation du prix officiel de l'or (tel poids d'or se convertit en telle quantité de numéraires) est ainsi la procédure concrète par laquelle le produit d'un travail privé — l'or — est socialement validé par une décision de l'État — représentant la société — et, donc, reconnu équivalent général.

2. C'est pourtant la position adoptée par Rudolf Hilferding [52]. Suzanne de Brunhoff [25, 24] défend la même conception selon laquelle le rapport social qui fonde l'existence de la monnaie est celui de l'échange privé entre producteurs privés — l'acte étatique portant non pas sur la genèse de l'équivalent général, mais seulement sur sa gestion.

Ce qui est important de saisir, c'est que la monétisation de l'or n'est nullement un échange : celui qui apporte de l'or à la banque centrale ne le vend pas, mais le convertit en numéraire[3]. Alors que l'échange marchand est une relation entre agents privés, le monnayage est une relation entre des agents privés et la banque centrale (pour la monnaie de crédit, il s'agit d'une monétisation de créances privées par la procédure d'escompte des banques et de réescompte, en dernière instance, de la banque centrale). Cela signifie que les rapports marchands ne peuvent être conçus simplement comme des rapports entre agents privés, en l'absence d'un rapport centralisé, étatique, qui institue l'équivalent général. De même que la forme marchandise implique la polarité marchandises-monnaie (et sa forme dérivée, la polarité crédit-monnaie), l'économie marchande, dira-t-on, a une structure polaire agents marchands-banque centrale. Ainsi l'État n'est-il que l'autre pôle de la production marchande qui n'existe que dans cette opposition.

3. Ghislain Deleplace le souligne contre certaines formulations équivoques du *Capital* [29]. La conversion en numéraire s'effectue, par exemple, sous la forme de frappe de pièces, auquel cas l'or demeure aux mains de son détenteur ; ou si la banque centrale conserve l'or, il y a délivrance de certificats sous forme de papier-monnaie ; et, dans tous les cas, le monnayage implique l'existence du seigneuriage : les pièces d'or ou les certificats d'or correspondent toujours à un poids d'or inférieur aux lingots apportés.

II / L'exploitation capitaliste

Après avoir analysé la valeur comme forme, Marx établit son contenu proprement capitaliste, c'est-à-dire sa détermination comme rapport de classe. En effet, le mode de production capitaliste ne produit pas les marchandises pour leur valeur d'usage, ni comme simple porte-valeurs. Les marchandises y sont produites comme porteurs de plus-value ou de survaleur, c'est-à-dire de surtravail sous forme valeur. A ce titre, la marchandise, définie jusqu'à présent comme forme du produit du travail, devient produit du capital.

1. La transformation de l'argent en capital : rapport d'échange et rapport de classe

Le capital se présente avant tout sous une forme monétaire. Mais, par lui-même, l'argent n'est pas capital. L'argent ne devient capital que lorsqu'il « enfante de la valeur », « fait des petits » — le capital étant la valeur qui s'accroît d'elle-même, qui s'autovalorise.

Cela ne peut avoir lieu dans la circulation marchandise-argent-marchandise (vendre pour acheter) où l'argent n'a qu'un rôle d'intermédiaire pour faire circuler des marchandises de valeurs d'usage différentes. La transformation de l'argent en capital requiert une circulation qui articule autrement les actes d'achat et de vente, de sorte que l'argent en soit le point de départ et le point d'arrivée, la marchandise

jouant ici le rôle d'intermédiaire : soit argent-marchandise-argent (acheter pour vendre). Le mouvement tire sa raison d'être de la différence quantitative entre l'argent avancé et l'argent retiré : A-M-A', avec A' = A + ΔA, constitue la formule générale du capital, et l'accroissement de valeur ΔA est appelé plus-value ou survaleur. En tant que porteur de ce mouvement A-M-A', le possesseur d'argent devient capitaliste.

Dans la transformation de l'argent en capital, l'argent n'est pas dépensé définitivement : il est seulement avancé et doit refluer vers son possesseur avec un certain excédent. Le cycle A-M-A' ne s'achève pas pour autant après ce reflux puisque l'argent est remis dans la circulation pour fournir une nouvelle plus-value (A'-M-A'', où A'' est supérieur à A'), et il ne peut arrêter son mouvement sous peine de ne plus fonctionner comme capital.

Il reste à savoir comment la formule A-M-A' est possible, autrement dit à déterminer les conditions de la création de la plus-value. Tout d'abord, celle-ci ne peut naître des actes d'achat et de vente de marchandises, puisque les échanges, par principe, s'effectuent entre valeurs équivalentes. Dans les mouvements A-M ou M-A', les valeurs changent simplement de forme (passant de la forme argent à la forme marchandise, ou inversement) sans changer de grandeur. Certes, la circulation marchande permet des gains de valeur d'usage (les marchandises échangées sont plus utiles dans les mains des acheteurs que dans celles des vendeurs), mais elle n'admet pas de gains du point de vue de la valeur. Et les tentatives qui s'efforcent de présenter l'échange comme la source de la plus-value confondent valeur d'usage et valeur.

Examinons ce qu'il advient en cas d'infraction aux règles de l'échange, c'est-à-dire en cas d'échanges entre valeurs non équivalentes :

— les vendeurs disposent du pouvoir d'imposer des prix artificiellement élevés : comme les échangistes sont à la fois vendeurs et acheteurs, ce qu'ils gagnent en tant que vendeurs, ils le perdent en tant qu'acheteurs. Aucune plus-value ne se forme. Que toutes les marchandises s'échangent au-dessus de leur valeur revient au même que si elles s'échangeaient à leur valeur ;

— certains échangistes ne peuvent récupérer en tant que vendeurs ce qu'ils perdent en tant qu'acheteurs : il y a gain pour les uns et perte pour les autres, mais la somme des valeurs possédées par les échangistes est la même avant et après l'échange. Il y a seulement modification de sa distribution entre les échangistes. Aucun accroissement de valeur ne peut donc en résulter.

Bref, qu'il ait lieu entre équivalents ou entre non-équivalents, l'échange ne crée aucune valeur. La formation de la plus-value est inexplicable si l'on s'en tient à la circulation des marchandises. Mais, d'un autre côté, on n'en trouvera pas non plus l'explication en dehors des actes d'achat et de vente qui constituent la forme des relations sociales dans une société marchande. Hors du procès d'échange, on peut certes accroître la valeur d'une marchandise en lui ajoutant, par une dépense de travail, une valeur supplémentaire : le travail permet de créer des valeurs, mais pas des valeurs qui s'accroissent par elles-mêmes. Il paraît ainsi impossible, sans entrer dans des rapports marchands, de communiquer à la valeur la propriété d'engendrer une plus-value.

La transformation de l'argent en capital doit donc avoir lieu dans les conditions suivantes : le possesseur d'argent doit acheter les marchandises à leur valeur, puis vendre également les marchandises pour ce qu'elles valent, et néanmoins retirer à la fin du processus plus de valeur qu'il en a avancé.

La force de travail : valeur d'usage et valeur d'échange

La solution du problème peut, dès lors, être dégagée : l'accroissement de valeur doit intervenir après l'acte d'achat A-M, mais avant l'acte de vente M-A', ce qui le localise dans l'usage des marchandises M par son acheteur : cet usage doit être créateur de valeur. Il faut donc qu'une des marchandises achetées ait la propriété, quand on l'utilise, d'être source de valeur. Autrement dit, une marchandise dont la valeur d'usage est de créer de la valeur : il s'agit de la force de travail. Celle-ci ne désigne ni le travailleur (qui ne peut se vendre) ni son travail (qui n'existe pas au moment de l'acte d'achat), mais la capacité de travail qui, seule, peut être l'objet d'une vente pour le travailleur et d'un achat par le

capitaliste. Plus précisément, pour le capitaliste, la valeur d'usage de la force de travail est sa capacité à créer davantage de valeur que n'en coûte son achat.

A partir du moment où elle s'échange contre de l'argent, la force de travail a une valeur d'échange : le salaire. Celui-ci doit correspondre à la valeur d'échange des produits marchands (et non marchands) nécessaires aux travailleurs pour se reproduire en tant que porteurs de forces de travail[1]. L'ampleur des besoins dits nécessaires ainsi que leur mode de satisfaction — autrement dit, le nombre et la nature des produits entrant dans la reproduction de la force de travail — constituent une norme sociale de caractère historique. En ce sens, la valeur d'échange de la force de travail est commandée par un « standard de vie traditionnel », selon l'expression de Marx.

Pour un pays, à un moment donné, la norme de reproduction de la force de travail dépend du niveau de développement des forces productives de la société (plus la productivité du travail social est développée, plus la norme incorpore de produits).

Et pour un niveau de développement des forces productives donné, la norme de reproduction de la force de travail est fixée par le rapport des forces entre capitalistes et travailleurs : c'est la lutte des classes qui décide du maintien ou de la modification de la norme (et donc de l'incorporation de nouveaux produits).

La valeur d'usage et la valeur d'échange de la force de travail étant ainsi définies, la plus-value désigne la différence entre la valeur que crée la force de travail et la valeur dépensée dans sa reproduction : c'est donc la différence entre la valeur d'usage de la force de travail et sa valeur d'échange.

Formellement, l'obtention de cette plus-value, qui définit de façon spécifique l'exploitation capitaliste, est conforme aux règles de l'échange marchand. Le capitaliste qui paie la valeur d'échange de la force de travail en obtient la valeur

1. La reproduction de la force de travail s'effectue à partir de produits marchands, mais aussi non marchands telles l'éducation publique ou la Sécurité sociale (Marx mentionne l'instruction primaire et l'assistance aux pauvres). Cette partie hors marché est prélevée sur la rémunération salariale sous forme d'impôts et de cotisations sociales.

d'usage : à ce titre, la plus-value lui revient en droit. C'est ainsi qu'un rapport d'exploitation prend forme dans un rapport d'échange, celui-ci dissimulant celui-là.

Le procès du capital

On peut maintenant revenir à la formule générale du capital pour expliciter le lieu où se crée la plus-value : le procès de production de marchandises (« procès » au sens de processus, terminologie classique au XIXe siècle). Le schéma comporte trois phases :

$$\text{A-M} \begin{cases} F_t \\ M_p \end{cases} \ldots\ldots\ldots \text{M'-A'}$$

circulation production circulation

La première phase A-M $\begin{cases} F_t \\ M_p \end{cases}$ est celle de la circulation. Le capitaliste y avance une somme d'argent A et achète à leur valeur des marchandises M nécessaires pour mettre en œuvre un processus de production de plus-value : la force de travail F_t et les moyens de production M_p. La valeur passe de la forme argent à la forme marchandise.

La seconde phase $\begin{cases} F_t \\ M_p \end{cases}$ ... M' est celle de la production. Ici a lieu la consommation productive par le capitaliste de la valeur d'usage des marchandises achetées. La consommation des moyens de production est leur transformation en une nouvelle marchandise M' : elle est transfert de la valeur des moyens de production aux produits. La consommation de la force de travail, c'est le travail même : elle est créatrice d'une valeur nouvelle qui, au-delà de la reproduction de la valeur d'échange de la force de travail, est constitutive de plus-value. La valeur de M' incorpore cette plus value.

La troisième phase M'-A' fait retour à la circulation où le capitaliste réalise la valeur de M'. De la forme marchandise la valeur retourne à la forme argent de départ, mais accrue d'une plus-value. L'argent s'est transformé en capital. Le procès du capital est ainsi unité du procès de production et du procès de circulation des marchandises.

Le procès de production capitaliste est lui-même unité du procès de production de valeur d'usage ou procès de travail et du procès de production de plus-value ou procès de valorisation. Celui-ci est la finalité du procès de production capitaliste, la production de valeur d'usage n'étant que le moyen de créer de la plus-value. Autrement dit, le procès de travail ne fonctionne ici que comme support matériel du procès de valorisation.

Capital constant et capital variable

Dans le procès de valorisation, les moyens de production et la force de travail ont des fonctions distinctes. Produits du travail social dépensé au cours de cycles de production antérieurs, les moyens de production (instruments de production et matières premières) représentent du travail matérialisé, du travail mort. A ce titre, leur consommation ne peut jamais transférer plus de valeur qu'ils n'en possèdent. Les moyens de production ne font que communiquer leur valeur aux marchandises produites sans ajouter de valeur nouvelle. En revanche, la consommation de la force de travail est dépense de travail vivant et, à ce titre, créatrice d'une valeur nouvelle qui reproduit la valeur d'échange de la force de travail et produit une valeur supplémentaire. Parce qu'elle accroît sa valeur dans le procès de production, la partie du capital avancé sous forme de force de travail est dénommée capital variable (V). La partie du capital qui est avancé sous forme de moyen de production, et qui ne change pas de valeur dans le procès de production, est appelée capital constant (C). On peut réécrire la formule du capital sous la forme :

$$\text{A-M} \begin{cases} \text{V} \\ \text{C} \end{cases} \ldots\ldots \text{M'-A'} = \text{C} + \text{V} + \text{Pl},$$

où Pl désigne la plus-value, C la consommation de moyens de production (consommation intermédiaire), V + Pl la valeur nouvellement créée par la force de travail (valeur ajoutée). Telle est la structure de la valeur des marchandises en tant que produits du capital.

Ainsi le procès de valorisation est-il transmission d'une valeur existante et addition d'une valeur nouvelle. Ce double aspect correspond au caractère double du travail produc-

teur de marchandises. La production de valeur nouvelle résulte de la dépense de travail social que représente tout produit, autrement dit du travail abstrait. La transmission de la valeur des moyens de production résulte, elle, de l'activité technique du travail qui transforme ces moyens de production en un produit déterminé, c'est-à-dire du travail concret.

La transmission de la valeur n'exclut pas que la valeur des moyens de production puisse se modifier, même après la transformation de ceux-ci en capital constant. Lorsque, par suite d'un progrès de la productivité du travail, la production d'un moyen de production exige moins de travail social, le capital constant est réévalué : les moyens de production antérieurement produits se dévalorisent, et la valeur transmise est moindre.

La distinction entre capital variable et capital constant ne doit pas être confondue avec la distinction entre capital circulant et capital fixe, qui ne concerne que la rotation du capital. Le capital circulant correspond à la partie du capital qui transfère totalement sa valeur aux produits pendant une période de production : il s'agit du capital avancé sous forme de force de travail et de matières premières. Tandis que le capital fixe est la partie du capital qui ne transfère sa valeur aux produits que par fraction sur une série de périodes de production : il s'agit du capital avancé sous forme d'instrument de production. La division en capital circulant et capital fixe — la seule que connaisse l'économie politique — estompe la différence fondamentale entre force de travail et moyens de production, et masque l'exploitation capitaliste.

Capitaliste et salarié

La transformation de l'argent en capital suppose que le possesseur d'argent trouve en face de lui des individus disposés à vendre leur force de travail. Elle implique l'apparition de travailleurs « libres » à un double point de vue :
— le travailleur doit avoir la libre disposition de sa force de travail pour pouvoir la vendre : il faut qu'il en soit par conséquent le propriétaire ; autrement dit, qu'il ne soit ni esclave ni serf. Le possesseur d'argent et le possesseur de force de

travail apparaissent ainsi comme deux personnes juridiquement égales qui établissent librement un contrat ;
— il faut, par ailleurs, que le travailleur ne dispose que de sa force de travail et soit contraint de la vendre pour vivre ; autrement dit, le travailleur ne doit posséder ni moyens de production ni moyens de subsistance, sans quoi il vendrait le produit de son travail et non sa force de travail. L'existence de travailleurs libres, séparés de tout moyen de travail, est le résultat d'un processus historique, celui de l'expropriation de la paysannerie, de son expulsion des campagnes et de sa transformation finale en prolétariat industriel.

Le rapport d'échange qui s'établit entre possesseur d'argent et possesseur de force de travail est donc de nature très particulière, puisque le travailleur n'offre sa force de travail que parce qu'il n'a pas de marchandise à vendre. Ce rapport structure la société marchande en deux classes :
— d'une part, la classe capitaliste, qui détient toutes les marchandises, les moyens de production comme les moyens de subsistance ;
— d'autre part, la classe des travailleurs salariés qui ne détiennent aucune marchandise et qui, pour accéder à leurs moyens de subsistance, transforment leur force de travail en marchandise.

C'est ainsi que l'échange n'est ici qu'une forme, celle que prend, dans le mode capitaliste de production, le rapport de classes.

2. Le rapport capitaliste d'exploitation : plus-value absolue et plus-value relative

Sous l'apparence d'un rapport d'échange, le capital se révèle être un rapport d'exploitation : c'est ce qu'exprime la partition de la valeur créée par la force de travail (V + Pl) entre capitalistes (Pl) et travailleurs salariés (V). Rapportant le montant total de la plus-value à celui du capital variable, le taux d'exploitation (ou taux de plus-value) $e = \frac{Pl}{V}$ traduit, en d'autres termes, la division du travail abstrait en travail

non payé/travail payé, ou encore en surtravail/travail nécessaire (à la reproduction de la force de travail).

Le taux d'exploitation capitaliste est fonction :
— d'une part, de la durée de la journée de travail et de son intensité, c'est-à-dire de la norme sociale d'utilisation de la force de travail ;
— d'autre part, de la valeur d'échange de la force de travail, c'est-à-dire de la norme sociale de reproduction de cette force de travail.

Enjeux de la lutte de classes, ces normes sont l'expression du rapport de forces existant entre capitalistes et travailleurs dans un pays donné, à un moment donné. Il s'agit donc :
— d'un taux général d'exploitation : son unicité exprime le rapport de classes ;
— d'un taux national d'exploitation : sa codification institutionnelle par la législation du travail et les conventions collectives exprime les compromis périodiques sur lesquels débouche le conflit des classes.

Durée, intensité, productivité du travail et luttes de classes

L'élévation du taux d'exploitation capitaliste peut prendre deux modalités : la plus-value absolue et la plus-value relative.

1. La plus-value absolue désigne la modalité de production de la plus-value par augmentation de la durée ou de l'intensité de la journée de travail (la valeur d'échange de la force de travail étant donnée). La délimitation de la journée de travail a longtemps été l'enjeu majeur de la lutte des classes : les capitalistes étant en droit de réclamer le maximum de la force de travail qu'ils ont achetée, tandis que les travailleurs sont aussi dans leur droit quand ils cherchent à restreindre le surtravail au minimum. Question de « droit contre droit » que seule « la force » peut trancher : aussi la réglementation de la durée du travail résulte-t-elle non pas d'« accords privés » entre travailleurs et capitalistes, mais d'une « action politique » des travailleurs « agissant du dehors » (*Le Capital*, livre I, t. 1, p. 231. *Salaire, prix et profit*, p. 70).

La fixation légale de la durée du travail reporte les conflits

essentiellement à l'intérieur de la journée de travail, sur son intensité : les capitalistes réclamant des cadences, un rythme de travail plus élevés, tandis que les travailleurs cherchent à préserver des temps morts, une certaine porosité de la journée de travail. Cette conflictualité fait que la fixation des normes de travail résulte toujours de compromis sociaux (c'est à cette détermination conflictuelle des normes de travail que correspond le taylorisme). L'intensité du travail est, précise Marx, une norme « moyenne » et « nationale » (*Le Capital*, livre I, t. 2, p. 231).

2. La plus-value relative désigne la modalité de production de la plus-value par dévalorisation de la force de travail (la durée et l'intensité de la journée de travail étant données). Par dévalorisation de la force de travail, on entend la baisse de la valeur d'échange des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail, par suite d'accroissement de la productivité du travail social dans les branches qui produisent ces marchandises ; ou encore, dans les branches qui produisent les biens de production destinés à la production de ces marchandises. On dira donc que la production de la plus-value relative résulte du développement de la productivité du travail social dans les branches productrices de marchandises entrant directement (biens de consommation) ou indirectement (biens de production) dans la reproduction de la force de travail.

La productivité du travail doit être distinguée de son intensité. Il y a accroissement de la productivité du travail lorsque, pour un même rythme de travail, un même nombre de travailleurs produit une plus grande quantité de marchandises, qui résulte du progrès des techniques de production. On parlera, en revanche, d'intensification du travail lorsque, pour des techniques de production inchangées, un même nombre de travailleurs produit une plus grande quantité de marchandises, qui résulte ici d'une augmentation du rythme de travail. Dans le premier cas, la valeur unitaire des marchandises diminue, alors que, dans le second cas, elle demeure pour ainsi dire inchangée.

La hausse de la productivité du travail social ne suffit pas à elle seule à créer la plus-value relative. Encore faut-il que le rapport de forces entre capitalistes et travailleurs permette

aux premiers d'en bénéficier, c'est-à-dire leur permette d'empêcher la hausse du salaire réel, ou du moins une hausse équivalente au gain de productivité du travail. Ce gain, en effet, autorise un accroissement concomitant de l'exploitation capitaliste et du salaire réel. La plus-value relative implique seulement que la hausse du salaire réel reste inférieure à celle de la productivité du travail social. La proportion dans laquelle les gains de productivité se convertissent en plus-value dépend de l'état de la lutte des classes.

Avec le développement de forces productives, s'affirme la « prétention des ouvriers à s'approprier partiellement la productivité de leur travail », observe Marx. Plus encore, la hausse du salaire réel devient la condition même du développement de la plus-value relative car celle-ci exige que « le cercle de la consommation s'élargisse autant que celui de la production » (*Manuscrits de 1861-1863*, p. 361 ; *Manuscrits de 1857-1858*, t. 1, p. 347. Cette hausse conflictuelle mais concomitante de la plus-value relative et du salaire réel par la production et la consommation de masse est le contenu du fordisme). Dans ces conditions, le développement de la plus-value relative n'a pas de limite. Il constitue, en ce sens, la base du développement du mode de production capitaliste.

Plus-value sociale et surprofit individuel

• Qu'elle soit relative ou absolue, la plus-value ne peut être que sociale. Son analyse n'est compréhensible qu'au niveau macroéconomique des rapports entre la classe capitaliste et la classe des travailleurs. Elle ne porte pas sur le rapport de tel capitaliste individuel avec les travailleurs de son entreprise. En effet, au niveau microéconomique d'un capital individuel, l'introduction d'une nouvelle technique de production qui élève la productivité du travail dans l'entreprise entraîne non pas la baisse de la valeur de la marchandise produite, mais la baisse du coût de production individuel de l'entreprise. Ce qui conduit non pas à la dévalorisation de la force de travail, mais à une hausse de son taux de profit individuel, c'est-à-dire à un surprofit du capitaliste par rapport à ses concurrents de la branche : c'est ce que Marx nomme la plus-value extra par opposition à la plus-value relative.

Cela étant, il existe entre la plus-value extra et la plus-value relative une articulation de niveaux qui s'opère dès lors que, sous l'effet de la concurrence, les autres capitalistes de la branche mettent en œuvre la nouvelle technique de production : la généralisation du progrès de la productivité du travail à la branche déclenche un processus de production de plus-value relative. Et lorsque la plus-value relative apparaît, la plus-value extra, qui est de nature différentielle, disparaît.

Il s'ensuit qu'un capitaliste individuel ne peut avoir pour objectif de produire de la plus-value. Lorsqu'un capitaliste développe la productivité du travail, son mobile ne saurait être de dévaloriser la force de travail, car cela signifierait qu'il travaille pour les autres capitalistes. Son but est d'obtenir, à travers la diminution de ses coûts individuels de production, un surprofit : c'est, autrement dit, un moyen pour lui de lutter contre les capitalistes concurrents.

Pour autant, si chaque capitaliste n'a pas l'intention de dévaloriser la force de travail et de produire de la plus-value relative, il contribue inconsciemment à ce résultat, puisque c'est la poursuite par chaque capitaliste de la plus-value extra qui enclenche le processus de la plus-value relative. On comprend aussi que, dans ces conditions, la plus-value relative et l'exploitation capitaliste en général se trouvent dissimulées, aux yeux des individus, par la concurrence capitaliste, laquelle leur apparaît comme le véritable moteur du développement des forces productives.

3. La matérialisation du capital dans les forces productives : soumission formelle et soumission réelle

Le capital n'est un rapport social de production au plein sens du terme qu'à partir du moment où il se matérialise dans des forces productives déterminées. Certes, la contrainte au surtravail se noue dès le contrat de travail : ce qu'achète le capitaliste, c'est la libre disposition de la force de travail pendant un certain temps, autrement dit, la soumission du travailleur lui-même.

Mais cette soumission reste formelle : la contrainte au surtravail, c'est-à-dire l'obligation de surtravail auquel le capi-

tal soumet le travailleur, résulte de la subordination marchande du travailleur, forcé de vendre sa force de travail pour accéder aux moyens de subsistance. La soumission formelle désigne ce rapport de dépendance du travailleur dans le procès de circulation : une dépendance monétaire.

La soumission du travailleur au capital devient réelle lorsqu'elle s'impose de l'intérieur du procès de production, et non plus seulement de l'extérieur en raison de l'acte d'achat — vente de la force de travail. La contrainte au surtravail n'est plus seulement monétaire, mais résulte alors des conditions du procès de travail.

Coopération, division du travail et machinisme

Le passage de la soumission formelle à la soumission réelle s'analyse comme la transformation du procès de travail par le capital. Celui-ci s'empare en effet du procès de travail tel qu'il existe — c'est-à-dire tel qu'il lui est légué par la société précapitaliste — pour le remodeler, le façonner de sorte à le rendre adéquat à son objet : la production de plus-value. Cette transformation s'analyse par un développement des formes du procès de travail que sont la coopération, la division du travail et le machinisme.

Bien que se référant à l'histoire de la mutation des forces productives aux XVIIIe et XIXe siècles, ces trois formes du procès de travail doivent être considérées, ici, non pas tant comme les concepts des moments historiques de la « révolution industrielle », que comme les moments abstraits du concept de capital dans son unité avec les forces productives. Et s'il est vrai que la coopération et la division du travail précèdent le machinisme, il n'en demeure pas moins vrai que c'est seulement sur la base du machinisme que le capital développe la coopération et la division du travail. En ce sens les formes coopération, division du travail et machinisme désignent les tendances du développement capitaliste des forces productives, tendances que le capital reproduit donc sans cesse dans son développement.

1. *La coopération :* elle désigne la réunion d'une masse de travailleurs sous un commandement unique, et la constitution du travailleur collectif comme mode d'existence du capi-

tal face au travailleur. Il ne s'agit pas seulement, pour le capital, d'accroître la productivité du travail social en développant la force collective de travail ; plus spécifiquement, il s'agit de développer la force collective de travail comme une force extérieure au travailleur et propre au capital, dans la mesure où le travailleur collectif ne se constitue que sous la forme du capital (capital variable). S'effectue ici la séparation, la dépossession des travailleurs de leur force de travail collective, le travailleur se trouvant réduit à sa seule force de travail individuelle.

En même temps, le pouvoir de commandement du capitaliste sur le travailleur perd son caractère formel : l'ouvrier travaille sous les ordres du capitaliste pas seulement parce qu'il lui a vendu sa force de travail, mais parce que le commandement du capitaliste apparaît comme une nécessité du procès de travail coopératif, une condition objective de la production sociale. Ainsi le capital impose-t-il le despotisme d'entreprise : hiérarchie, discipline, règlements, contrôles, sanctions, etc.

2. *La division du travail :* elle désigne la différenciation des tâches au sein du travailleur collectif, et la constitution du travailleur parcellaire comme mode d'existence du travailleur face au capital. Il ne s'agit pas seulement, pour le capital, d'accroître la productivité du travailleur collectif, mais plus spécifiquement de le faire en déqualifiant la force de travail individuelle. Ce qui disparaît du côté du travailleur parcellaire, à savoir la maîtrise intellectuelle du procès de travail, réapparaît certes du côté du travailleur collectif, mais maintenant comme un attribut du capital (ce procès d'expropriation du savoir ouvrier et sa confiscation par le capital est l'un des contenus du taylorisme).

Le travailleur se trouve dès lors attaché non pas simplement monétairement, mais encore techniquement au capital : il est contraint de vendre sa force de travail non pas seulement parce qu'il n'a pas de moyens de travail, mais aussi parce que, travailleur parcellaire, sa force de travail ne peut fonctionner en dehors du travailleur collectif, c'est-à-dire hors de sa transformation en capital variable. Sa force de travail est rendue impuissante, inutilisable si elle n'est pas vendue au capitaliste.

3. *Le machinisme :* il désigne la transformation de l'outil de travail en machine incorporant le savoir du travailleur, et la constitution du système automatique de machines comme mode de subordination technique du travailleur au capital. Il ne s'agit pas seulement, pour le capital, de décupler par là la productivité du travail social, mais plus spécifiquement de fixer son développement dans le capital sous forme de machines (capital fixe). S'opère ici le renversement de la maîtrise du travailleur sur son outil de travail en subordination technique du travailleur à la machine : le travailleur parcellaire devient un simple auxiliaire d'un système automatique de machines. La soumission au capital s'impose dès lors au travailleur comme un impératif dicté en quelque sorte par la technologie (ce procès de subordination technique de l'ouvrier au moyen de travail par incorporation de son savoir technique dans le système automatique de machines est l'un des contenus du fordisme).

Lutte des classes et développement des forces productives

Cette analyse appelle plusieurs remarques.

• La soumission est dite réelle ou formelle suivant qu'elle se matérialise ou non dans des forces productives. Cette matérialisation redouble la séparation du travailleur des moyens de travail : le travailleur n'est pas seulement économiquement séparé des moyens de travail qui sont la propriété du capitaliste ; cette séparation est aussi technique au sens où le travailleur se trouve dépossédé de la maîtrise des moyens de travail. Avec la coopération, la division du travail et le machinisme, le capital développe la force productive sociale du travail, mais, premièrement, en la séparant et en l'opposant à la force de travail, c'est-à-dire en en dépossédant le travailleur ; et, deuxièmement, en les fixant dans le moyen de travail, c'est-à-dire en se l'appropriant sous forme de capital fixe. Avec le machinisme, le capital acquiert, sous la forme du capital fixe, sa forme la plus adéquate. Ainsi s'explique le fétichisme qui s'attache à la machine dès lors que le rapport capitaliste de production s'y matérialise. Argent et machine constituent les deux aspects du fétichisme du capital selon qu'il se présente :

— dans le procès de circulation (lieu de la soumission formelle) où le capital prend la forme d'un rapport monétaire (A-A');
— dans le procès de production (lieu de la soumission réelle) où le capital revêt la forme d'un rapport technique (la fameuse « productivité du capital »).

• Les forces productives ne se développent pas en soi, mais toujours comme l'effet, c'est-à-dire comme la matérialisation du rapport capitaliste de production. Ainsi la coopération, la division du travail et le machinisme ne désignent-ils pas des modalités de développement des forces productives en général, mais des modalités du développement de la plus-value relative. En ce sens, plutôt que de progrès technique en général, on parlera à leur propos de progrès des techniques de production de la plus-value. Mesurer, dès lors, le développement des forces productives, le progrès technique, ce n'est jamais que mesurer la domination du rapport capitaliste de production, sa matérialisation dans les forces productives, la soumission du travailleur au capital. On observera par ailleurs que, reposant sur la production de la plus-value relative, le mode de production capitaliste requiert un constant développement des forces productives, un continuel bouleversement des conditions techniques de production. Révolutionner les forces productives est ainsi une nécessité interne du capital, la condition absolue de sa domination.

• Cette tendance du mode de production capitaliste à révolutionner les forces productives est l'expression de la lutte des classes. En mettant en œuvre la coopération, la division du travail et le machinisme, le capital cherche à réduire l'autonomie du travailleur dans le procès de travail, à vaincre la résistance qu'il oppose à l'obligation de surtravail. Cela étant, la soumission du travailleur au capital sur le lieu de travail n'est jamais totale ni définitive. Car si le remodelage du procès de travail permet de briser la résistance traditionnelle du travailleur, il produit par la suite des formes de résistance ouvrière nouvelles correspondant aux nouvelles formes du procès de travail. De même, si le progrès des techniques

permet l'expropriation du savoir traditionnel du travailleur, un nouveau type de savoir ouvrier se reconstitue sur la base des techniques nouvelles de production. De sorte que le procès capitaliste de travail demeure irréductiblement conflictuel (cela doit être souligné contre une vision techniciste du taylorisme et du fordisme). En ce sens, la lutte des classes est le véritable moteur du développement des forces productives.

4. Théorie de la plus-value et critique de l'économie politique

Marx établit la théorie de la plus-value en distinguant la force de travail du travail. Cette distinction conceptuelle est en même temps critique de l'économie politique : celle-ci conçoit en effet le travail comme une marchandise, le salaire étant le prix, la valeur du travail.

Critique de la valeur du travail

Le concept de force de travail met au jour les contradictions de l'économie politique classique.

1. Il s'agit d'abord de la contradiction dans les termes que constitue l'expression « valeur du travail » : si le travail crée la valeur, il ne peut lui-même avoir de valeur (objection soulevée par Bailey à l'encontre de Ricardo). Derrière l'expression irrationnelle de valeur du travail se cache en fait la valeur d'échange de la force de travail. Car ce que vend le travailleur au capitaliste, c'est l'usage de la force de travail qui existe en lui, ou, en d'autres termes, sa soumission personnelle dans le procès de travail, et non pas le travail qui ne peut exister avant et hors de cette soumission au capitaliste.

Mais l'analyse de Marx montre encore que la valeur d'échange de la force de travail prend, dans la forme du salaire, l'apparence de valeur du travail. Cette représentation du salaire comme payant le travail s'appuie sur les modalités du contrat salarial : rémunération du travailleur après l'achèvement du travail, variations de la rémunération en fonction du temps de travail (salaire au temps) et de l'inten-

sité du travail (salaire aux pièces). La forme salaire efface ainsi toute trace de partition du travail en travail nécessaire et surtravail : le surtravail ou travail non payé revêt l'apparence de travail payé. La forme ne dissimule pas seulement le rapport d'exploitation, elle en montre même le contraire.

2. Autre aporie de la notion de valeur du travail : le salaire en tant que valeur du travail devrait correspondre à la valeur produite par ce travail. Or, Ricardo pose que la valeur du travail est toujours inférieure à la valeur de son produit, la différence étant le profit dont l'existence reste inexpliquée — sauf à y voir, comme les socialistes ricardiens (Hodgkins, Thompson, Bray, Proudhon), une violation de la règle de l'échange marchand. La production du concept de force de travail fournit le moyen de distinguer entre la valeur d'échange de cette force et la valeur que celle-ci — c'est-à-dire son usage — produit, et d'inscrire l'explication de la plus-value dans la théorie de la valeur. On comprend que, formellement, l'exploitation capitaliste ne soit pas un vol.

Rapport d'exploitation et/ou rapport salarial

La critique de Marx ne se résume pas à une substitution de la valeur d'échange de la force de travail à celle du travail. Elle met aussi en cause la théorie classique du salaire naturel, reprise par des socialistes sous la dénomination de loi d'airain des salaires, et fondée sur l'existence d'un minimum de subsistance vers lequel tend — sous l'effet de la pression démographique ouvrière — le niveau de salaire du marché. La détermination marxiste du salaire comporte, rappelons-le, un double aspect : *1)* elle repose sur l'existence, pour un pays et à un moment donnés, d'un standard de vie, norme de reproduction de la force de travail historiquement constituée ; *2)* il s'agit d'une norme sociale qui se modifie sous l'effet de la lutte des classes.

Une lecture traditionnelle de Marx a consisté à s'en tenir au premier aspect. La détermination du salaire s'identifie alors à celle du prix d'une marchandise, ou plus précisément d'un panier de marchandises. Il en résulte une conception

« économiste » du salaire, qui ne se distingue plus fondamentalement de celle de Ricardo.

La réaction antiéconomiste a conduit à une lecture qui, elle, ne retient que le second aspect. Le salaire est alors saisi hors du champ de la valeur, comme l'expression d'un simple rapport de forces entre classes sociales. Il s'ensuit une conception « politiste » du rapport salarial dans laquelle les concepts de plus-value et d'exploitation cèdent la place à ceux de pouvoir et de soumission.

• *Économisme.* — A la base de l'économisme, on trouve la théorie de la force de travail comme marchandise et donc du salaire comme prix d'une marchandise. Dans cette optique, la transformation en marchandise de la force de travail fait de celle-ci une marchandise comme les autres : sa valeur d'usage (créatrice de plus-value) constituerait sa particularité, tandis que, par sa valeur, la force de travail serait identique aux autres marchandises. De même, en effet, que la valeur de toute marchandise, celle de la force de travail est déterminée par la quantité de travail social nécessaire à sa reproduction. Telle est du moins la vulgate marxiste dont les formulations ont pu être critiquées pour leur assimilation de la reproduction de la force de travail à la production d'une marchandise (Cornélius Castoriadis [17], Henri Denis [30]).

Or, une lecture attentive du *Capital* montre que le procès de reproduction de la force de travail consomme des marchandises mais n'est pas production d'une marchandise :
1) la force de travail, à la différence des marchandises, n'est pas produit du capital. Sa reproduction ne donne pas lieu à la production d'une plus-value que le travailleur s'approprierait en tant que propriétaire de la force de travail. Marx écarte toute théorie du capital humain qui assimile la force de travail à du capital, et le travailleur à un capitaliste ;
2) Plus généralement, la reproduction de la force de travail n'est pas production de valeur. Notamment l'activité qu'effectue le travailleur pour sa reproduction — appelée aussi travail domestique —, parce qu'elle est directement utile dans ses formes concrètes, ne donne pas lieu à un procès de travail abstrait. La force de travail, contrairement aux

marchandises, n'est donc pas valeur, même si elle acquiert une valeur d'échange par l'échange salarial (Bruno Lautier et Ramon Tortajada [56]).

• *Salariat et échange marchand.* — Ce que la force de travail a en commun avec les marchandises, c'est le fait non pas d'être valeur, mais d'avoir une valeur d'échange, un prix. Aussi peut-on considérer que la force de travail appartient à cette catégorie d'objets qui ne sont pas à proprement parler des marchandises, mais qui peuvent être cédés pour de l'argent par leur possesseur, et acquérir ainsi par le prix qu'on leur donne la forme marchandise. Pour autant que la force de travail n'est que formellement marchandise, on la qualifera de marchandise fictive — selon l'expression de Karl Polanyi [74]— plutôt que de non-marchandise. L'économisme est victime de cette forme marchandise qui lui fait identifier le contenu du rapport salarial à celui d'un rapport marchand.

Parler de valeur d'échange de la force de travail alors que celle-ci n'est pas valeur signifie que la forme cache ici autre chose qu'un simple rapport d'échange. De fait, ni le salaire nominal, c'est-à-dire la somme d'argent que le travailleur reçoit dans la vente de sa force de travail, ni le salaire réel, c'est-à-dire la quantité de marchandises qu'il peut acheter avec cet argent, n'épuisent — selon Marx — les rapports contenus dans la valeur d'échange de la force de travail. Celle-ci est déterminée « avant tout » de façon relative, par son rapport à la plus-value, c'est-à-dire comme partition de la valeur créée par la force de travail (*Travail salarié et capital*, p. 33). Autrement dit, la détermination de la valeur d'échange de la force de travail désigne un partage de la valeur ajoutée sous l'effet de la lutte des classes, avant de désigner la valeur d'échange des marchandises constitutives à un moment donné de la norme sociale de reproduction de la force de travail.

Ainsi, à la différence de l'économie politique classique (et néoclassique), la théorie de Marx n'admet-elle pas de mécanisme économique de fixation du salaire. Seules existent des limites économiques au-delà desquelles soit la force de travail, soit le capital n'est plus reproduit. A l'intérieur de ces limites minimale et maximale, c'est le « rapport des forces

combattantes » qui décide du partage de la valeur créée par la force de travail. Et comme « dans la lutte économique, le capital est le plus fort », la vente de la force de travail requiert des travailleurs non seulement une action syndicale, mais encore une action politique qui implique l'État et des formes institutionnelles (*Salaire, prix et profit*, p. 70).

• *Politisme.* — Le questionnement de la forme marchande de la force de travail conduit aujourd'hui nombre d'auteurs à laisser tomber l'analyse de forme pour opposer de manière irréductible force de travail et marchandise, rapport salarial et rapport marchand. Tel est le cas de la lecture « hétérodoxe » de Marx : celle-ci considère que la théorie de l'exploitation et de la plus-value, qui dérive de la théorie de la marchandise et de la valeur, demeure inscrite dans le champ de l'économie politique ; ou du moins reste-t-elle en deçà de la critique de l'économie politique projetée par Marx.

A partir du moment où la force de travail n'est plus marchandise, le concept de plus-value, défini comme valeur différentielle, perd en effet sa pertinence. Le concept de force de travail lui-même n'est plus nécessaire pour rendre compte du salariat. Devenu à son tour non significatif, le concept d'exploitation s'efface devant celui de rapport salarial, défini comme rapport de soumission de nature monétaire (Carlo Benetti et Jean Cartelier [10]) et, plus généralement, étatique (Lysiane Cartelier [16], Bernard Drugman [38]). Ainsi le principe de soumission qu'est le salariat est-il d'ordre politique.

Cette lecture souligne un aspect de l'analyse du capital sur lequel Marx n'a guère été explicite : à savoir le rôle central de l'État comme condition d'existence de la division de la société en deux classes. Car, en raison de la lutte des classes, la soumission des travailleurs au capital ne se réalise qu'au travers de compromis qui consacrent l'état momentané du rapport de forces. L'État est ce par quoi les deux classes sociales institutionnalisent les compromis, c'est-à-dire aussi leurs rapports conflictuels. Cela signifie que le rapport salarial ne peut être conçu simplement comme un rapport privé travailleur-capitaliste en l'absence d'une instance centrale qui codifie les normes d'utilisation et de reproduction de la force de travail. Ainsi, de même que le rapport d'échange mar-

chand, le rapport capitaliste de classe implique-t-il des formes institutionnelles qui unissent les agents que le rapport oppose. Autrement dit, le capital ne peut être pensé sans l'État. Cela doit être souligné à contre-courant d'une tradition marxiste qui pense l'État et le politique en général comme une superstructure extérieure au rapport capitaliste de production.

Mais la lecture politiste rejoint la lecture économiste du *Capital* par son caractère unilatéral, c'est-à-dire son inaptitude à penser le capital comme unité contradictoire de l'économique et du politique (Jacques Bidet [12]). D'un côté, de façon ricardienne, on conçoit le capital en faisant abstraction de l'État : l'économie est ici saisie sans ses déterminations politiques. De l'autre côté, il s'agit de concevoir le capital en dehors de et par opposition à la forme valeur. On méconnaît alors ce qu'est la valeur dans l'analyse du capital : forme spécifique de la contrainte au surtravail et, en ce sens, concept de la lutte des classes.

III / La concurrence capitaliste

Dans le précédent chapitre, la marchandise a été analysée comme produit du capital en général. Il s'agit maintenant de rendre compte de la marchandise comme produit de capitaux particuliers. De la plus-value, nous passons à son expression dans la concurrence capitaliste : le profit.

1. Du capital en général aux capitaux en concurrence

Le capital est l'unité de deux types de rapports sociaux :
— un rapport de classe, rapport d'exploitation qui lie et oppose la classe capitaliste à la classe des travailleurs salariés ;
— un rapport de concurrence, rapport intercapitaliste qui lie et oppose les capitalistes à l'intérieur de leur classe.

Dans *Le Capital*, Marx procède à l'analyse des rapports capitalistes de production en commençant par le rapport fondamental : le rapport capitaliste d'exploitation. Ce premier niveau d'analyse, qui est un niveau d'abstraction du capital, est désigné par le concept de capital en général. Concevoir le capital en général, c'est le concevoir en tant que rapport de classe, abstraction faite du rapport intercapitaliste. Ce rapport de classe capitalistes-travailleurs salariés s'exprime dans le taux d'exploitation $e = \frac{Pl}{V}$

A ce niveau d'abstraction, la valeur d'échange de la mar-

chandise désigne une quantité de travail socialement nécessaire, et la nécessité à laquelle renvoie ce travail social est double :

— d'une part, il s'agit de la nécessité de reproduire les conditions matérielles de production, à savoir les moyens de production et les moyens de subsistance des travailleurs (C + V) ;

— d'autre part, il s'agit de la nécessité de reproduire les conditions sociales de production, c'est-à-dire le rapport de classe ($e = \frac{Pl}{V}$).

Ainsi la valeur d'échange se détermine-t-elle à partir du taux d'exploitation : $C + V + Pl = C + V (1+e)$. A ce niveau, la valeur d'échange est structurée par le rapport de classe.

Du niveau du capital en général, l'analyse de Marx passe ensuite au niveau des capitaux en concurrence. Celle-ci désigne, certes, la lutte des capitaux entre eux. Mais ce qui est essentiel dans le concept marxiste de concurrence, c'est que cette lutte entre capitaux est la forme sous laquelle se réalisent les tendances du capital en général, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste. En d'autres termes, la relation intercapitaliste a deux dimensions : elle est lutte, affrontement des capitalistes entre eux et, en même temps, unité, solidarité des capitalistes face à la classe des travailleurs salariés. Par concurrence capitaliste, on entend donc la lutte entre capitaux pour autant qu'elle manifeste l'unité de la classe capitaliste ; ou encore : l'unité de la classe capitaliste en tant qu'elle se réalise au travers de la lutte entre capitaux.

Au niveau d'un fractionnement du capital en branches, la concurrence capitaliste s'exprime dans le concept du taux général de profit. Celui-ci rapporte la plus-value sociale au montant total des capitaux avancés : $r = \frac{\Sigma Pl}{\Sigma (C + V)}$.
Le taux général de profit détermine le profit moyen de chaque capitaliste : $P_M = (C + V) r$. Cela signifie que chaque capitaliste, quelle que soit la branche où il se trouve, prétend à une part de la plus-value sociale proportionnelle à son capital. Il convient, autrement dit, de considérer chaque capital

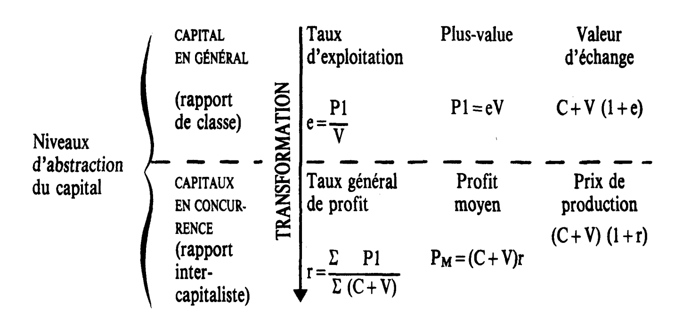
individuel comme une fraction du capital total qui, à ce titre, réclame une fraction proportionnelle de la plus-value extorquée à la classe des travailleurs.

A ce niveau de la concurrence, la valeur d'échange de la marchandise se définit par le concept de prix de production, somme du coût de production (C + V) et du profit moyen (P_M) : $C + V + P_M = (C + V)(1 + r)$. Dans cette formulation, on suppose que le capital constant avancé est intégralement dépensé dans la période de production.

En tant que quantité de travail socialement nécessaire, le prix de production renvoie à une double nécessité :
— d'une part, la reproduction des conditions matérielles de production propres à chaque branche : ce que traduit le coût de production (C + V) ;
— d'autre part, la reproduction des conditions sociales de production, quelle que soit la branche : ce qu'exprime le taux général de profit (r).

Ainsi, de même que le niveau du rapport de classe est structuré par l'existence du taux d'exploitation, le rapport intercapitaliste est structuré par la formation du taux général de profit qui est la forme sous laquelle le taux d'exploitation s'impose aux capitalistes individuels dans la concurrence. En ce sens, le taux général de profit est une forme transformée du taux d'exploitation, de même que le prix de production est une forme transformée de la valeur d'échange précédemment définie au niveau du capital en général. Le développement de la valeur d'échange du niveau du capital en général au niveau des capitaux en concurrence est désigné sous le nom de transformation de la valeur d'échange en prix de production. Celle-ci n'est rien d'autre que le passage de l'analyse du capital d'un niveau d'abstraction à un autre.

La transformation signifie que la lutte pour le profit que se livrent les capitalistes est circonscrite au montant de la plus-value extorquée à la classe des travailleurs : les capitalistes ne peuvent se partager plus que ce qui a été extrait dans le rapport de classe. En d'autres termes, la transformation de la valeur d'échange en prix de production exprime le fractionnement de la plus-value, dégagée au niveau du capital en général, entre les capitaux en concurrence. Elle rappelle que



l'exploitation capitaliste est non pas un rapport individuel entre tel capitaliste et son salarié, mais bien un rapport de classe.

2. Concurrence capitaliste intra-branche et inter-branche

La transformation de la valeur d'échange en prix de production correspond à un niveau d'abstraction de la concurrence capitaliste : celui d'un fractionnement du capital en branches différenciées (par leur composition organique), mais où le capital de chaque branche est considéré comme homogène, c'est-à-dire abstraction faite de toute différencation interne. Il s'agit maintenant de dépasser ce niveau pour prendre en compte la concurrence des capitaux à l'intérieur de la branche, ou concurrence intra-branche.

Au niveau d'une branche, les capitalistes individuels se différencient par leur coût de production individuel qui peut être supérieur ou inférieur au coût de production général de la branche. Sur cette base, s'établit la distinction entre :
— le prix de production général de la marchandise, défini à partir du coût de production général ;
— et les prix de production individuels correspondant aux différents coûts de production individuels.

Un prix de production individuel inférieur au prix de production général indique que le capitaliste individuel réalise un profit supérieur au profit moyen, c'est-à-dire un surpro-

fit. A l'inverse, un prix de production individuel supérieur au prix de production général indique que le capitaliste individuel réalise un profit inférieur au profit moyen, autrement dit un sous-profit.

Avec la concurrence capitaliste intra-branche, il y a développement de la valeur d'échange à un nouveau niveau d'analyse qui prend en compte le rapport de l'offre et de la demande sur le marché. Le travail socialement nécessaire se définit ici par rapport aux besoins de la société et s'exprime dans le concept de prix de marché.

Lorsque, sur le marché, la demande dépasse l'offre, le prix de marché se situe au-dessus du prix de production général : les capitalistes de la branche réalisent un surprofit. A l'inverse, lorsque, sur le marché, l'offre dépasse la demande, le prix de marché se situe au-dessous du prix de production générale : les capitalistes de la branche réalisent un sous-profit.

Ces surprofits et sous-profits inter-branche se combinent aux surprofits et sous-profits intra-branche dégagés précédemment. Il en résulte une différenciation des taux de profit, qui suscite les mouvements de capitaux entre branches.

De la valeur d'échange au prix de production (du rapport de classe au rapport de concurrence), puis du prix de production général au prix de marché (de la concurrence intra-branche à la concurrence inter-branche), Marx définit les différents niveaux d'analyse de la loi de la valeur sans lesquels on ne peut rendre compte de la définition synthétique suivante : « La loi de la valeur détermine combien de son temps disponible la société peut dépenser à la production de chaque espèce de marchandise. » (*Le Capital*, livre I, t. 2, p. 45.)

3. Théorie de la transformation et critique de l'économie politique

La théorie marxiste de la transformation de la valeur d'échange en prix de production éclaire l'aporie sur laquelle est venue s'échouer la théorie classique de la valeur : il s'agit

de la contradiction entre le principe de la valeur-travail et l'existence du taux général de profit.

La contradiction entre la valeur d'échange et le taux général de profit

Le principe de la valeur-travail de Ricardo pose que le rapport d'échange des marchandises est proportionnel aux quantités de travail qu'elles incorporent, ce qui comprend le travail direct (travail immédiat dépensé par les travailleurs dans la fabrication de la marchandise) et le travail indirect (travail incorporé dans les biens de production consommés dans la fabrication de la marchandise). Après avoir posé le principe, Ricardo reconnaît que la détermination de la valeur d'échange par la dépense de travail incorporé n'est correcte que pour des marchandises produites avec la même proportion de travail direct et de travail indirect (autrement dit, avec une composition du capital identique). A partir du moment où on admet que cette proportion diffère d'une branche de production à l'autre, la valeur d'échange des marchandises ne dépend pas seulement des quantités de travail incorporé, mais encore du taux général de profit. Ricardo minimise ce second facteur et considère que les variations de la valeur d'échange se ramènent à la difficulté plus ou moins grande à produire la marchandise. En fait, Ricardo se heurte ici à une véritable contradiction : l'existence du taux général de profit contredit sa théorie de la valeur-travail.

Pour Marx, cette contradiction de la théorie ricardienne tient à une confusion conceptuelle dans les niveaux d'analyse du capital. Ricardo confond valeur d'échange et prix de production, autrement dit plus-value et profit. C'est cette confusion qui le conduit à mettre en relation la valeur d'échange et le taux général de profit alors que ces deux concepts ne se situent pas au même niveau d'abstraction. Le concept de valeur d'échange relève du niveau du capital en général structuré par le taux d'exploitation. Le concept de prix de production relève du niveau des capitaux en concurrence structuré par le taux général de profit.

La confusion entre valeur d'échange et prix de production vient de ce que Ricardo méconnaît le concept de plus-value

dont il n'appréhende la réalité que sous la forme dérivée du profit. Autrement dit, le capital est identifié par la seule norme du taux général de profit. Et c'est cet aplatissement de l'analyse du capital sur le seul niveau de la concurrence capitaliste qui explique l'échec de Ricardo dans sa tentative d'articuler taux général de profit et valeur d'échange.

Par ailleurs, dans la mesure où l'analyse du capital se situe d'emblée au niveau de la concurrence, l'existence du profit ne peut être expliquée : elle ne peut être que présupposée. Il en est ainsi parce que le profit est une forme modifiée de la plus-value, mais « une forme où se voilent et s'effacent son origine et le mystère de son existence ». Le profit, qui est issu du rapport d'exploitation, devient ici un résultat de la concurrence capitaliste. Rapporté au capital total, il apparaît comme produit par le capital lui-même, et le taux de profit comme son taux de croissance : « Le capital apparaît comme un rapport avec lui-même. » (*Le Capital*, livre III, t. 1, p. 66.) Le taux général de profit constitue ainsi l'expression du capital fétichisé.

Toutefois, l'exposé de Marx — resté à l'état de manuscrit inachevé — comporte des équivoques qui se doivent d'être levées. Il a par ailleurs un caractère approximatif qui appelle des corrections. Aussi l'analyse de la transformation a-t-elle toujours a été l'objet de controverses. Les débats portent principalement sur deux questions :
— la nature du processus de transformation : s'agit-il d'un processus économique, historique ou simplement logique ?
— la validité de la double égalité mathématique qui définit la transformation : somme des valeurs d'échange = somme des prix de production ; somme des plus-values = somme des profits.

Transformation : diachronie ou synchronie

L'essentiel des débats sur la transformation s'est polarisé sur des schémas mathématiques utilisés par Marx pour illustrer son propos. Envisageons l'étude du cas suivant. On considère une économie dans laquelle le capital, d'une valeur totale Σ (C + V) = 600, se trouve fractionné en trois branches I, II, III : 325, 150, 125 respectivement. Unis par le

même taux d'exploitation $\frac{Pl}{V} = 100\ \%$, les capitaux se différencient par leur composition organique du capital $\frac{C}{V}$: respectivement 250/75, 100/50, 50/75. Pour simplifier, on suppose que le capital constant avancé est consommé dans la période considérée : le coût de production se confond alors avec le capital avancé de chaque branche (C + V). La transformation de la valeur d'échange en prix de production peut être présentée dans le schéma ci-dessous où $r = \frac{\Sigma Pl}{\Sigma (C + V)}$ désigne le taux général de profit et $P_m = (C + V)r$ le profit moyen.

	C	V	Pl	C+V+Pl	$\frac{Pl}{C+V}$	r	P_m	$C+V+P_m$
I	250	75	75	400	23 %	33,3 %	108,33	433,33
II	100	50	50	200	33,3 %	33,3 %	50	200
III	50	75	75	200	60 %	33,3 %	41,66	166,66
Total			200	800			200	800

L'interprétation courante de ce schéma, selon la vulgate marxiste (mais aussi Paul Sweezy [85], Ernest Mandel [60]), consiste à voir dans la transformation de la valeur d'échange en prix de production un processus d'égalisation des taux de profit que réaliserait le mouvement du capital entre les branches. Au départ, les marchandises s'échangeant à leur valeur, il s'établit une inégalité des taux de profit en rapport (inverse) avec l'inégalité des compositions organiques du capital : en effet $\frac{Pl}{C + V} = \frac{Pl/V}{C/V + 1}$. La recherche du profit conduit le capital à quitter les branches à faible taux de profit pour les branches à taux élevé. S'opère ainsi l'égalisation des taux de profit qui conduit aux prix de production.

• *Un processus économique ?* — Cette explication faisant appel au mouvement du capital ne peut être retenue.

— Elle implique que le capital se dirige systématiquement des branches à forte composition organique où la productivité du travail est élevée vers les branches à basse composition organique où la productivité est faible. Un tel mouvement va à l'encontre du développement du capital.

— Même s'il avait lieu, un tel mouvement ne peut conduire au résultat attendu. La modification du montant du capital d'une branche n'influe pas sur son taux de profit, puisque celui-ci dépend, pour un taux de plus-value donné, uniquement de la composition du capital.

— Ou alors il faudrait supposer que la modification du montant du capital d'une branche affecte sa composition organique, et que le mouvement du capital opère un nivellement des compositions organiques entre les branches. Mais la transformation perd alors son objet, puisque disparaît la différence entre la valeur d'échange et le prix de production.

L'explication par le mouvement du capital peut encore faire intervenir le rapport de l'offre et de la demande sur le marché : l'afflux ou le retrait de capitaux provoque des excès d'offre ou de demande qui abaissent ou relèvent le taux de profit selon les branches. Mais ce raisonnement ne conduit pas non plus à l'égalisation des taux de profit, sauf à supposer l'existence permanente d'excès d'offre dans les branches à forte composition organique du capital, et d'excès de demande dans les branches à faible composition organique.

En fait, le raisonnement confond différents niveaux d'analyse de la loi de la valeur : l'égalisation des taux de profit par la concurrence capitaliste inter-branche ne se réalise pas à partir des valeurs et des taux de profit résultant de valeurs que, d'ailleurs, le capitaliste ignore ; elle a lieu à partir de ce que les capitalistes appréhendent, à savoir les prix de marché et les taux de profit résultant des prix de marché. A ce niveau, le mouvement du capital présuppose l'existence du taux général de profit et des prix de production. On comprend que la concurrence des capitaux ne transforme pas les valeurs d'échange en prix de production : elle suppose en effet cette transformation résolue.

• *Un processus historique ?* — La difficulté de concevoir un processus économique où la valeur d'échange se trans-

forme en prix de production a conduit à envisager la transformation comme un problème historique. L'explication, développée par Engels (suivi en cela par Rudolf Hilferding [51], Ronald Meek [67]), considère que l'échange à la valeur, avec diversité des taux de profit entre branches, correspond aux formes de production marchande précapitalistes (ou production marchande simple), tandis que l'échange au prix de production, selon la norme d'un taux général de profit, caractérise la production capitaliste. Cette interprétation n'est pas compatible avec l'analyse de Marx selon laquelle :
— ce n'est que sur la base du mode de production capitaliste qu'il y a, à proprement parler, production marchande et que la valeur des marchandises se trouve déterminée par le travail socialement nécessaire à sa production ;
— les modes de production précapitalistes n'ont jamais été que des économies marginalement marchandes dans lesquelles les relations d'échange, loin d'être réglées par la loi de la valeur, relèvent plutôt de l'échange inégal ;
— un mode de production marchand simple, fonctionnant à la valeur, n'a jamais existé historiquement autrement que comme mythe de l'âge d'or de l'économie politique (Smith).

Ainsi, par quelque côté qu'on prenne les choses, il se révèle impossible de concevoir un processus concret, économique ou historique, de transformation de la valeur d'échange en prix de production. Il en est ainsi parce qu'il n'y a pas d'échange à la valeur auquel succéderait l'échange au prix de production. La valeur d'échange ne précède le prix de production que d'un point de vue logique, conceptuel : le passage de l'un à l'autre n'est que le développement de la loi de la valeur du niveau du capital en général au niveau des capitaux en concurrence. Autrement dit, les concepts de valeur d'échange et de prix de production se rapportent à la même réalité économique et historique, mais saisie à deux niveaux d'abstraction différents. En ce sens, on dira que la transformation n'est pas un processus diachronique, mais synchronique.

Établi de façon approximative, le schéma quantitatif de transformation de la valeur d'échange en prix de production comporte, au dire de Marx, une erreur. La formulation du prix de production omet de réévaluer le capital : les moyens de production, notamment, y sont comptabilisés en termes de valeurs d'échange alors qu'ils sont nécessairement achetés en prix de production. La formule du coût de production (C + V), de même que celle du taux général de profit $\frac{\Sigma \text{ Pl}}{\Sigma \text{ (C + V)}}$ doivent donc être rectifiées.

La correction du schéma de Marx, inaugurée par Ladislaus von Bortkiewicz [14], se développe aujourd'hui sur la base de la théorie néo-ricardienne des prix de production de Sraffa. La reformulation consiste à établir en termes d'algèbre linéaire deux systèmes d'échange : un « système des valeurs » et un « système des prix ». Le donné de départ est constitué par les conditions techniques de production exprimées par la matrice A des coefficients techniques (quantités physiques de chaque marchandise consommées dans les différentes branches par unité de marchandise produite) et par le vecteur L des coefficients de travail (heures de travail effectuées dans chaque branche pour la production d'une unité de marchandise).

Le système des valeurs v s'écrit $v = Av + L$. Pour n marchandises, le système fait correspondre n quantités de travail exprimées comme fractions du travail social :

$$v = (I - A)^{-1} L.$$

Si on désigne par r le taux général de profit et w le taux de salaire, le système des prix de production p s'écrit : $p = (Ap + wL)(1 + r)$. Le système, qui comporte n+2 inconnues pour n équations, est soluble avec une équation supplémentaire donnant le taux de salaire ; celui-ci peut être déterminé, à la manière de Michio Morishima [68], par le donné d'une norme de consommation : $w = d.p$, où d désigne le panier de biens salariaux. Il suffit alors de prendre une marchandise comme numéraire pour obtenir un système de prix relatifs.

La mise en relation de ces deux systèmes fait alors ressortir les résultats suivants.

• La transformation est impossible : la double égalité qui la fonde (somme des prix de production = somme des valeurs, somme des profits = somme des plus-values) n'a pas de validité générale, et, sauf cas particuliers (composition organique du capital identique dans les différentes branches), les deux égalités ne peuvent être simultanément vérifiées ; autrement dit, ou bien la somme des prix de production n'est pas égale au montant total de la valeur produite, ou bien la somme des profits n'est pas égale au montant total de la plus-value extraite. La théorie de la valeur et de l'exploitation de Marx est donc fausse.

• La transformation est d'ailleurs inutile : le taux général de profit et les prix de production font l'objet d'une détermination simultanée, et peuvent être établis sans recourir aux valeurs, à partir du donné des techniques de production (A, L) et du panier de biens salariaux (d). La théorie de la valeur et de l'exploitation de Marx n'est donc pas pertinente.

La formulation « rectifiée » du problème de la transformation aboutit ainsi à la suppression du problème lui-même. Ce résultat s'explique dans la mesure où la correction de l'erreur de Marx s'accompagne d'un changement de problématique qui réduit l'analyse de Marx à celle de Ricardo. Cela apparaît notamment dans le traitement de la monnaie et du salaire.

• *Monnaie ou numéraire ?* — De von Bortkiewicz à Morishima, les reformulations consistent à construire des schémas, qu'ils soient de valeurs ou de prix, en termes réels (Pierre Salama [81]). De façon très ricardienne, la forme de la valeur, c'est-à-dire la polarité marchandise-monnaie, est ignorée :

— le schéma des valeurs est exprimé non en termes de monnaie, mais en termes de travail abstrait : la valeur est ainsi saisie sans sa forme (la valeur d'échange). Cela revient à admettre que les marchandises se font face les unes aux autres en tant que valeurs, et que la monnaie est une forme inessentielle de l'échange marchandise-marchandise. Il s'agit d'une méconnaissance de l'analyse de Marx qui ne conçoit

pas de marchandise sans monnaie, ni de valeur sans prix : le schéma des valeurs est nécessairement d'emblée un schéma de prix. Autrement dit, la transformation de la valeur en prix se réalise non pas lors de la formation du prix de production — comme le supposent toutes les corrections —, mais dès la formation de la valeur d'échange.

— le schéma des prix de production, lui non plus, n'est pas exprimé en termes monétaires, mais en termes de numéraire : il s'agit de prix relatifs résultant des rapports d'échange réel. Cela signifie que le numéraire, même s'il se fixe sur l'or, a le statut de simple marchandise (marchandise-étalon) et non de monnaie (équivalent général des marchandises). Cette problématique des prix relatifs avec une monnaie-numéraire est totalement étrangère à la pensée de Marx. Les prix relatifs, dans l'analyse marxiste, ne peuvent être que le résultat du rapport de prix monétaires.

• *Salaire monétaire ou salaire réel ?* — De von Bortkiewicz à Morishima, la correction de l'erreur de Marx consiste à réévaluer en prix de production non seulement le capital constant, mais aussi le capital variable. Pour cela, et de façon ricardienne, le capital variable est assimilé aux biens de consommation que le salaire achète. Cette identification de la valeur d'échange de la force de travail à celle du panier salarial est caractéristique d'une conception du salaire réel.

L'indication de correction du schéma de transformation que donne Marx est tout autre. Elle consiste à traiter différemment le capital constant et le capital variable : si la valeur d'échange des moyens de production est nécessairement modifiée par sa conversion en prix de production, la valeur d'échange de la force de travail, elle, ne varie pas dans la transformation (Gérard Duménil [39], Alain Lipietz [58]). Il en est ainsi parce que la force de travail, à la différence des moyens de production, n'est pas une marchandise que le capital produit. Sa valeur d'échange se détermine comme partition de la valeur produite par la force de travail, comme rapport de classe. Elle est indépendante du rapport intercapitaliste qui opère le partage de la plus-value extraite. Par définition même, il ne peut exister de prix de production de

la force de travail : la valeur d'échange de la force de travail est de ce fait invariante dans la transformation.

Marx rejette d'ailleurs la réduction du capital variable aux biens salariaux. Elle signifierait, en effet, que les capitalistes achètent les moyens de subsistance des travailleurs au même titre que les moyens de production : il s'agirait alors d'esclavage et non de salariat. Celui-ci implique un salaire monétaire avec lequel le travailleur achète ses moyens de subsistance. Ces achats s'effectuent, précise Marx, au prix de production. On retrouve ici le double aspect du salaire : dégagé au niveau du rapport de classe comme partition de la valeur ajoutée, le salaire est dépensé selon une norme de consommation au prix de production. Autrement dit, l'invariant de la transformation est constitué par le salaire monétaire et non le salaire réel qui, lui, dépend des prix de production.

• *Produit net ou produit brut ?* — On trouve, chez Marx, l'indication d'une autre correction à entreprendre qui concerne l'égalité entre la somme des valeurs d'échange et la somme des prix de production. Pour éviter les doubles décomptes dans l'agrégation des productions de branches, il est nécessaire d'opérer sur les valeurs ajoutées, c'est-à-dire sur la valeur produite au cours de la période (V + Pl) et non sur la valeur des produits (C + V + Pl). Autrement dit, l'égalité entre somme des valeurs d'échange et somme des prix de production porte non sur la production brute, mais sur la production nette de consommation en capital constant (Duménil, Lipietz).

Les deux indications de correction de Marx conduisent ainsi à poser l'invariance dans la transformation de la valeur ajoutée par la force de travail (V + Pl) et de la part de la valeur ajoutée qui revient aux travailleurs (V). Dans ces conditions, le montant de la plus-value globale est nécessairement égal au montant total des profits.

En revanche, les expressions en termes de valeurs d'échange et en termes de prix de production du taux général de profit ne peuvent être égales puisque l'évaluation du capital constant se modifie dans la transformation. On ne saurait donc, comme le dit Marx, établir les prix de produc-

tion sur la base d'un taux général de profit dégagé à partir des valeurs d'échange. Le taux général de profit qui règle la concurrence capitaliste s'établit à partir des prix de production et se détermine en même temps que ces prix.

Cela étant, le taux général de profit reste déterminé par le taux de plus-value $\frac{Pl}{V}$, invariant de la transformation. En ce sens, il conserve son statut de forme « transformée », « dérivée et seconde » du taux d'exploitation dans la concurrence capitaliste. La relation fonctionnelle dégagée par Marx demeure valable : le taux général de profit est fonction du taux d'exploitation, compte tenu de la composition organique du capital. Elle devient seulement plus complexe du fait que la composition organique du capital exprimée en prix de production est elle-même fonction du taux général de profit.

IV / Les schémas de reproduction et l'instabilité chronique

Vit-on dans un monde stable ou instable ? A l'évidence, instable. Cette instabilité est-elle susceptible d'autocorrection, si certaines mesures en faveur d'un fonctionnement plus libre des marchés sont prises, ou bien résulte-t-elle d'un équilibre impossible que, seule, une intervention de l'État pourrait alors atténuer ?

Ces questions partagent les économistes et se reflètent dans leur manière d'envisager l'équilibre. Le courant marxiste, en général, opte pour une approche originale : l'accumulation du capital produit des déséquilibres. Ceux-ci nourrissent et le volume et les formes de l'accumulation. Le cycle est donc privilégié et l'analyse des conditions de l'équilibre, dans le cadre de la reproduction du capital, a pour objectif de montrer principalement l'impossibilité de l'équilibre.

L'étude des conditions de l'équilibre constitue, *a contrario*, la démonstration de l'irrégularité intrinsèque du système dans sa reproduction.

1. L'irrégularité caractérise le fonctionnement du système

L'équilibre n'est pas un objectif accessible, même si certaines conditions sont remplies. L'étude de la reproduction simple et élargie sert à montrer l'instabilité profonde de l'accumulation et les facteurs qui conduisent à cette instabilité.

La reproduction du capital par le cycle

Inspiré du *Tableau économique* de Quesnay, l'analyse de Marx est conduite à partir de l'étude d'un circuit. L'étude de la reproduction simple, puis élargie, est faite en utilisant le cycle du capital productif.

Plus précisément, trois cycles se chevauchent dans l'analyse de Marx. Le premier est celui du capital marchandise. Son objectif consiste à analyser les conditions de conversion de la marchandise en argent sur un marché où se manifestent une offre et une demande. Le deuxième, que nous connaissons, est celui du capital-argent. Il permet d'analyser les conditions de transformation de l'argent en capital, et celle, *a contrario*, de sa transformation en revenu, c'est-à-dire en dépenses improductives (de plus-value). Enfin, le troisième cycle — dit cycle du capital-productif — a pour objet d'étudier les conditions dans lesquelles se fait la reproduction du capital. Nous avons déjà présenté ce cycle lorsque nous avons traité de la transformation des valeurs en prix de production. Nous reprenons sa présentation en l'approfondissant.

Le cycle du capital productif peut s'écrire de la manière suivante :

$$P \left\{ \begin{array}{l} MP_1 \\ \quad M+m - - \to A+a \;\; ! \;\; A - - \to P_2 \\ T_1 \end{array} \right. \left\{ \begin{array}{l} MP_2 \\ \\ T_2 \end{array} \right.$$

MP représente les moyens de production, objets (capital circulant) et moyens (capital constant) de travail. T représente la force de travail ; les indices 1 et 2 représentent les périodes ; (M + m) la marchandise, avec m la plus-value créée, mais non réalisée, A, l'argent avancé et récupéré et a, la plus-value transformée — dans son intégralité ou non selon les conditions du marché — en argent. L'apostrophe indique qu'il y a une rupture possible dans le cycle : l'argent obtenu n'est pas dépensé intégralement comme capital, une partie peut l'être improductivement et servir à acheter des biens de consommation plutôt qu'à relancer le cycle productif. Inver-

sement de l'argent supplémentaire peut être emprunté pour accumuler.

Comme on le sait, le cycle a trois moments. Il débute par la sphère de production où se combinent, d'une part, la force de travail (T), achetée à sa valeur, et les objets et moyens de travail (MP). C'est ici que la force de travail produit plus de valeur qu'elle n'en coûte. Les objets et moyens de travail se transforment grâce au travail de l'homme en M + m. Les objets de travail sont intégralement transformés : ils forment en effet le capital circulant ; les moyens de travail s'usent et la valeur économique de leur amortissement passe dans la marchandise produite. Nous supposons, pour simplifier, qu'ils s'usent intégralement en une période et qu'ils transfèrent donc intégralement leur valeur à chaque cycle.

Dans la mesure où la force de travail, exploitée, produit davantage qu'elle ne coûte, la valeur des marchandises produites vaut davantage que celle de ses ingrédients et M + m est supérieur à A. La plus-value m n'est pas encore réalisée. Il faut que la marchandise produite soit vendue sur un marché, c'est-à-dire socialisée.

Ce second moment du cycle s'appelle « sphère de la circulation » et se caractérise par la conversion de M + m en A + a. Il exprime donc la transformation de la marchandise en argent, c'est-à-dire la transformation de la quantité d'argent idéelle (valeur d'échange) en quantité d'argent réelle (prix de marché).

Plus précisément, l'offre et la demande et, derrière celle-ci et celle-là, les stratégies des entreprises, les goûts des individus — plus ou moins influencés par la publicité, leur position sociale, etc. — conduisent à la fixation d'un prix. Ce prix se distingue, nous le savons, de la valeur d'échange, quantité d'argent idéelle, forme de la valeur. L'écart entre la valeur d'échange et le prix de marché exprime une sanction, positive ou négative. Si le prix est trop bas par rapport à la valeur d'échange, la plus-value n'est pas entièrement réalisée et l'entreprise, subissant des pertes ou des profits insuffisants, peut devoir fermer. Si le prix est bas, les conditions de production peuvent être modifiées par la suite : l'organisation du travail est remise en question afin de produire davantage et de manière plus compétitive ; les techniques de

production dans un second temps sont changées. Si, enfin, l'écart entre le prix de marché et la valeur d'échange est positif, l'entreprise réalise un profit supérieur à la plus-value potentielle et cherche à préserver cette situation.

On le voit, c'est des conditions de conversion de la marchandise en argent que dépend donc le futur de l'argent ainsi obtenu.

La transformation de l'argent en capital, ou/et en revenu, troisième moment du cycle du capital productif, intitulé « deuxième sphère de la circulation », fait surgir deux questions : celle de la proportion affectée à l'accumulation (indiquée par l'accolade dans le schéma, p. 69), et celle de la forme que revêt l'accumulation, autrement dit les nouvelles combinaisons productives, indiquées ici par l'indice 2 affecté à T et MP.

La reproduction

Muni de cet outil d'analyse, nous pouvons étudier la reproduction. La reproduction simple correspond à la reproduction à l'identique. La plus-value, pleinement réalisée (le prix de marché s'identifiant à la valeur d'échange) est dépensée en revenu. Les conditions de production (techniques et conditions de travail) sont supposées restées les mêmes. Le produit n'augmente pas, sa structure ne se modifie pas.

• *La reproduction simple.* — Soit 1 et 2 les indices précisant s'il s'agit de la section (appelée ici indifféremment secteur ou département) produisant des biens de production ou des biens de consommation. L'offre totale (O) se décompose en deux : O_1 et O_2. La valeur produite par chacune des sections se décompose en $C_1 + V_1 + Pl_1$ et $C_2 + V_2 + Pl_2$.

Nous avons donc : $O = C + V + Pl$ avec $O = O_1 + O_2$, c'est-à-dire $O = C_1 + V_1 + Pl_1 + C_2 + V_2 + Pl_2$

La demande est adressée à chacune des sections. La demande adressée à la section des biens de consommation provient de la dépense des salaires (représentés ici par V_1 et V_2) et de l'intégralité de la plus-value dépensée improductivement. Dans le cas contraire, une fraction de la plus-value serait investie, une autre consommée. Seule la partie consom-

mée constituerait une demande directe adressée à la section 2. Et, puisque que nous considérons le cycle du capital productif, il faudrait ajouter la demande provenant des nouveaux travailleurs embauchés grâce à l'utilisation productive, pour partie, de la plus-value. L'étude de la reproduction simple simplifie, sans euphémisme, cette séquence : la demande de biens de consommation provient seulement des travailleurs embauchés au début du cycle et de la plus-value. La demande adressée à la section de biens de production correspond au renouvellement du matériel usé (capital fixe) et au besoin de capital circulant, soit C_1 et C_2, puisque la plus-value est dépensée improductivement. Dans le cas contraire, il faudrait ajouter la fraction de cette plus-value dépensée productivement. Si on suppose que le système est en équilibre, que toutes les offres correspondent aux demandes et qu'ainsi le marché reconnaît l'intégralité des valeurs créées, nous aurons pour la section 1 :

$$C_1 + V_1 + Pl_1 = C_1 + C_2$$

et pour la section 2 :

$$C_2 + V_2 + Pl_2 = V_1 + V_2 + Pl_1 + Pl_2.$$

Ces deux égalités constituent *les conditions de l'équilibre* général de la production en reproduction simple. Elles peuvent se ramener à une seule condition, après quelques simplifications élémentaires : $C_2 = V_1 + Pl_1$, ce qui constitue une condition très difficile à vérifier et, *a contrario*, démontre que l'état normal de l'activité économique est le non-équilibre.

La reproduction simple est donc une fiction. Elle l'est aussi parce que l'égalisation des offres et des demandes, sans qu'il y ait ajustement par le marché, est une hypothèse trop forte, qui s'apparente à la loi de Say (l'offre crée sa demande), rejetée par les marxistes, mais aussi par les keynésiens. Le comportement supposé des entrepreneurs de se reproduire à l'identique et, ce faisant, de reproduire à l'identique le système est irréaliste. On pourrait discuter des conditions requises pour transformer les valeurs en prix de production, et ce fut de nombreuses fois fait (Morishima [68], Desaï [32]), et rechercher de nouvelles conditions pour que l'équilibre existe, sous la contrainte de la reproduction simple. Mais là n'est pas l'essentiel, comparé aux deux critiques pré-

cédentes. La vertu de cet exposé est en fait pédagogique. L'équilibre a pour objet de montrer le... non-équilibre. L'étude de la reproduction élargie le montre plus explicitement.

• *La reproduction élargie.* — Certaines hypothèses demeurent : les offres sont égales aux demandes sans qu'il y ait ajustement préalable par le marché. Les valeurs d'échange sont donc égales aux prix de marché et on peut raisonner aussi bien en termes de grandeur de valeur que de valeur d'échange, que de prix de marché. D'autres hypothèses sont introduites : la plus-value est dépensée productivement (on pourrait compliquer et supposer que seule une fraction est dépensée productivement, que cette fraction suit une loi d'évolution, mais, par souci de simplicité, nous ne le ferons pas) ; la composition organique du capital peut augmenter (on pourrait aussi considérer que le taux de plus-value n'est pas stable, mais nous ne le ferons pas ici) ; on suppose enfin que le capital fixe s'use en une période, ce qui permet de ne pas tenir compte de la rotation du capital et de simplifier la présentation.

Nous allons exposer la présentation de Léon Sartre [83] car elle met bien en lumière le jeu des différentes variables [1]. Sartre tente de dépasser la présentation faite par Marx — que nous avons exposée dans le cas de la reproduction simple — à la fois par une formalisation un peu plus poussée, et par l'introduction d'hypothèses concernant la variabilité du taux d'exploitation et de la composition organique du capital.

Soit t le taux d'exploitation et n la composition organique (supposés donnés et fixes dans un premier temps).

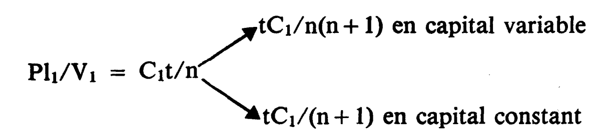
La valeur produite dans la section 1 (ou la section 2) produisant des biens de production (biens de consommation), s'écrit :

$$C_1 + V_1 + Pl_1 = C_1 + C_1/n + C_1t/n$$

1. Léon Sartre est un économiste, dit luxemburgiste, de l'entre-deux-guerres. Luxemburgiste parce qu'il partageait les idées maîtresses de Rosa Luxemburg, développées au début de ce siècle, concernant la nécessité pour le système capitaliste de s'étendre, nécessité démontrée précisément à l'aide des équations de reproduction élargie (voir la seconde partie de ce chapitre).

puisque $C_1/V_1 = n$, donc $V_1 = C_1/n$ et $Pl_1/V_1 = t$, donc $Pl_1 = tV_1$

La plus-value, dépensée productivement, achète la force de travail (V) et les objets et moyens de travail (C), selon une proportion déterminée par la composition organique du capital, supposée fixe et identique dans les deux sections (l'identité des compositions organiques n'est faite que pour simplifier la présentation). Nous obtenons, pour la section de biens de production (ou pour la section de biens de consommation)[2] :



En remplaçant la plus-value, à savoir C_1t/n par ces deux termes, on peut écrire la valeur produite par la section 1 de la manière suivante :

$$C_1 + tC_1/(n+1) + C_1/n + tC_1/n(n+1)$$

Les deux premiers termes représentent la demande de biens d'équipement que la section 1 adresse à elle-même afin, à la fois, de remplacer le capital constant usé (C_1) et d'augmenter son capital. Les deux derniers termes correspondent, d'une part, à la demande de biens de consommation faite par les travailleurs de cette section, d'autre part, celle provenant des travailleurs qui entrent dans le cycle suite à l'augmentation de capital.

Nous obtenons exactement la même équation pour la section 2 : $C_2 + tC_2/(n+1) + C_2/n + tC_2/n(n+1)$. Les conditions de l'équilibre se déduisent de l'égalisation des offres et des demandes. L'équilibre dans la section 1 est ainsi obtenu lorsque :

$C_1 + tC_1/(n+1) + C_2 + tC_2/n(n+1) = C_1 + C_1/n +$

2. Ces résultats sont obtenus en appliquant les propriétés des proportions selon lesquelles $X/C = Y/V = (X+Y)/(C+V)$. On remplace V par C/n, et on calcule X, part de la plus-value affectée au capital variable, et Y, part de la plus-value affectée à l'achat de capital constant. On peut, sans dommage, sauter la démonstration mathématique.

$tC_1/(n+1)$ + $tC_1/n(n+1)$, ce qui, après simplification, devient : $C_2 + tC_2/(n+1) = C_1/n + tC_1/n(n+1)$. On peut montrer facilement que l'équilibre dans la section 2 donne le même résultat.

La demande totale de biens de production créée par la production de biens de consommation doit donc être égale à la demande totale de biens de consommation créée par la production de biens de production. On peut donc dire que : *l'économie est en équilibre lorsque la production de biens de production suscite une demande de biens de consommation égale à la demande de biens de production suscitée par la production de biens de consommation.*

Formule ramassée dont la complexité apparente provient de ce qu'on a inscrit la reproduction dans le cadre du cycle du capital productif.

La présentation de Sartre souligne la difficulté d'obtenir cet équilibre puisqu'elle fait ressortir l'influence que jouent n et t. Il suffirait que ces deux paramètres deviennent des variables pour que la condition d'équilibre énoncée soit encore plus difficile à obtenir.

On voit donc combien ces conditions de l'équilibre sont difficiles à obtenir. L'intérêt de cette relation se trouve dans le raisonnement *a contrario* qu'on peut faire. Aucune force, fût-elle souterraine, ne peut conduire spontanément à cette relation particulière. L'équilibre n'est donc jamais obtenu et s'il devait l'être, ce serait sur une seule période. Les offres ne sont pas égales aux demandes, sans ajustement par les prix (ou/et les stocks). Cette socialisation par le marché a des conséquences non seulement sur l'évolution du taux d'exploitation et de la composition organique du capital, mais aussi sur la partie de la plus-value affectée à la reproduction.

Ces évolutions s'inscrivent, par ailleurs, dans des mouvements d'ensemble : n dépend du progrès technique et quelques économistes marxistes ou influencés par Marx (Mandel [61] en Belgique, Rosier et Dockés [34] en France), s'inspirant des travaux de longue période de Kondratieff et de Schumpeter, verront dans cette évolution une des causes fondamentales des cycles longs d'accélération ou de décélération de la croissance.

La croissance à un taux régulier est impossible à obtenir. Le taux de croissance sur une longue période est le résultat *ex post* d'accélérations, de décélérations, de récessions et de crises. Le développement est inégal et Trotski[3], après Parvus, ajoutera qu'il est combiné. Produit de l'essor de certaines branches, permettant en partie l'essor d'autres, il résulte d'un processus de « destruction créatrice », plus ou moins contrôlé, voire dirigé par l'intervention de l'État, selon l'expression désormais célèbre de Schumpeter.

Les schémas de reproduction montrent, *a contrario*, que l'instabilité est la règle. Ils n'expliquent pas pour autant la crise et/ou la différenciation des taux de croissance.

2. L'apport de Rosa Luxemburg

Cette interprétation du rôle des équations de reproduction a été l'objet de débats importants à la fin du siècle passé et au début de ce siècle. Ces schémas furent en effet utilisés par des économistes (Tugan-Baranovski, Strouvé — caractérisés comme « marxistes légaux ») qui montraient qu'il n'y avait pas de problème au niveau des débouchés en Russie et que le développement du capitalisme ne soulevait pas de difficulté particulière. Ils furent également utilisés, plus tard, par Rosa Luxemburg [59] — dans son œuvre maîtresse: *L'Accumulation du capital*, pour démontrer la thèse inverse.

La thèse et sa démonstration

La fonction des schémas de reproduction n'est pas la même. Il ne s'agit pas d'un outil d'analyse abstrait servant à démontrer l'instabilité intrinsèque du système. L'optique change. Ces schémas de reproduction doivent être davantage en harmonie avec le fonctionnement concret du capitalisme caractérisé par une élévation sur longue période, selon Rosa Luxemburg, de la composition organique du capital (n dans nos schémas).

3. *1905, bilan et perspectives*, Éd. de Minuit, Paris.

L'équilibre fait place à un déséquilibre particulier. Il y a un déficit croissant de moyens de production et une surabondance, également croissante, de biens de consommation, tant que l'élévation de la composition organique du capital se poursuit. Ce déséquilibre systématique et de même sens pourrait être rompu si des débouchés extérieurs pouvaient être assurés, débouchés permettant l'écoulement des excédents de biens de consommation et l'approvisionnement en capital constant, à savoir, ici, les matières premières. Le développement du capitalisme dans un pays ne serait alors possible que si, dès l'origine, ce pays était impérialiste, soumettant des économies conquises, d'abord au pillage, ensuite à une division internationale du travail à son profit. Opposée à la thèse de Lénine de l'impérialisme « stade suprême du capitalisme », cette thèse allait susciter de nombreux débats.

La démonstration de cette thèse se fait à l'aide des schémas. Elle est relativement simple. On suppose que la composition organique augmente de manière régulière.

En effet, soit n la composition organique du capital au début du cycle, n' celle à la fin du même cycle. La plus-value se partage dès lors selon $n' > n$ et non plus selon n lorsqu'elle est dépensée productivement.

En écrivant les mêmes équations que précédemment, mais en tenant compte de l'augmentation de la composition organique du capital, pour la section 1, la partie gauche correspond à la demande de la section 1 en capital adressée à elle-même et à la demande de la section 2 adressée à la section 1 ; la partie droite, à l'offre de la section 1.

$$C_1 + C_1/(n'+1) + C_2 + tC_2/(n'+1) > C_1 + C_1/n + tC_1/(n'+1) + tC_1/n(n'+1)$$

L'inégalité s'explique par la supériorité de $n(n'+1)$ par rapport à $n(n+1)$ obtenu lorsque nous analysions l'équilibre avec une composition organique du capital inchangée.

On déduit de cette inégalité que la demande de biens de production créée par la production de biens de consommation est supérieure à la demande totale de biens de consommation créée par la production de biens de production.

L'égalité que nous obtenions pour la section 2 devient, pour les mêmes raisons, une inégalité (à la différence près

qu'elle ne correspond plus à la précédente équation puisque n' > n). A gauche, les demandes du secteur 1 et du secteur 2 de biens de consommation et à droite l'offre de ces biens : $C_1/n + tC_1/n(n'+1) + C_2/n + C_2/n(n'+1) < C_2 + C_2/n + tC_2/(n'+1) + tC_2/n(n'+1)$.
L'offre de biens de consommation est supérieure à la demande.

L'augmentation de la composition organique du capital, toutes choses étant égales par ailleurs, conduit nécessairement à un déséquilibre particulier : l'offre des moyens de production est inférieure systématiquement à la demande et l'offre de biens de consommation est systématiquement supérieure à la demande.

Les débouchés extérieurs essentiels au développement du capitalisme

Ces deux inégalités sont systématiques. Ce sont elles qui fondent la thèse de l'impérialisme de Rosa Luxemburg.

La résolution de ces inégalités conduit à la recherche de débouchés extérieurs. Cet « ailleurs » est constitué par l'au-delà de la frontière dessinée par le capitalisme. En effet, si on fait abstraction des nations et qu'on considère le système capitaliste comme un tout, indépendamment des nations qui le composent, la reproduction de ce système n'est pas possible. La résolution des inégalités doit donc se faire en dehors de ce système, c'est-à-dire dans la périphérie non ou précapitaliste. Celle-ci fournit des débouchés à l'excédent de biens de consommation et permet de compenser le manque de moyens de production, en capital circulant (matières premières) des économies capitalistes. La spécialisation internationale imposée par la conquête et la colonisation permet cette double compensation. Fournissant des moyens de production (matières premières), la périphérie précapitaliste se monétarise partiellement, ce qui lui permet d'être un débouché pour les excédents systématiques en biens de consommation.

Le commerce extérieur ne remplit donc pas seulement une fonction de simple adjuvant, comme dans l'œuvre de Marx. Il correspond à une nécessité vitale pour le système pour se

reproduire sans trop de heurts. Le capitalisme est donc impérialiste dès le début de son apparition.

Paradoxalement, Rosa Luxemburg rejoint un des principaux enseignements de Marx, alors même que ce dernier attribuait au commerce extérieur un rôle négligeable. Marx montrait en effet que le développement du capitalisme s'effectue par un processus lent et chaotique de destruction-absorption des relations de production précapitalistes, grâce à ce qu'il nommait la soumission « formelle » au capital. En quelque sorte, le capitalisme s'alimente du précapitalisme en le détruisant et en le remplaçant. C'est à peu près à la même conclusion que Rosa Luxemburg aboutit (par d'autres voies), à la différence près que les débouchés dont il est ici question sont à l'extérieur des frontières et sont constitués par les colonies.

Une critique

Cette thèse très riche, originale, est cependant contestable. Plusieurs critiques peuvent être faites, à propos des hypothèses générales faites et des conditions strictes trouvées pour qu'il y ait un équilibre. Ce sont ces considérations qui nous ont conduit à conclure à l'instabilité du système et à limiter l'objet de ces schémas à la démonstration de cette instabilité. Nous ne reprendrons pas ces critiques et nous centrerons notre discussion sur l'augmentation de la composition organique du capital, censée caractériser, chez Rosa Luxemburg, mais aussi chez Marx, l'évolution du système, et sur des considérations concernant l'évolution du commerce international.

Il n'est pas certain qu'on puisse considérer que la composition organique du capital augmente sur longue période. Le progrès technique peut se diriger principalement et durablement vers la section produisant les biens d'équipement de telle sorte que la réduction de la composition valeur du capital compense l'augmentation de la composition technique produite par la mécanisation croissante (voir encadré).

Enfin, à un niveau plus concret, le commerce avec les pays du tiers monde (ainsi d'ailleurs que les investissements étrangers) non seulement est marginal aujourd'hui, mais continue

à se marginaliser, tant au niveau des débouchés que des importations de matières premières. L'essor du commerce mondial concerne surtout les pays capitalistes développés, porte sur des produits de plus en plus sophistiqués, et se caractérise de plus en plus par la part croissante prise par le commerce intra-branche. La thèse de Rosa Luxemburg ne permet pas d'expliquer ces évolutions, ni de les mettre en rapport avec la reproduction du système capitaliste et son dynamisme.

Un dépassement

Les équations de reproduction et l'analyse des sections peuvent servir à caractériser des régimes d'accumulation.

Les travaux de Kalecki [53] sur cette question ont eu une influence très importante en Amérique latine. Au lieu de deux, on utilise trois sections. La section des biens de consommation est décomposée en deux sections : celle produisant des biens dits ouvriers, celle produisant des biens dits de luxe. Elle ne produit que pour les capitalistes, lorsque ces derniers utilisent comme revenu tout ou partie de la plus-value.

Cette présentation, présente chez Marx, systématisée par Kalecki, est très utile pour analyser la reproduction du capital, ses spécificités et ses limites, dans les pays caractérisés par une inégalité très importante, et croissante, des revenus. Elle a été appliquée en Amérique latine et on a pu ainsi montrer que, dans les années soixante-dix, s'était mis en place, souvent à la faveur de coups d'État militaires et d'une répression forte, un régime d'accumulation particulièrement « excluant » (puisqu'il excluait la majeure partie de la population des bénéfices de la croissance). Ce régime d'accumulation se caractérisait par le dynamisme du secteur produisant les biens de consommation durables — dits de luxe puisque destinés quasi exclusivement aux couches hautes et moyennes de la société —, dynamisant lui-même le sous-secteur de biens de production, alors que le secteur produisant des biens de consommation non durables (destiné aux soixante à soixante-dix pour cent de la société) entrait en léthargie, si ce n'est en crise.

Compositions techniques, en valeur et organique du capital

Marx propose deux manières d'évaluer le degré de mécanisation d'une économie capitaliste.

La première repose sur une évaluation physique. C'est la *composition technique* du capital. Elle peut se mesurer à l'aide de plusieurs indicateurs physiques : nombre de machines par homme, chevaux-vapeur, etc. La composition technique du capital augmente à mesure que la mécanisation s'accroît.

La seconde repose sur une évaluation en valeur. C'est la *composition valeur* du capital. Elle tient compte de la valeur du capital constant et du capital variable. Le capital constant, fixe, c'est-à-dire des biens d'équipement, peut bénéficier d'innovations technologiques dans la manière de le produire (celles-ci provenant soit d'une amélioration de l'organisation du travail, soit/et d'une mécanisation accrue des entreprises produisant ces biens d'équipement). La valeur de ces biens d'équipement, identiques, mais produits dans d'autres conditions, baisse.

Pour un même degré de mécanisation, c'est-à-dire pour une composition technique stable, la composition valeur fléchit. Si le degré de mécanisation augmente, la composition valeur peut soit être plus élevée, soit rester plus faible que la composition valeur de départ. Prenons un exemple.

Soit 10 machines, d'une valeur unitaire de 10, et 10 la valeur du capital variable ; la composition valeur est donc égale à (10x10)/10 = 10. Supposons que la valeur unitaire de ces mêmes machines s'élève à présent à 5. Si le degré de mécanisation reste le même, la composition valeur correspond alors à 5. Tant que le degré de mécanisation ne double pas, la composition valeur reste inférieure à 10. La hausse de la composition technique, jusqu'à cette limite, n'entraîne pas une augmentation de la composition valeur.

On appelle *composition organique du capital* la composition valeur en tant qu'elle représente l'évolution de la composition technique. Elle mesure l'évolution en valeur du capital constant, dans son rapport au capital variable, dans un contexte de mécanisation croissante.

Ajoutons enfin que Marx considérait que la composition organique du capital augmentait sur longue période en raison de la mécanisation croissante. Parce qu'il sous-estimait les possibilités d'amélioration de la productivité dans le secteur produisant des biens d'équipement, cette appréciation est contestable.

Une autre manière d'utiliser l'approche sectionnelle, pour caractériser des régimes d'accumulation, a été faite par Hugues Bertrand [11] et a donné lieu par la suite à de nom-

breux autres travaux (Cartier-Bresson et Kopp pour le Brésil, Théret pour la France, Julliard pour les États-Unis, par exemple).

Quelques mots pour indiquer les principes de cette approche nouvelle et les premières conclusions obtenues. Ces auteurs tentent de construire des sections qui ne soient pas de simples regroupements de branches, comme c'est généralement le cas. Les branches sont éclatées à l'aide du tableau interindustriel de la comptabilité nationale en plusieurs sections. Sans entrer dans le détail de cette élaboration, notons que le principe est simple (à la différence de sa mise en pratique) : les branches correspondant à la production de biens d'équipement et de biens de consommation sont réunies dans les deux sections correspondantes, mais celles correspondant aux branches produisant des biens intermédiaires sont éclatées entre les deux sections au prorata de leur contribution aux branches produisant des biens déquipement et de consommation. Il en est de même pour les activités de transport, voire de commercialisation. Reste deux grands problèmes : le traitement des échanges extérieurs et surtout celui de l'État, caractérisé en grande partie par la production d'activités non marchandes. Les hypothèses faites pour éclater ces activités posent en effet des problèmes ardus comme celui du rôle des activités improductives, indirectement productives, etc.

Cette approche a permis de périodiser l'activité économique depuis la dernière guerre et d'affiner les principaux résultats obtenus par l'école dite de la régulation. S'agissant de la France, on montre ainsi que les effectifs de la section 1 sont multipliés par 1,6 de 1955 à 1972 alors que ceux de la section 2 stagnent, ce qui traduit un effort très important dans la mécanisation, dont bénéficie la section 2 par un accroissement de la productivité du travail et une diminution consécutive de la valeur unitaire des biens de consommation produits. A l'inverse, la section 1, plus capitalistique à l'origine, ne connaît pas un accroissement important de son rapport capital-travail, jusqu'en 1970. On observe également que l'accroissement de la productivité est plus élevé dans la section 2 que dans la section 1 jusqu'en 1962, pour connaître ensuite une évolution parallèle. Ces évolutions s'expliquent

à la fois par la mécanisation de la section 2 en capital et, à partir de 1962, par un progrès technique important dans la section 1 tel que probablement la baisse de la composition valeur compense l'augmentation de la composition technique.

Au total, les schémas de reproduction indiquent l'impossibilité de l'équilibre. L'accumulation avance ou recule à un rythme qui ne peut être qu'irrégulier. Cette irrégularité est parfois synonyme de crise, mais pas toujours. Les schémas n'expliquent cependant pas ces crises, mais insistent, à la fois, sur les causes provoquant les inégalités entre les offres et les demandes au sein de chaque section, et sur l'évolution différenciée de ces deux sections. Celles-ci se traduisent, au niveau de la réalisation des marchandises en argent, par des mouvements dans les prix relatifs, exprimant plus ou moins l'évolution présente et future des conditions de valorisation du capital. Les schémas montrent la possibilité de crise, mais ne l'expliquent pas.

L'analyse des crises et de la croissance se déplace alors de la sphère de la circulation — lieu où se réalise plus ou moins bien la valeur — vers celle de la sphère productive, lieu où se crée la valeur. C'est ce que nous allons voir à présent en présentant l'analyse des crises et de la croissance en termes de baisse tendancielle du taux de profit. Il convient cependant de noter, dès à présent, qu'il existe chez Marx une articulation entre la production et la réalisation. L'approche théorique ne se fait pas en termes d'exclusion d'une approche par rapport à une autre. Pour utiliser une métaphore énoncée par Engels sur la religion et son influence dans l'histoire, on peut dire que la sphère de la production (jouant ici le rôle de l'infrastructure) a une responsabilité « dominante », mais que la sphère de la réalisation (super-structure) peut revêtir un caractère « déterminant » dans les causes de variation du taux de croissance.

V / La baisse tendancielle du taux de profit

Catastrophisme, chute inéluctable du taux de profit, épuisement des forces productives, nécessité de révolutionner les rapports de production, ou bien : capacité d'auto-évolution du système, intervention régulatrice de l'État, réformisme ?

Cette alternative est souvent associée à la discussion sur la baisse tendancielle du taux de profit. Celle-ci, présentée comme loi économique, fonde en effet l'appréciation qu'on peut porter sur le caractère historiquement déterminé du système capitaliste.

Ces discussions sont fondamentales. Si l'on considérait que le mouvement du capital ne génère plus des « anticorps » pouvant s'opposer à la chute du taux de profit, alors la nécessité de remplacer le système par un autre, centré sur une appropriation collective des moyens de production, se révélerait historiquement nécessaire. La bourgeoisie, devenue parasitaire, devrait céder la place, fût-ce par la violence. A l'inverse, les capacités d'autoréforme du système, son évolution vers une économie dite mixte où l'État intervient massivement, directement et indirectement, sur les activités économiques et la reproduction de la force de travail, contrediraient la thèse du parasitisme de la bourgeoisie et la nécessité de changer de système. La révolution, mais pas nécessairement la violence, perdrait de sa nécessité ; elle pourrait engendrer le contraire de ce qui la motivait, à savoir : excès d'État, parasitisme de la bureaucratie à l'encontre de la classe ouvrière.

Ce débat n'est pas nouveau et, certes, il ne se limite pas à ces termes (d'autres considérations interviennent, davantage politiques). Il date du début du siècle, avant et après la Révolution de 1917 en Russie. Nous ne pourrons évidemment pas présenter toutes les facettes de ce débat et nous nous limiterons aux discussions qui nous semblent les plus pertinentes, celles qui ont le mieux résisté à l'épreuve des faits et qui conservent enfin un caractère prédictif.

1. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit

L'exposé de la loi

Dans sa présentation la plus simple, elle apparaît comme une évidence mathématique. Rappelons que le taux de profit représente à un niveau macroéconomique le rapport de la plus-value à l'ensemble du capital, constant et variable, soit Pl/(C + V). La plus-value est rapportée à l'ensemble du capital car la force de travail — seule créatrice de valeur — produit de la plus-value lorsqu'elle est mise en rapport avec des objets et des moyens de travail, constitutifs du capital constant (fixe et circulant). Cette définition du taux de profit diffère de celle présentée par les néoclassiques pour lesquels le capital (ici les biens d'équipement) est également source de création de valeur. Elle diffère également des autres courants (keynésiens) qui ne posent pas explicitement la question de l'origine des richesses.

Il suffit de faire certaines hypothèses pour que, nécessairement, ce taux baisse. Ces hypothèses sont les suivantes : le taux de plus-value (Pl/V), dit encore taux d'exploitation, reste stable ainsi que la rotation du capital ; la composition organique du capital croît. Dans ces conditions, le taux de profit baisse puisque Pl/(C + V) peut s'écrire Pl/V sur C/V + 1. C'est donc une évidence (mathématique).

Certes, ces hypothèses sont fortes. Le taux de plus-value peut augmenter grâce à une meilleure organisation du travail, pour un type d'équipement donné, en raison de luttes sociales ayant abouti à des échecs pour les travailleurs. Dans ces cas, la composition organique du capital et le taux de

plus-value constituent deux variables indépendantes et l'hypothèse de la variation de l'une uniquement pourrait être acceptée en première analyse. Mais ces deux variables ne sont en général pas indépendantes. En effet, la hausse de la composition organique du capital résulte très souvent de la recherche d'une amélioration de la productivité du travail, qui se traduit par une variation du taux d'exploitation. L'évolution du taux de profit, à la hausse ou à la baisse, dépend alors des taux de croissance du taux de plus-value et de la composition organique du capital et on ne peut plus conclure à l'existence d'une loi de baisse tendancielle. Nous sommes en fait ramenés à un exercice mathématique qui conserve son intérêt, en tant qu'exercice, mais qui constitue une critique radicale à la loi de baisse tendancielle du taux de profit, ainsi que l'a montré Meek (voir encadré).

Les problèmes posés par les vérifications empiriques de la loi

Les tentatives de tester cette loi sur longue période sont à l'origine de discussions méthodologiques importantes. La confrontation entre l'objectif recherché — tester la baisse — et les résultats obtenus — pas de baisse — est intéressante à un double titre.

Tester la baisse du taux de profit sur une longue période revient à vérifier si le capitalisme, à l'aube de son développement, bénéficiait d'un taux de profit largement supérieur à celui d'aujourd'hui. Dit autrement, selon cette conception quelque peu naïve — ou faussement naïve —, le capitalisme aurait été fort et vigoureux à sa naissance et il aurait continûment décliné depuis. Comme tel n'est évidemment pas le cas, on déduit des résultats du test la non-pertinence de la loi. Bien qu'étonnante pour des scientifiques — étonnante parce qu'elle fait fi de l'histoire pour faire ensuite appel à elle —, cette interprétation est fréquente dans la littérature consacrée à cette question. Plus sérieusement, le caractère heurté de l'évolution du taux de profit semble s'opposer à la loi de baisse tendancielle du taux de profit, non pas parce que ce dernier n'a pas baissé, mais parce qu'il n'est pas évident que cette loi puisse expliquer le cours accidenté du taux de profit.

Une critique de la loi selon Meek [65]

Supposons que nous ayons 20 travailleurs, dont la valeur unitaire de la force de travail est égale à 4 (soit V = 80), que le taux de plus-value soit égal à 1 (chaque travailleur travaille 8 heures, dont 4 impayées), et que le capital constant corresponde à 20. Nous avons donc :

c	v	pl
20	80	80

La valeur produite par la force de travail est de 160, celle transférée par le capital constant de 20. Pour simplifier, nous maintenons la valeur du capital total à 100 et des journées de 8 heures.

Soit une augmentation de la composition organique du capital, le capital constant passe à 40, la valeur de la force de travail à 60 (car 40 + 60 = 100). Nous avons :

c	v	pl
40	60	60

Le taux de plus-value est maintenu, par hypothèse, le taux de profit passe de 80 % à 60 % et l'emploi de 20 à 15 (car 60/4 = 15).

Mais l'accroissement de la composition organique du capital augmente la productivité du travail. Supposons que la réduction de la valeur unitaire s'applique dans les mêmes proportions au capital variable qu'au capital constant, soit, par hypothèse 1/4. Le capital constant passe de 40 à 30 et la valeur de la force de travail de 4 à 3 (rappelons que, dans ce cas, il n'y a pas réduction du pouvoir d'achat du travailleur). Avec 15 hommes, nous aurons comme valeur du capital 30 + 45. Ramené à 100, cela fait :

c	v	pl
40	60	100

(la plus-value est égale à 100 puisqu'il y a 20 travailleurs qui travaillent 8 heures et ne sont payés que 3). Le taux de plus-value a donc augmenté et le taux de profit n'a pas baissé, bien au contraire puisqu'il s'élève à 100 %.

Meek montre ensuite qu'une poursuite de l'augmentation de la composition organique, une réduction consécutive de la valeur de c et de v, continuent à provoquer une hausse du taux de profit jusqu'à un certain seuil, et qu'ensuite seulement ce dernier baisse.

Par la suite, Meek suppose que le capital constant et la force de travail ne baissent pas au même taux, cette dernière baissant moins. La raison peut provenir d'acquis sociaux qui conduisent à une amélioration du pouvoir d'achat. On montre alors qu'y compris dans ce cas le taux de profit évolue selon une courbe en U inversé, c'est-à-dire ne baisse pas dans un premier temps et chute ensuite.

Le recours à cette loi peut paraître alors de peu d'utilité et d'autres paradigmes (keynésiens, institutionnalistes...,

mais aussi nouveaux classiques), peuvent sembler plus pertinents pour expliquer les irrégularités de la croissance. Ce n'est pas le propos de ce livre de les étudier.

A l'inverse, le recours à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit peut être utile pour expliquer l'irrégularité de la croissance. On peut considérer, en effet, que l'évolution heurtée du taux de profit manifeste la manière dont des contradictions ont pu être provisoirement levées et, plus fondamentalement, les modifications structurelles dans le fonctionnement du capitalisme. Deux exemples parmi de nombreux autres exemples possibles : Gillman [47], dans une étude, devenue célèbre, sur le taux de profit en longue période aux États-Unis, attribue la non-baisse du taux de profit à l'importance croissante de l'État dans l'activité économique ; P. Salama [79], dans un numéro de la revue *Critiques de l'économie politique* entièrement consacré au travail et à l'emploi, souligne le rôle des nouveaux travailleurs improductifs dits indirectement productifs (selon l'heureuse expression de Berthoud) dans l'évolution récente du capitalisme. Ces deux exemples reflètent une approche différente de celle dénoncée plus haut : le taux de profit ne baisse pas sur longue période. Des forces vont en effet contrecarrer la baisse. Et, bien que ces forces et leur jeu soient définis et analysés dans le détail (voir p. 90), nous pouvons dès à présent dire qu'elles peuvent soit s'interpréter comme des réponses ordinaires (hausse du taux d'exploitation, rotation plus grande du capital, etc.) au processus qui pousse le taux de profit vers le bas et s'opposer à cette baisse, soit/et exprimer des mutations dans le développement du capitalisme (rôle nouveau de l'État, développement des travailleurs indirectement productifs, financiarisation croissante des activités, mutations technologiques tant dans le produit que dans la manière de le produire).

Crise et croissance endogènes

L'intérêt de la loi de baisse tendancielle du taux de profit réside surtout dans la méthode utilisée qui, en partie, cherche à boucler le système et à expliquer, ce faisant, l'évolution d'une variable par le jeu d'une autre. L'augmentation

de la composition organique du capital est expliquée à la fois par l'intensité de la lutte des classes et l'opposition des capitalistes entre eux. Elle engendre une augmentation de la productivité du travail, qui se traduit par une hausse du taux d'exploitation, laquelle peut conduire à la recherche de débouchés extérieurs, etc. (Cette approche diffère de celle des néoclassiques, où l'on suppose qu'un événement extérieur — *deus ex machina* — vient perturber un équilibre — supposé — afin d'analyser les conditions requises pour qu'il y ait un retour à l'équilibre.)

L'approche en termes de « feedback », qu'adopte en partie l'approche marxiste, peut être trouvée dans des modèles d'inspiration kaleckienne [53] ou dans des modèles non linéaires, dits marxiens, construits à partir du modèle de Goodwin (1967)[1].

A partir d'hypothèses fortes (dont les principales sont le réinvestissement intégral du profit, l'inexistence de déséquilibre sur le marché des biens du fait de la croissance de l'offre, c'est-à-dire le respect de la loi de Say), on montre qu'une participation faible des salaires dans la valeur ajoutée reflète *a contrario* une part importante des profits, lesquels, se réinvestissant automatiquement, conduisent à une augmentation du taux de croissance du produit et de l'emploi. La pression sur le marché du travail qui en résulte se traduit par une augmentation des salaires, un accroissement de leur part dans la valeur ajoutée, une baisse consécutive de celle des profits et donc de l'investissement, ce qui entraîne alors une réduction de la croissance et de l'emploi et, par la suite, une baisse des salaires. Comme on le constate, le cycle est mis en mouvement par l'opposition, simple et mécanique entre le capital et le travail.

Cette dynamique déterministe est affinée dans les modèles plus récents par l'introduction d'hypothèses concernant le conflit capital-travail, l'évolution de la productivité, le rejet de la loi de Say, etc. ; elle montre la richesse d'une appro-

1. Pour une présentation en langue française de ces modèles ainsi que la modélisation s'inspirant des thèses dites du chaos, on peut lire F. LORDON : « Théorie de la croissance : quelques développements récents », *Observations et diagnostics économiques*, n° 36, 1991.

che dite endogène, qui exclut le mouvement provoqué par un choc extérieur comme chez les néoclassiques, pour insister sur celui produit par les interréactions des variables entre elles.

La méthode de Marx est comparable, mais avec une nuance importante: l'endogénéisation est partielle et n'entraîne donc pas nécessairement le déterminisme. Pour reprendre la parabole de Marx, et à l'encontre des courants dominants dans le marxisme « officiel » — c'est-à-dire stalinisés — des années trente à la fin des années soixante, courants empreints de mécanicisme, on peut dire que « les hommes font librement leur histoire, mais dans des conditions qui ne sont pas librement déterminées par eux », ce qui, encore une fois, ajoute aux difficultés liées à la modélisation... Cet essai de se libérer du déterminisme en introduisant le libre arbitre, tout en recherchant une formalisation des cycles, est aujourd'hui l'apanage des théories modernes du chaos.

2. Croissance et crise comme moment de l'accumulation

Les forces qui contrecarrent la chute tendancielle du taux de profit

Nous avons souligné que l'originalité de l'approche de Marx résidait à la fois dans son essai d'endogénéiser les variables et de leur conférer un caractère indépendant.

Les forces qui contrecarrent la chute du taux de profit sont ainsi, pour partie, le produit des mêmes causes qui poussent ce taux de profit vers le bas, et pour partie résultent d'autres causes. Ces forces sont les suivantes.

• *Une hausse du taux de plus-value.* — Celle-ci constitue un élément favorable au maintien du taux de profit. La variation du taux de plus-value a différentes causes. Elle peut provenir pour partie de l'augmentation de la productivité du travail, suite à une augmentation de la composition organique du capital, et pour partie d'une évolution du rapport de force entre les classes dans le partage de cet accroissement

de la productivité. Nous l'avons vu avec l'exemple chiffré tiré des travaux de Meek.

Elle peut provenir d'une amélioration de l'organisation du travail précédant une augmentation de la composition organique du capital et traduisant, de ce fait, une évolution du rapport entre les classes (acquis atteints, participation et intégration plus grande ou plus faible des travailleurs dans le cadre d'une cogestion, etc.).

Elle provient de plus en plus d'économies produites par l'introduction de variétés supplémentaires de produits (produits proches se distinguant à la marge par des spécifications différentes à partir d'une base commune). On observe, de nos jours, que la demande qui s'adresse au produit composite (car composé d'une variété de produits) est relativement stable. Cette stabilité est le produit, cependant, de multiples instabilités, portant sur les différentes variétés du produit, du fait de la sophistication croissante des modèles de consommation, tant finale qu'intermédiaire. Dès lors, la maîtrise de la demande conduit l'entreprise à tenter de produire la variété du produit et à offrir donc une gamme plus large, afin d'éviter les à-coups portant sur telle ou telle variété. Cette capacité se traduit en termes d'organisation du travail. La force de travail ainsi que les équipements tendent à devenir plus flexibles et polyvalents que par le passé. Les économies réalisées de cette manière se nomment des économies de variété et se traduisent par une évolution du taux d'exploitation.

• *Une rotation du capital plus importante.* — Les biens d'équipement, supports à la création de valeur et de valeur extra (plus-value) sont davantage utilisés dans l'unité de temps. Davantage de plus-value est produite. L'usure plus rapide des biens d'équipement s'accorde avec l'obsolescence plus rapide due à la précipitation du progrès technique et favorise l'accumulation et la croissance.

• *Une orientation du progrès technique abaissant la valeur des biens d'équipement.* — La valeur unitaire des biens d'équipement est abaissée suite à une amélioration de la productivité davantage dirigée vers la section des biens de pro-

duction (biens d'équipement et biens intermédiaires) que vers celle produisant des biens de consommation. Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que la composition organique peut alors baisser malgré une hausse de la composition technique, ce qui est favorable à l'élévation du taux de profit. Ce résultat peut être obtenu par une intervention de l'État qui, par le jeu de subventions multiples, dotations en capital, déprécie les biens d'équipement et les biens intermédiaires. C'est, en partie, à partir d'un mécanisme de ce type que le parti communiste français avait élaboré la thèse du capitalisme monopoliste d'État. Ce résultat peut enfin être obtenu par des importations accrues de ces biens, dépréciées en raison d'une appréciation du taux de change.

• *Le développement du travail indirectement productif*, que nous analyserons par la suite lorsque nous aborderons les questions financières.

• *Le commerce extérieur et l'exportation de capital.* — Le commerce extérieur parce qu'il peut permettre d'importer des matières premières, mais aussi des biens de consommation à bas coût, abaissant ainsi la valeur du capital constant et celle de la force de travail. Le commerce extérieur ne joue cependant chez Marx qu'un rôle d'adjuvant, sans plus. L'exportation de capital, parce qu'elle peut permettre d'éviter la suraccumulation, et donc la baisse du taux de profit, à l'intérieur des frontières nationales, en exportant une partie du capital qui se valorise à l'extérieur de ces frontières. En opposant pays riches à pays pauvres (et appauvris), cette thèse a donné lieu à de nombreux débats, surtout depuis qu'elle a été développée par Lénine dans son essai sur l'impérialisme. Il est évident qu'aujourd'hui, appliquée aux pays sous-développés, elle a perdu beaucoup de sa pertinence dans la mesure où ceux-ci sont de moins en moins concernés par les investissements étrangers.

Ces forces œuvrent de manière souterraine

La thèse de Marx est à la fois originale et ambiguë. Originale parce que les forces qui œuvrent ne sont pas parachu-

tées. Le raisonnement ne se fait pas à partir d'une situation d'équilibre qu'un événement viendrait perturber, comme on le rencontre dans les modèles d'équilibre appartenant à d'autres paradigmes théoriques. La situation acquiert une dynamique qui, pour une part importante, lui est propre. Les causes susceptibles de modifier une situation produisent des effets qui deviennent des causes. Il y a donc une tentative d'endogénéisation et le ralentissement de la croissance (mais aussi son accélération), voire la crise ne sont pas expliqués par une cause exogène (sauf exception). La situation est perçue, c'est-à-dire analysée, dans son mouvement. Elle évolue, car elle est le produit de forces qui agissent contradictoirement et qui s'auto-alimentent.

Mais cette thèse est également ambiguë. Elle laisse place à des interprétations mécanistes et déterministes, comme on peut le constater. Le catastrophisme, la contradiction comprise immédiatement dans son extrême, et peu dans son mouvement, ont fait florès chez de nombreux marxistes « officiels » (c'est-à-dire stalinisés), mais aussi chez quelques marxistes non « officiels » : Grossmann [49], Mattick [64].

Notre approche diffère de celles-ci. La contradiction doit d'abord être conçue dans son mouvement. Les forces qui contrecarrent la chute tendancielle du taux de profit sont partiellement le produit de l'évolution même de la situation. L'évolution du taux de plus-value, de la composition organique du capital, etc., résultent également de décisions politiques extra-économiques et il faut se garder de toute approche de type fonctionnelle. Éclairons notre propos par un exemple.

L'accumulation du capital est le produit complexe de multiples microaccumulations au niveau des entreprises. Une amélioration de la productivité dans le secteur produisant des biens d'équipement abaisse la valeur unitaire de ces biens d'équipement, sans que pour autant il s'agisse nécessairement de biens d'équipement nouveaux et différents. Cette amélioration peut être produite par une meilleure organisation du travail et/ou par l'introduction de nouvelles machines produisant les machines. Les causes qui produisent cette amélioration de la productivité dans ce secteur peuvent être endogènes (une concurrence accrue, un coût trop élevé de la

force de travail), ou non. On sait en effet que le progrès technique, dans ses aspects les plus structurels, acquiert une certaine autonomie et il peut être mis en œuvre dans les processus de production par « grappes » (Schumpeter) selon les états de l'économie. Cette autonomie peut être le fait de l'intervention de l'État dans le secteur industriel. Ainsi que nous l'avons déjà noté, celui-ci peut être conduit à pratiquer une politique de prix (directement ou indirectement par le jeu de subventions diverses, de dotations en capital) telle que ces derniers se situent en deçà de la valeur d'échange produite. Ce faisant, il crée des externalités dont bénéficient les entreprises en aval, c'est-à-dire à la fois des industries produisant des machines et surtout celles produisant des biens de consommation. On a pu dire, ce faisant, qu'il dévalorisait le capital et freinait ainsi la venue de crise. De même, mais d'une autre façon, une politique d'appréciation du taux de change permet aux pays qui importent une part importante de leurs équipements de le faire à moindre coût. Ce faisant, la valeur de leurs biens d'équipement est réduite et l'effet final, s'il est durable, peut être assimilé à une réduction de la composition valeur, pouvant entraîner une réduction de la composition organique du capital malgré la mécanisation croissante.

D'une manière générale, les forces qui contrecarrent se nourrissent les unes des autres : une baisse du taux de plus-value due à une augmentation des salaires peut conduire à une mécanisation plus importante ayant pour objectif de compenser cette hausse par une productivité accrue. L'augmentation de l'intensité capitalistique peut cependant conduire à une réduction de l'efficacité du capital, pesant sur le taux de profit, ce qui peut inciter à développer des technologies économisant le capital en abaissant la valeur des biens d'équipement. Ces nouveaux biens d'équipement nécessiteront une réorganisation du procès de travail et peuvent être de nature à imposer une flexibilité plus grande du travail. Ces modifications, ou menaces de modifications, peuvent conduire à un développement des luttes qui peuvent elles-mêmes aboutir à une augmentation des salaires, etc. *Ces séquences sont objectivement possibles. Elles ne se réalisent pas nécessairement, des retards peuvent apparaître, des bifur-*

cations surgir et le rôle du politique, du contexte global, du degré d'organisation des travailleurs, du patronat, la concurrence extérieure, sa perception, la politique suivie vont peser sur le cours des événements. L'essentiel, cependant, de l'approche de Marx des crises et de leur latence, malgré ces réserves, réside dans cette tentative d'endogénéisation partielle.

La crise peut restructurer le capital

Des forces contrecarrent la chute du taux de profit. Leur influence n'est cependant ni régulière, ni toujours efficace. La crise ouverte survient alors.

Certes les crises ont changé. Elles étaient liées aux récoltes, aux résultats des guerres menées ou subies durant le Moyen Age, à la mécanisation rapide et irrégulière, à l'anarchie du marché dans les premières phases du développement du capitalisme. Avec l'intervention massive de l'État après la Seconde Guerre mondiale et le développement d'amortisseurs (allocations sociales variées jouant un rôle contracyclique), les dépressions profondes de l'activité économique ont disparu dans les pays capitalistes développés, pour laisser place à une irrégularité du taux de croissance. De bas taux de croissance succèdent à des taux de croissance élevés sur des périodes plus ou moins longues. Les crises n'ont cependant pas disparu, y compris dans les pays capitalistes développés. Elles sont moins fréquentes et leur amplitude plus faible. C'est pourquoi l'expression « crise » tend à changer de sens : il arrive qu'elle soit utilisée pour caractériser des phases relativement longues de croissance faible.

L'originalité de l'approche marxiste réside dans le rôle attribué à la crise, et bien que Marx ne l'ait pratiquement pas analysé, dans le rapport de l'État à la crise.

• *La crise.*— La crise ouverte traduit l'épuisement des forces qui contrecarrent la tendance à la chute du taux de profit. Celles-ci ne permettent plus l'essor ou le maintien du taux de profit. Le marché, lieu de régulation entre le privé (la décision d'investir) et le social (la consommation du produit de cet investissement), n'opère plus avec le même efficacité.

La production de marchandises se socialise mal, à des conditions qui rendent difficile la poursuite de l'accumulation au même rythme. Les coûts de production s'élèvent, suite à l'augmentation des capacités de production oisives. Les prix augmentent aussi, mais insuffisamment en raison des contraintes liées à la concurrence qui pèsent sur eux, pour compenser cette hausse des coûts. La crise constitue alors une possibilité de rétablir des conditions saines de rentabilisation du capital, lesquelles devraient permettre la reproduction du rapport social dans des conditions également assainies. Selon cette conception, la crise peut régénérer le capital : elle élimine ses pans les moins efficaces, établit une nouvelle organisation du travail, permet enfin un affermissement de la reproduction de ce capital. Cette réorganisation est possible si elle ne rencontre pas d'obstacle syndical et/ou politique. Elle l'est moins dans le cas contraire. La crise revêt donc des aspects directement positifs, pour le capital, et négatifs, pour le travail.

La première raison est qu'il n'est pas certain que la crise puisse être supportable par ceux qui la subissent. Elle peut susciter un accroissement des contradictions entre le capital et le travail et réduire la légitimation, recherchée par tout gouvernement, à une peau de chagrin. La reproduction du rapport social est alors plus difficile. Pour prévenir cette situation, le déroulement de la crise peut être freiné, des mesures de relance peuvent être prises avant même que la structure productive ait été suffisamment assainie. La seconde raison concerne le déroulement de la crise. Celui-ci ne conduit pas automatiquement à son dépassement. Il y a plusieurs manières de considérer ce problème. Selon le paradigme libéral, si les forces du marché peuvent œuvrer sans obstacle, la « main invisible » conduira à un optimum et la crise sera dépassée[2]. Selon le paradigme que nous adoptons, le marché n'existe pas en dehors de l'État, non seulement parce que celui-ci lui confère ses normes et conventions sans lesquelles il reste une abstraction, mais aussi parce que l'accumulation n'a pu se développer sur des bases exclusi-

2. Voir Bernard GUERRIEN, *L'Économie néoclassique*, la Découverte, « Repères ».

vement privées[3]. L'État producteur, produisant des externalités, n'est pas un accident de l'histoire, une déviance des hommes en peine d'imagination et l'accumulation ne peut se concevoir sans l'introduction de l'État dans l'analyse. Dit autrement, le rapport de l'État au marché n'est pas un rapport d'extériorité (ni d'intériorité), mais un rapport organique. Ce point essentiel, non perçu par Marx, ne signifie pas que l'intervention de l'État ne puisse pas évoluer, tant dans sa forme que dans son volume, bien au contraire. Cette démarche indique simplement qu'on ne peut analyser la crise sans introduire immédiatement l'État dans son rôle à la fois de partie et de juge.

• *Le chaînon manquant : le rapport de l'État à la crise.* — L'État entretient un rapport ambigu à la crise. Malgré de nombreuses descriptions, une analyse riche de l'État à un niveau politique dans de nombreux ouvrages, ce rapport n'est pas analysé dans l'œuvre économique de Marx. Depuis, il y a eu de nombreuses contributions, dont une nous paraît être essentielle. L'école dite de la dérivation conçoit l'État comme une catégorie, au sens où la valeur l'est. L'enchaînement logique marchandise-valeur-argent-capital, que nous avons montré, devrait être complété par l'État. Cet enchaînement a pour objectif de montrer que l'accumulation ne peut être comprise sans l'État. L'État est présent, à un niveau direct (il participe à l'accumulation), à un niveau indirect (il veille au respect des conventions et il est le lieu où s'édictent de nouvelles normes) et il faut tenir compte de cette présence. Nous ne pouvons ici développer ce point (Salama et Mathias). Ajoutons toutefois que la forme de représentation de l'État est le régime politique, un peu comme le prix est la forme d'existence de la valeur. Cette distinction permet de comprendre l'autonomie du politique par rapport à l'économique. Une crise pourrait ainsi être nécessaire, à un niveau objectif, car elle permettrait d'élaguer les pans les moins efficaces de l'appareil productif, d'imposer de nou-

3. Sur ce point, voir le livre classique de POLYANI [74], mais aussi GERSCHENKRON, *Economic Backwardness in Historical Perspective*, Harvard University Press, 1962 ; SALAMA et MATHIAS, *L'État surdéveloppé*, La Découverte, Paris, 1983.

veaux procès de travail plus valorisants. Mais sa nécessité pourrait aussi soit ne pas être perçue par le gouvernement en place (l'État n'est pas omniscient), soit être rejetée à cause des déficits de légitimation que la crise entraînerait. L'intervention de l'État devient alors nécessaire et comme il peut exister diverses sorties de crise possibles, celle-ci est par définition diverse. Ajoutons enfin que l'État est également responsable en partie de la venue de la crise en raison de sa participation directe et/ou indirecte dans le processus de l'accumulation.

Juge — parce qu'il intervient, ou n'intervient pas, sur la crise — et partie — parce qu'il est partiellement responsable de celle-ci —, le gouvernement détient à la fois une connaissance relative, mais plus sophistiquée que par le passé, des lois économiques, de la réalité, des rapports entre les classes et de leur traduction dans la scène politique. C'est dire à la fois l'efficacité de l'intervention de l'État sur la crise, mais aussi ses limites.

3. Une approche originale, mais discutable

Chez Marx, l'expression « baisse tendancielle » signifie que des facteurs œuvrent en faveur de la baisse effective du taux de profit, mais qu'en même temps des forces se développeront qui contrecarront, avec succès ou non, cette baisse.

Plus précisément, *chez Marx*, les facteurs qui agissent à la baisse sont premiers et les forces qui la contrecarrent sont seconds. Il ne s'agit donc pas de tendances et de contre-tendances, car alors le mouvement serait indéterminé et il n'y aurait pas de baisse tendancielle. Les deux mouvements — haussier et baissier — ne se situent pas au même niveau d'analyse (d'abstraction) chez Marx.

Les niveaux d'abstraction...

Selon Marx, il y a lieu de distinguer différents niveaux d'approche du réel. Nous l'avons vu, le réel est toujours lu à partir de codes implicites et/ou explicites que la société produit et que l'individu intègre dans sa façon de comprendre

ce qu'il voit. C'est donc un concret plus ou moins pensé consciemment. Mais lire le réel pour le comprendre, le démonter, pourrions-nous ajouter, implique un effort conscient. Cette lecture passe alors par un processus d'abstraction. Cette lecture peut permettre de comprendre le réel dans son intimité, ses forces et ses faiblesses, afin d'agir sur ces dernières. Il ne s'agit donc pas d'une lecture gratuite, mais d'une lecture conçue pour transformer le réel et, ce faisant la société. Certes, cette approche peut être dangereuse, et elle l'a été. L'autonomie nécessaire du processus de la connaissance par rapport aux exigences du militantisme peut être, et a été, affectée : s'il est nécessaire de « lire le capitalisme » pour le combattre, cet objectif a souvent dénaturé l'analyse... Les études catastrophistes (paupérisation absolue, épuisement voire stagnation des forces productives, inéluctabilité des crises profondes) ont privilégié les extrêmes (les contradictions, de relatives, deviennent absolues) comme si la vision la plus pessimiste devait pouvoir alimenter la perspective révolutionnaire et lui donner un souffle qu'une analyse scientifique des forces et des faiblesses du capitalisme, de ses capacités à s'autoréformer et à dépasser certaines de ses contradictions n'aurait pu donner.

Approche originale, qui permet de « faire l'anatomie » de la société dans le but de la transformer, chemin escarpé et périlleux, mais qui, malgré les risques encourus, est plus gratifiant que la démarche qui, prenant le réel tel qu'il se présente spontanément, confond l'apparence des phénomènes avec leur essence et leur donne une interprétation superficielle. *Un exemple : la concurrence*, souvent citée. Elle semble être le moteur de l'accumulation et du progrès, et donc de la croissance, mais aussi de la crise. Une telle explication est insuffisante. La crise a des origines plus profondes qu'on peut cerner dans une efficacité insuffisante du capital, produite par une accumulation trop abondante, une productivité du travail médiocre, etc. L'objectif de la crise, si on peut utiliser cette métaphore, est de rétablir des conditions assainies. La concurrence joue, certes : elle peut précipiter la crise si les entreprises ne sont pas suffisamment aptes à répondre à une concurrence étrangère accrue, par exemple ; elle ne la crée pas. Marx dira, sous forme de boutade, que la concur-

rence explique tout... à l'envers, pour conclure que ce n'est pas la concurrence qui explique la crise, mais que celle-ci, en revanche, avive la concurrence.

Niveaux d'abstraction et loi de baisse tendancielle

Qu'est-ce qui justifie l'hypothèse de Marx concernant la hausse de la composition organique du capital et la stabilité du taux de plus-value d'où est déduite la loi de baisse tendancielle du taux de profit ? Il s'agit, *a priori*, d'une hypothèse non fondée.

On peut trouver deux raisons qui justifient cette hypothèse. La première serait de considérer que la hausse de la composition organique du capital n'aurait pas d'effet immédiat sur le taux de plus-value. Nous avons vu qu'elle n'était pas fondée en analysant les exemples donnés par Meek.

La seconde consiste à justifier cette hypothèse méthodologiquement. La hausse de la composition organique du capital, censée entraîner la chute du taux de profit, est expliquée en se référant à un niveau d'abstraction élevé, celui du capital en général, c'est-à-dire là où œuvre la lutte des classes. En revanche, le jeu des forces qui contrecarrent cette chute est expliqué en utilisant un niveau d'abstraction moins élevé : celui des capitaux nombreux, c'est-à-dire là où œuvre la concurrence.

Plus précisément, le capital est avant tout un rapport social, un rapport d'exploitation. Nous l'avons vu. On peut, dans un premier temps, faire abstraction de la lutte plus ou moins vive entre les capitalistes pour centrer l'analyse sur le rapport plus ou moins conflictuel entre le capital et le salariat. C'est ce rapport social et les modalités de sa reproduction qui constituent le point de départ de l'analyse. C'est pourquoi Marx met en avant d'abord la lutte des classes, ensuite, mais ensuite seulement, la concurrence entre les capitalistes. Cette lutte des classes se traduit par des augmentations de salaire, lesquelles conduisent à économiser la main-d'œuvre par le biais d'une mécanisation accrue. Celle-ci provoque une hausse de la composition organique du capital sur longue période. C'est cette hausse qui alimente la baisse du taux de profit.

Une approche contestable

La distinction opérée entre différents niveaux d'abstraction est importante pour ordonner, c'est-à-dire expliquer, ce qui semble désordonné et incohérent. *Mais, cette distinction étant acceptée, peut-on considérer qu'il soit pertinent, ici, de faire appel à elle ?*

La nécessité de recourir à différents niveaux d'abstraction ne justifie pas l'hypothèse faite par Marx de stabilité du taux d'exploitation couplée à celle de hausse de la composition organique du capital provoquée par l'évolution du conflit capital-travail. Le taux d'exploitation et sa variation expriment également ce conflit de classes et peut donc être analysé au niveau du capital en général.

Force est donc d'admettre qu'en toute logique nous pourrions aussi bien accepter l'idée d'un accroissement de la composition organique du capital que celle d'une variation du taux de plus-value, suite à une modification du rapport entre les classes, tout en restant au même niveau d'abstraction, et que, dans ce cas, la loi de baisse tendancielle du taux de profit perd sa cohérence interne et donc sa validité. La tendance appelle la contre-tendance et le mouvement est indéterminé.

L'hypothèse faite par Marx ne semble pas pouvoir être justifiée. La loi, telle qu'elle est exposée, n'est donc pas pertinente. La tendance produit des contre-tendances. Elle est cependant utile. La méthode utilisée, centrée sur l'étude de la contradiction et de son mouvement, est fructueuse, précisément parce qu'elle permet d'analyser comment telle force tend à produire telle autre.

VI / Emploi-chômage, vers une société de service ?

La mécanisation se développe avec la révolution industrielle. La machine semble alors asservir l'homme et se substituer à de nombreux travailleurs. Au lieu de le libérer des tâches les plus pénibles, d'enrichir le travail, la machine participe à son émiettement et à son aliénation ; la mécanisation croissante se traduit par des licenciements nombreux, sans allocation-chômage.

Cette mécanisation s'accompagne d'une monétarisation accrue des activités : celles-ci s'échangent de plus en plus sur un marché. L'autoconsommation diminue et, d'une manière générale, les échanges marchands englobent toute une série de services qui auparavant étaient pris en charge par la solidarité familiale, clanique, etc. Dans les villes, des femmes, des enfants, des adolescents proposent alors leur force de travail sur le marché contre une rémunération, généralement plus faible que celle que reçoivent les hommes. La qualification requise et la durée de la scolarisation ayant augmenté, les lois de protection de l'enfance s'étant développées, les enfants restent davantage dans les écoles, sauf, bien sûr, dans les pays sous-développés où la plupart des enfants travaillent très jeunes, même s'ils poursuivent parallèlement des études primaires. A l'exception des enfants dans les pays développés, ce mouvement se poursuit aujourd'hui avec la salarisation croissante des femmes, ce qui se traduit statistiquement par une augmentation de leur taux d'activité.

Cette marchandisation croissante des femmes et des

enfants se traduit par une augmentation sensible de la demande d'emplois. L'offre d'emplois ne suit cependant pas au même rythme, en raison de la mécanisation croissante. Rejetés d'abord des campagnes, puis des usines lorsqu'ils parviennent dans les villes, hommes et femmes — s'agglutinant dans le meilleur des cas, dans des taudis, dans le pire, dans des refuges — constituent ce que Marx nomma plus tard l'armée industrielle de réserve et qu'a décrite Villermé en 1840 dans son célèbre *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de coton, de laine et de soie.*

Asservissement de l'homme, expulsion du travailleur de son travail, c'est le mérite de Marx d'avoir montré combien cette caractéristique est fausse et... « vraie ».

Fausse, parce que la machine n'est qu'un moyen qui sert de paravent à un rapport de production. Ce n'est pas la machine qui expulse le travailleur ou l'asservit. C'est l'homme à qui elle appartient et, derrière lui, les rapports de production capitalistes. Même si la manière de concevoir la machine est empreinte des objectifs qu'on lui assigne (permettre un accroissement du surtravail compensant et au-delà le coût qu'entraîne son utilisation), celle-ci n'est pas par nature pourvoyeuse d'aliénation et de chômage. Elle peut permettre de libérer l'homme si toutefois celui-ci a la possibilité de participer aux décisions essentielles dans l'entreprise ; elle ne provoque pas nécessairement le chômage si la décision d'investir conduit à une augmentation suffisante du taux d'accumulation.

Vraie, parce que le travail est parcellisé, atomisé, et de ce fait moins productif qu'il pourrait l'être. Vraie parce que le chômage se stabilise, aujourd'hui, à un niveau très élevé en raison de l'intensification des processus de production provoquée par la recherche d'une compétitivité toujours accrue sur des produits de plus en plus sophistiqués.

1. La machine rejette et attire les travailleurs

Démarches néoclassique et keynésienne

• *Dans l'approche néoclassique*, l'intensification du capital dépend fondamentalement des modifications que connaît

l'allocation des ressources. Si le marché fonctionne bien, cette modification se transmet par les prix des facteurs (capital et travail). Si le prix du travail augmente, celui du capital apparaît comme relativement moins cher, ce qui conduit les entrepreneurs à substituer du capital à une partie du travail, en changeant de techniques et retrouver ainsi une allocation optimale de leurs ressources rares[1].

C'est à l'aide d'un raisonnement semblable que certains néoclassiques — universitaires mais aussi institutionnels (OCDE, par exemple) — expliquent que l'instauration d'un salaire minimal est source de chômage, notamment des jeunes : en empêchant le salaire de baisser, ou de se fixer à un niveau plus faible, on pousse les entreprises à opter pour des techniques économisant l'emploi. On trouve également un raisonnement semblable s'agissant de la réduction du temps de travail. Lorsqu'elle n'est pas compensée par une réduction de salaire, la réduction du temps de travail conduit à une augmentation relative du coût du travail. Celle-ci pousse les entrepreneurs à rechercher une économie de travail par l'élévation de la productivité, ce qui peut conduire à une augmentation du chômage.

Il est exact que ces mesures peuvent faciliter l'augmentation du chômage. Le savoir est important si l'on veut estimer le coût d'une mesure sociale nécessaire. Les mesures prises par Ronald Reagan, au début des années quatre-vingt, visant à alléger la réglementation concernant le salaire horaire des jeunes, ont permis un développement du travail des jeunes les moins qualifiés dans des activités de service (*fast-food*, etc.) ; la réduction du temps de travail n'a pas conduit à une réduction du chômage en France.

Pour autant, la démarche néoclassique est simpliste. L'entrepreneur ne raisonne pas seulement par rapport à des prix relatifs (des facteurs de production) comme si l'ensemble des facteurs étaient substituables. Il y a des rigidités technologiques et la recherche de coûts plus bas non seulement restreint le choix des techniques, mais aussi pousse vers le haut (c'est-à-dire vers une sophistication croissante) le spectre

1. Voir Bernard GUERRIEN, *L'Économie néoclassique*, La Découverte, coll. « Repères ».

des techniques utilisables. Ce n'est donc pas un hasard si les mesures prises par Ronald Reagan aux États-Unis ont permis l'essor de l'emploi dans le secteur des services le moins mécanisé et le plus déqualifiant. De même, ce n'est pas dans les pays où le salaire augmente le plus que se développe nécessairement le chômage. En effet, un pays peut vendre ses produits seulement s'ils sont compétitifs. Plus précisément, la compétitivité a deux aspects : prix et qualité. La compétitivité-prix dépend de l'évolution du rapport entre le salaire et la productivité du travail. Ce rapport se nomme le coût unitaire du travail. Le salaire peut donc augmenter sans qu'il y ait un alourdissement du coût unitaire du travail. Le maintien consécutif de la demande, voire son essor peuvent donc être compatibles avec un maintien, voire un essor de l'emploi. La compétitivité dépend enfin d'autres facteurs que les prix : la nouveauté du produit, sa qualité. L'Allemagne, jusqu'à la réunification, fournit un bel exemple de la compatibilité entre, d'une part, hausse des salaires et, d'autre part, hausse de l'emploi. Enfin, dernier argument, ce n'est pas dans les pays où le salaire est le plus faible que se développe le plus l'emploi. A l'exception de quelques pays sous-développés, qu'on appelle « nouveaux pays industrialisés », les pays sous-développés ne bénéficient guère des investissements étrangers malgré des salaires très faibles.

• *La démarche keynésienne est tout autre.* — Pour une technique donnée, la variation de l'emploi dépend de la variation de la production, c'est-à-dire, toutes choses étant égales par ailleurs, de la variation de l'investissement. L'augmentation de l'emploi ne dépend donc pas d'une réduction des salaires, mais bien au contraire de l'appréciation par les entrepreneurs de ce que sera la demande dans le futur.

C'est dans cette direction que se sont développés la plupart des travaux économétriques, en introduisant toutefois la modification des techniques qu'on ne trouve pas chez Keynes en raison de son approche centrée sur la statique comparative. La croissance de l'emploi dépend de la croissance de la production et de celle de la productivité du travail (ce qui est une tautologie mathématique). La croissance de la production agit positivement, celle de la productivité négativement. *On retrouve ainsi les facteurs d'attraction (crois-*

sance de la production) et d'expulsion (croissance de la productivité) de la main-d'œuvre.

La croissance du chômage ne se déduit pas mécaniquement de celle de l'emploi. On peut avoir, et on a, compatibilité entre croissance de l'emploi et croissance du chômage en raison des variations dans la croissance démographique, dans la législation (âges d'entrée et de sortie dans la vie active), et à cause de l'augmentation du taux de salarisation (des femmes) à mesure que la « société salariale » avance, c'est-à-dire essentiellement la monétarisation, la marchandisation des hommes et des choses. *On retrouve ici le problème posé par la variation du taux d'activité*, noté précédemment, que les « trente glorieuses » de quasi-plein emploi (1945-1975) avaient en quelque sorte camouflé dans les économies développées, alors qu'il se développait avec l'urbanisation et la monétarisation forcenée que connaissaient à la même époque la plupart des économies dites sous-développées. Augmentation rapide de l'emploi, officiel et non officiel (déclaré au fisc, à la Sécurité sociale ou non), c'est-à-dire formel et informel, mais aussi augmentation plus rapide souvent du chômage déguisé, c'est-à-dire d'activités de survie, l'informel de l'informel en quelque sorte.

Le courant marxiste

La démarche marxiste insiste sur les facteurs d'expulsion et d'attraction de la main-d'œuvre, tout en considérant que la variation des taux de salaire peut avoir une influence sur le taux d'emploi. Elle se démarque de l'approche néoclassique par son rejet de la substituabilité parfaite et par la prise en considération du taux d'accumulation et de sa variation. La variation de la productivité, à production constante, conduit à un désemploi et à une aggravation du chômage. Elle résulte de l'introduction de techniques nouvelles et se manifeste par une augmentation de la composition technique du capital, voire de sa composition valeur. La mécanisation croît et occasionne parfois ce rejet du travail, non pas parce que les salaires sont trop élevés, mais parce que la recherche du profit passe par celle de l'abaissement des coûts de production, et donc par une mécanisation trop importante eu égard

au taux d'accumulation effectif. A la marge cependant, une augmentation des salaires peut conduire à économiser davantage le travail en mécanisant davantage, si toutefois cela aboutit à une réduction du coût unitaire du travail. Plus précisément, et d'une manière plus générale, la relation principale n'est pas : bas salaire (ou de plus bas salaires) — réduction du chômage — compétitivité accrue. Elle est plutôt : augmentation de la productivité — salaires plus élevés possibles — augmentation de l'emploi, si toutefois les deux premiers termes sont compatibles avec une évolution des coûts unitaires du travail relativement favorables, par rapport à l'étranger, et si le produit bénéficie d'une compétitivité dite hors coût (par la qualité).

La mécanisation croissante ne conduit pas nécessairement à l'expulsion du travail. Cette mécanisation a en effet besoin d'un support pour être effective. Ce support est l'accumulation. A technologie constante, c'est-à-dire sans augmentation de la productivité, l'accumulation est créatrice d'emploi. *Le résultat final résulte des forces respectives d'expulsion et d'attraction*, ainsi que nous allons le montrer.

• *Une formalisation simple.* — Un petit exercice permet de préciser ce double mouvement. Soit une entreprise possédant une machine, dont la durée de vie est d'un an, coûtant 100, utilisant 2 travailleurs et ayant un chiffre d'affaire de 300 (voir encadré 1). Plusieurs scénarios sont possibles selon que l'entreprise augmente son taux d'accumulation (ou non), accroît (ou non) la productivité du travail et/ou du capital (voir encadrés 1 et 2).

Au bout d'un an, l'entreprise est devant trois possibilités. Soit elle décide d'acheter deux machines semblables à celle qui est remplacée, elle produit 600 et sa productivité reste la même. Elle double son investissement et le nombre de ses emplois (scénario A).

Supposons qu'elle décide d'utiliser une technique plus performante. La nouvelle machine coûte 100, mais elle permet de produire 300 à l'aide d'un travailleur. La productivité a doublé, l'investissement est resté le même, mais l'emploi a diminué (scénario B). Supposons enfin que l'entreprise décide d'acheter 2 nouvelles machines. L'investissement a doublé

1)

	Machine	Coût	Emploi	Chiffre d'affaires	Productivité
Hypothèses	1	100	2	300	150
Cas 1 Scénario A	2	200	4	600	150
Cas 2 Nouvelle machine Scénario B Scénario C	 1 2	 100 200	 1 2	 300 600	 300 300
Cas 3 Même machine produite à un coût inférieur Scénario D Scénario E	 1 2	 50 100	 2 4	 300 600	 150 150

2)

	α	β	μ	γ
Scénario A	> 0	= 0	= 0	> 0
Scénario B	= 0	> 0	= 0	< 0
Scénario C	> 0	> 0	= 0	= 0 si α = β
Scénario D	< 0	= 0	> 0	= 0
Scénario E	= 0	= 0	> 0	>0

Soit α le taux de croissance de l'accumulation du capital, β celui de la productivité du travail, γ celui de l'emploi (différent du chômage, rappelons-le) et μ celui de la productivité du capital.

(200), la productivité aussi (production de 600 à l'aide de 2 travailleurs), l'emploi est stable (scénario C).

De la comparaison des taux de croissance de l'investissement et de la productivité résulte apparemment la création ou la destruction d'emplois. Une telle conclusion pèche cependant par son simplisme. Il faut en effet tenir compte de l'évolution de la composition valeur du capital. On ne peut déduire, comme l'exercice le suggère, le taux de croissance de l'emploi du simple jeu des inégalités des taux de

croissance de l'investissement et de la productivité et la stabilité de l'emploi de l'égalité entre ces deux taux. Avec une amélioration de la productivité du travail dans le secteur produisant les biens d'équipement, on peut avoir, en effet, une augmentation de la « productivité du capital », comme on peut le voir dans les scénarios D et E. Avec le scénario D, la même machine est produite à moindre coût ; le taux d'accumulation baisse, la productivité du travail est la même et l'emploi est stable. Avec le scénario E, particulièrement intéressant, le taux d'accumulation est maintenu et l'emploi total augmente.

Il s'agit de cas extrêmes, nécessaires pour classer le type de progrès technique. Dans le mouvement réel de l'accumulation, lorsque le progrès technique est principalement orienté dans la section produisant des biens de production, les machines sont à la fois produites à moindre coût et différentes. Ce sont de nouvelles machines, plus efficaces car intégrant des innovations technologiques. Achetées par la section produisant des biens de consommation, elles favorisent une amélioration de la productivité du travail dans cette section. Si donc la réalité offre des exemples plus complexes que ceux que nous avons utilisés, on peut cependant en tirer une conclusion : *les modifications dans la forme de l'accumulation — à savoir un accroissement de la productivité du travail principalement dans la section produisant les machines — favorisent l'absorption d'emplois si toutefois le taux d'accumulation est maintenu.* On peut considérer que c'est ce qui s'est passé dans la plupart des pays européens jusqu'à la fin des années soixante-dix.

• *Les leçons : expulsion et création d'emplois.* — Cet exercice est intéressant car il permet de distinguer les facteurs source de destruction d'emplois de ceux qui en créent. Expulsion, création d'emplois produits d'une même cause : l'accumulation du capital. La responsabilité du chômage n'est donc pas dans le machinisme, mais dans la décision d'investir, la quantité et les formes prises par l'accumulation. A l'inverse, c'est dire que le machinisme peut s'accompagner d'une augmentation de l'emploi. Autre chose est de savoir s'il peut libérer l'homme et, à ce propos, on peut considé-

rer que Marx sous-estime les possibilités d'enrichissement des tâches, d'intérêt au travail, bref de transformations du capitalisme et considère que la libération de l'homme ne peut se faire qu'à la faveur d'une révolution sociale, ôtant la propriété des moyens de production des mains des capitalistes pour la remettre dans celles des travailleurs.

Avec le cycle, enfin, le chômage et les capacités de production oisives augmentent lors des phases dépressives. Mais les licenciements ne suivent pas pour autant mécaniquement la réduction du niveau de la production. L'expulsion du travail, provoquée cette fois par une valorisation insuffisante, n'est pas toujours possible au rythme souhaité par le capital puisqu'elle dépend de la résistance opposée par les travailleurs et de la législation en vigueur.

Cette relation est donc intellectuellement plus satisfaisante que celle qui fait dépendre la variation d'emplois de celle de la productivité et de la production car elle met en lumière les relations causales provoquant les fluctuations de l'emploi.

Ni pessimisme ni catastrophisme donc, mais une étude précise des facteurs qui créent l'emploi et de ceux qui le détruisent. Pourtant, les marxistes ont, en général, conclu au gonflement très important d'une armée industrielle de réserve.

Cette vision pessimiste, sinon catastrophiste, s'explique probablement par une insistance trop importante sur les facteurs qui favorisent l'expulsion d'emplois, sous-estimant ce faisant les potentialités de l'accumulation, créatrices d'emplois. Pessimisme fondé, il est vrai, sur quelques écrits de Marx pronostiquant à tort un développement de l'armée industrielle de réserve. Vision pessimiste souvent de commande, nous l'avons vu, dans le but, soit d'expliquer la nécessité du socialisme par une analyse catastrophiste du capitalisme, de l'épuisement de sa dynamique et du rôle historiquement limité de la bourgeoisie devenue parasitaire ; soit de glorifier les vertus du socialisme dans un seul pays par rapport à un capitalisme décadent.

2. De nouveaux travailleurs, vers une société de service ?

L'importance croissante des travailleurs indirectement productifs

Le capitalisme s'est développé en créant de très nombreux emplois à des rythmes différents selon ses phases et en transformant leur nature.

Considérons le secteur industriel. Dans les périodes d'accumulation extensive, lorsque l'accumulation conservait quasiment ses principales caractéristiques, notamment au niveau de son degré de mécanisation, l'emploi a crû considérablement. Par définition, en effet, les accroissements de la productivité du travail n'étaient pas importants. A l'inverse, dans les phases d'accumulation intensive — caractérisées par des changements technologiques considérables et une mécanisation accrue —, l'emploi a peu crû, sinon régressé, dans le secteur industriel, car les investissements de productivité réalisés étaient importants, sans qu'il y ait de réduction du temps de travail hebdomadaire conséquente. La période actuelle se caractérise d'une double manière : d'un côté, on assiste à une véritable *mutation technologique* avec l'introduction de l'informatique, de la télématique, etc., dans les activités de production ; d'un autre côté, une interpénétration toujours plus grande entre les économies capitalistes développées avec l'ouverture des frontières. La contrainte de compétitivité est plus présente, la recherche d'amélioration de la productivité plus forte. Celle-ci n'est recherchée que pour ses facultés à réduire les coûts, notamment du travail.

La contrainte de la productivité est donc plus élevée. Le taux de croissance de l'accumulation suit rarement au même rythme. *Les effets négatifs sur l'emploi industriel se font sentir.* Ils sont en général importants, sauf dans les pays qui parviennent à conquérir de plus en plus de parts de marché (Japon, Allemagne, nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est). Remarquons toutefois qu'ils sont dans une certaine mesure amoindris : les améliorations de la productivité affectent profondément la valeur du capital (la composition valeur du capital a soit tendance à régresser légèrement, soit à augmenter faiblement malgré la forte mécanisation). Nous nous

retrouvons donc dans le cas 3 scénario E étudié précédemment. Au total, l'emploi industriel croît peu, ou décroît, d'une manière générale, sauf dans les pays précités. On peut déduire mécaniquement de cette évolution de l'emploi industriel une augmentation du chômage. D'abord, pour des raisons que nous avons vues, à savoir l'évolution de la population active, de la pyramide des âges, du taux d'activité, de la législation (âges de la retraite et de l'école obligatoire, mais aussi durée du service militaire), ensuite et surtout parce que sont développées massivement, y compris dans l'industrie, des activités de service directement liées au processus de l'accumulation du capital (finance, marketing, publicité, commercialisation...) et des activités de service plus autonomes par rapport à ce processus (enseignement, par exemple). *La nature des emplois s'est donc profondément transformée*, surtout depuis la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement ces quinze dernières années.

Deux problèmes surgissent alors : le premier concerne le caractère improductif de ces emplois et la pertinence aujourd'hui de cette caractérisation au moment où, d'un côté, ils prennent de plus en plus d'importance, et, de l'autre côté, ils s'imbriquent toujours plus avec des activités productives au point qu'il est de plus en plus difficile de distinguer parfois les activités les unes des autres. Le second a trait à la signification de ce processus. Une partie importante de ces emplois sont peu qualifiés, mal payés et leur développement s'identifie avec la mise en place d'une société d'exclusion.

La distinction entre travail productif (de valeur) et improductif (de valeur) est à la fois ambiguë et importante

Ambiguë parce qu'elle laisse sous-entendre que ce travail est inutile, voire parasitaire et qu'en tout état de cause, dans une société rationnellement gérée, libérée de l'exploitation, ce type de travail pourrait être réduit au maximum. Accolée à la « gabegie capitaliste », le travail improductif semble pour l'essentiel synonyme de parasitisme. C'est ce qui explique, en partie, que la comptabilité nationale soviétique ne tenait pas compte des services, sous prétexte que ces derniers ne produisent pas de valeur.

Pourtant dans l'œuvre de Marx et de plusieurs marxistes, cette question est traitée avec un peu plus de sérieux. Déjà, dans les travaux des grands économistes classiques, de Quesnay à Smith surtout, la distinction entre travail productif et improductif est *importante.* Avec Smith, puis Marx, de manière différente, la distinction entre les deux types de travail ne signifie pas que l'un domine et réduit l'autre à un acte inessentiel sous prétexte que l'un est créateur de valeur et l'autre non.

• *Un classement entre les improductifs.* — Sans entrer dans les détails, on peut distinguer *deux types de travail improductif. Le premier type de travailleurs improductifs* concerne des travailleurs qui se situent dans les sphères de circulation, soit celle de transformation de l'argent en capital (les employés des services financiers, par exemple), soit celle qui convertit les marchandises en argent (commerce, transport, par exemple). Ils se situent au sein du cycle du capital. Ces travailleurs sont « essentiels » au sens où ils permettent indirectement la création de la valeur (c'est pourquoi on les nomme parfois indirectement productifs). *Le second type de travail improductif concerne les travailleurs situés hors du cycle du capital*: personnels de l'appareil d'État (fonctionnaires), domestiques, payés soit par l'impôt, soit par l'argent dépensé comme revenu.

Les travailleurs improductifs, dits indirectement productifs, ont connu un essor très important et leur influence sur l'activité de production est devenue essentielle. Grâce aux études de marketing, par exemple, les conditions du marché (la réalisation des marchandises en argent), telles qu'elles sont prévues, vont influer sur le produit à fabriquer. Par extension, on peut dire qu'avec le développement des variétés de produit, l'instabilité de la demande pour chaque variété de produit, la recherche de la qualité optimale et spécifique à chaque type de clientèle, il n'est plus possible de maintenir le fordisme, c'est-à-dire la chaîne avec son corollaire: la standardisation du produit, l'organisation du travail — mais aussi l'organisation de l'entreprise — vont tendre à changer dans les grandes entreprises. Le « just in time », les « stocks zéro » commencent à se mettre en place. Le travail devient

plus flexible et polyvalent. Cette nouvelle conception dans le fonctionnement des entreprises attribue à l'aval un rôle directeur : l'approche de la demande, intermédiaire et finale, à chaque stade de la production, son accompagnement, démultiplient les activités de service et influencent à la fois la quantité produite, ce qu'on produit et comment on le produit. La réalisation anticipée précède donc la production, l'improductif, le productif et, ce faisant, améliore les conditions de valorisation du capital. Paul Baran avait pressenti et souligné ce rôle nouveau dès les années soixante. Cette imbrication entre le productif et l'indirectement productif, le poids croissant du secteur des services, conduisent d'autres marxistes à réfuter la pertinence de cette distinction entre ceux qui produisent directement de la valeur, et ceux qui en produisent indirectement par leur rôle dans le cycle du capital. La difficulté de la mesure conduit souvent soit à opter pour des solutions simples, ne tenant pas compte des formes nouvelles prises par le développement de ce type de travail, soit à rejeter la distinction entre ces deux types de travail.

Les autres improductifs ne sont pas non plus des parasites, même si leur influence sur la création de valeur est beaucoup plus indirecte. Les enseignants n'ont qu'une influence lointaine sur la création de valeur dans la mesure où ils participent à la formation des nouveaux travailleurs ; les domestiques consomment et constituent une partie de la demande finale. Contrairement à une tradition solidement ancrée chez les marxistes, à l'exception de Rosa Luxemburg — influencée sur ce point par Malthus —, l'argent dépensé improductivement pour l'achat de ce type de service constitue un élément de la valorisation du capital puisqu'il contribue à la demande solvable pour toute une série de biens achetés par ces improductifs. D'une manière générale, la participation croissante de ces travailleurs dans l'emploi total se traduit par une modification de la distribution des revenus. La plus-value dépensée improductivement génère salaires et achats de moyens de production. Chacun pèse dans la définition du marché. Les salaires des improductifs participent de la dimension du marché de la section de biens de consommation et, créant des débouchés supplémentaires, favorisent la valorisation du capital dans certaines branches, directement

ou indirectement. Les achats de matériel jouent le même rôle vis-à-vis de la section des biens de production. Tous deux participent de la dynamique du système et la définissent.

La participation croissante des improductifs dans l'emploi génère donc des effets positifs et produit aussi des effets négatifs, qui, à certains moments, peuvent grever sérieusement la valorisation du capital au lieu de l'améliorer. La distinction entre travailleurs productifs et travailleurs indirectement productifs, malgré la confusion des genres, l'entrelacement qui les caractérise, demeure cependant importante à maintenir. Elle est utile pour l'étude des conditions, du dynamisme et des limites de l'accumulation du capital, ainsi que nous allons le voir en prenant un exemple centré sur l'essor des activités de financiarisation au sein des entreprises.

• *La financiarisation.* — La relation profit-salaire n'est pas simple. Elle devient encore plus complexe lorsqu'on introduit le secteur financier dans l'analyse. Une réduction des salaires réels, ou une amélioration inférieure à l'accroissement de la productivité, ne conduit pas nécessairement à une augmentation du taux de profit dans l'industrie.

D'une part, le développement du secteur financier est nécessaire à l'essor du secteur productif lorsque celui-ci, se complexifiant, atteint une certaine taille. Ce dernier y trouve les ressources qui lui font défaut pour investir. D'autre part, les emprunts et/ou l'augmentation du capital constituent un coût pour l'entreprise car le paiement d'intérêts et/ou le versement de dividendes sont pris sur la plus-value créée.

La financiarisation correspond à une distorsion des activités de l'entreprise. Le marché financier devient davantage lieu de spéculation que de collecte de fonds pour l'investissement. C'est donc l'acte par lequel des entreprises consacrent une partie *croissante* de leurs fonds, c'est-à-dire de leur plus-value, à une intervention dans le secteur financier afin de bénéficier de l'augmentation du cours des titres d'autres entreprises ou de l'État. Elles achètent et vendent des produits financiers. Cette activité devient de plus en plus importante et tend à se réaliser au détriment de son activité productive. Elle s'alimente d'un différentiel des taux de

profit entre les activités productives et financières, en faveur de ces dernières, et le reproduit.

Avec la financiarisation des entreprises, le secteur financier semble s'autonomiser par rapport au secteur productif. Il paraît suivre sa propre voie et produit des profits financiers quelle que soit la conjoncture que traverse le secteur industriel.

Profitable à court terme pour de nombreuses entreprises industrielles, cette financiarisation accrue peut se révéler coûteuse. L'exemple donné par les entreprises latino-américaines est, à cet égard, riche d'enseignements. Dans les pays latino-américains, les années quatre-vingt ne sont pas très favorables à la modernisation des équipements. En effet, l'inflation croît, le taux de profit des entreprises — tiré de leurs activités productives — est moins élevé que par le passé. Le taux d'accumulation baisse sous l'effet de deux causes conjointes : les profits présents dans le secteur industriel sont réduits, et les perspectives de profit dans ce secteur sont marquées par l'incertitude ; ces profits sont plus faibles que ceux qu'on peut espérer de l'achat de bons du Trésor émis par l'État pour financer son déficit budgétaire croissant. L'augmentation des profits industriels, lorsqu'elle a lieu, ne peut provenir d'un accroissement de la productivité, puisqu'il y a à la fois réduction du taux d'accumulation et des dépenses de recherche-développement. Elle peut s'expliquer par l'augmentation des prix et par une baisse des salaires réels. A la différence de la manipulation des prix, cette dernière source de profit peut être plus durable. En effet, les profits tirés de la hausse des prix sont éphémères dans le contexte très inflationniste que ces économies connaissent, la vitesse d'adaptation-réaction des autres prix étant très rapide. L'augmentation des profits liée à la réduction des salaires est plus durable, même si elle occasionne des luttes revendicatives, même en cas d'indexation.

Mais, même dans ce cas, la hausse des profits est aléatoire pour deux raisons. D'abord, le marché devient davantage déprimé. Dans ce cas, les capacités de production oisives augmentent, entraînant des surcoûts compensant et au-delà l'augmentation des profits tirés d'une réduction des salaires réels. Ensuite, la baisse des salaires réels peut constituer une

source complémentaire de revenus pouvant être affectés aux activités financières. La relation secteur productif-secteur financier acquiert une certaine spécificité. La séquence devient : baisse des profits industriels et réduction des salaires réels, augmentation de la part des profits affectée au secteur financier, augmentation consécutive des profits financiers et croissance possible du profit global (industriel et financier), obsolescence croissante de l'appareil de production en raison de l'insuffisance d'investissement productif. Progressivement, à mesure que les salaires réels baissent, qu'enflent les profits financiers relativement à ceux provenant du secteur productif, le secteur financier perd sa « mère nourricière » qu'est l'industrie. L'hyperinflation se développe et les profits financiers sont de plus en plus à court terme et aléatoires.

Les pays capitalistes développés n'ont pas connu, ces dernières années, une telle déformation des relations, malgré une certaine financiarisation des entreprises. L'enseignement principal est que si, d'un côté, le développement du secteur financier facilite et/ou crée des opportunités nouvelles à la valorisation du capital, il coûte également en termes de profit industriel et d'évolution des salaires. S'il se développe de manière démesurée, les effets négatifs peuvent l'emporter sur leurs effets positifs. L'autonomisation des deux secteurs, financier et industriel, ne signifie donc pas une indépendance. Le cordon ombilical du premier est relié au second.

L'analyse que nous venons de présenter sur le travail productif, coûts et avantages, est riche en enseignements. Le développement de la plupart des activités industrielles et de certaines activités de service, sophistiquées, se fait aujourd'hui de plus en plus sous la contrainte de la compétitivité internationale. La globalisation technologique et financière laisse peu d'issues autres que celles centrées sur de très forts accroissements de la productivité, la flexibilisation des activités et du travail, facilités par le développement de nouvelles technologies liées à l'informatique. L'accroissement de l'emploi est soit très faible, soit négatif, pour les raisons que nous avons exposées précédemment. L'essor des emplois dans le secteur financier moderne suit donc, avec retard, celui

des emplois industriels. Tous deux subissent le poids des mêmes contraintes et les facteurs favorisant la destruction d'emplois sont de plus en plus présents par rapport à ceux qui les créent.

Un certain dualisme tend alors à s'affirmer entre ces activités, industrielles et de services, de plus en plus sophistiquées, et d'autres activités non soumises à la contrainte internationale. Celles-ci, centrées surtout sur des services domestiques, de commerce de certains produits difficilement standardisables, se caractérisent par des augmentations faibles de la productivité, des salaires plus modestes et une qualification réduite. Elles constituent des lieux d'attraction et de résorption partielle de la main-d'œuvre en surnombre, recherchant, à défaut d'autres emplois, des « petits boulots » précaires ou des emplois peu qualifiés, sans grand avenir.

Le développement différencié de la productivité dans les lieux selon qu'ils sont ou non soumis à la contrainte internationale, l'accumulation du capital insuffisante, le faible poids pris par la réduction du temps de travail, tendent alors à déformer la structure des emplois en faveur de ces secteurs. Peu à peu, une société davantage segmentée et excluante se met en place, copiant ainsi certaines des dérives des pays sous-développés.

Conclusion

Folie, alors, d'écrire sur Marx, ou folie, aujourd'hui, de le mettre de côté en l'affublant des crimes du stalinisme et des échecs économiques fracassants du socialisme ?

Échecs qui creusent le lit de l'interdit de rêver à une autre société, qui bloquent l'imagination, freinent les envies de changer de système de valeurs, y compris par des voies réformistes, pacifiques ; échecs qui éloignent de la « critique de l'économie politique » et permettent sans doute à certains de penser sincèrement qu'il n'existe qu'un paradigme théorique pertinent, fédérateur : celui des néoclassiques. Les autres paradigmes — keynésien, néo-ricardien, marxiste, etc. — ne seraient alors que des sous-systèmes du système néo-classique... Échecs qui permettent aussi le développement d'« une théorie » économique, et d'une seule, rejetant les autres courants avec une morgue dédaigneuse, une suffisance dogmatique, et les qualifiant de « non économistes » parce que « non scientifiques » c'est-à-dire de sociologues, dans le meilleur des cas, d'idéologues et de politologues dans le pire. Nouvel impérialisme de la pensée.

Et pourtant, il aura suffi dans le passé que les luttes se développent, que l'utopie soit à l'ordre du jour, pour que, plus d'une fois, Marx soit à nouveau considéré, souvent pour tenter de l'aseptiser, le rendre acceptable en le présentant accolé à Ricardo, à Keynes parfois, et ne plus en faire un « critique de l'économie politique ».

On aura compris que le rapport de Marx au politique est très étroit.

C'est ce qui a fait sa force, mais aussi sa faiblesse. Sa force, nous espérons l'avoir montré. Quant à sa faiblesse, on peut considérer en effet que c'est ce rapport particulier au politique qui explique, en partie, l'existence d'un cycle du marxisme avec des hauts et des bas. C'est ce qui explique, aussi, que l'approche marxiste ait pu produire, d'un côté, des analyses à la fois déterministes, où l'hégémonie de l'économie était clairement indiquée et, d'un autre côté, des analyses politistes, c'est-à-dire privilégiant les aspects politiques. L'étude des facteurs objectifs (l'économique) — devant précéder logiquement celle des facteurs subjectifs (le social et le politique) — connaissait ainsi, très souvent (mais pas toujours), un cours particulier : surestimation de la crise du capitalisme, sous-estimation de sa capacité à se transformer suite à une périodisation qualifiant la phase actuelle de décadente. Cette caractérisation quasi-catastrophiste de l'évolution du capitalisme laissait alors le champ libre au politique et, de matérialiste, l'analyse devenait subjective, si ce n'est complètement surréaliste. Trajectoire étrange qui aboutit à une mauvaise « analyse concrète d'une situation concrète » et transforme le marxisme, d'outil d'analyse, en mécanisme de légitimation de bureaucraties, qu'elles soient ou non au pouvoir.

On aura compris que notre conviction est qu'une autre destinée est possible pour l'économie de Marx.

Bibliographie

[1] Aglietta Michel, Orlean André, *La Violence de la monnaie*, PUF, Paris, 1982.

[2] Althusser Louis, « Avertissement aux lecteurs du livre I du *Capital* », dans Marx Karl, *Le Capital*, livre I, Garnier-Flammarion, Paris, 1969.

[3] Backhaus Hans, « Dialectique de la forme de la valeur », *Critique de l'économie politique*, n° 18, Paris, octobre-décembre 1974.

[4] Bailey Samuel, *A Critical Dissertation on the Nature, Measures and Causes of Value*, Londres, 1825.

[5] Balibar Étienne, *Cinq Études du matérialisme historique*, Maspero, Paris, 1974.

[6] Barrère Christian, Kébadgian Gérard et Weinstein Olivier, *Lire le capitalisme*, PUF, Paris, 1983.

[7] Barsoc Christian, *Les Lendemains de la crise*, La Brèche, Paris, 1984.

[8] Benetti Carlo, *Valeur et répartition*, PUG/Maspero, Paris, 1974.

[9] Benetti Carlo, Berthomieu Claude et Cartelier Jean, *Économie classique, économie vulgaire*, PUG/Maspero, Paris, 1975.

[10] Benetti Carlo et Cartelier Jean, *Marchands, salariat et capitalistes*, Maspero, Paris, 1980.

[11] Bertrand Hugues, « Le régime central d'accumulation de l'après-guerre et sa crise. Quelques réflexions à partir d'une analyse du capitalisme français en longue période », *Critique de l'économie politique*, n°s 7-8, Maspero, Paris, 1979.

[12] Bidet Jacques, *Que faire du Capital ?*, Éd. Klincksiek, Paris, 1985.

[13] Böhm-Bawerk Eugen von, « Karl Marx and the Close of his System », dans Sweezy Paul (sous la dir. de), *Karl Marx and the Close of his System*, Éd. A. Kelley, New York, 1949.

[14] Bortkiewiecz Ladislaus von, « On the Correction of Marx's Fundamental Theoretical Construction in the Third Volume of *Capital* », dans Sweezy Paul, *op. cit.*

[15] Bottomore Tom (sous la dir. de), *A Dictionary of Marxist Thought*, Harvard University Press, 1983.

[16] Cartelier Lysiane, « Contribution à l'étude des rapports entre État et travail salarié », *Revue économique*, n° 1, Paris, janvier 1980.

[17] Castoriadis Cornélius, *Capitalisme moderne et révolution*, UGE-10/18, Paris, 1979.

[18] Castoriadis Cornélius, *Les Carrefours du labyrinthe*, Le Seuil, Paris, 1978.

[19] Chesnais François, « Capital financier et groupes financiers : recherche sur l'origine des concepts et leur actualisation en France », dans Michalet Ch. A. (sous la dir. de), *Internationalisation des banques et des groupes financiers*, Éd. du CNRS, Paris, 1981.

[20] Coletti Lucio, *De Rousseau à Lénine*, Éd. Gordon et Breach, Paris 1972.

[21] Coriat Benjamin, *Science, technique et capital*, Le Seuil, Paris, 1976.

[22] Dallemagne Jean-Luc, *L'Économie du Capital*, Maspero, Paris, 1978.

[23] De Brunhoff Suzanne, *Les Rapports d'argent*, Maspero, Paris, 1979.

[24] DE BRUNHOFF Suzanne, *État et capital*, Maspero, Paris, 1976.
[25] DE BRUNHOFF Suzanne, *La Monnaie chez Marx*, Éd. Sociales, Paris, 1973.
[26] DELAUNAY Jean-Claude, *Salariat et plus-value en France depuis la fin du XIXe siècle*, Éd. Cujas, Paris, 1984.
[27] DELAUNAY Jean-Claude et GADREY Jean, *Les Enjeux de la société de service*, Éd. Cujas, Paris, 1984.
[28] DELEPLACE Ghislain, *Théorie du capitalisme: une introduction*, PUG/Maspero, Paris, 1979.
[29] DELEPLACE Ghislain, « Sur quelques difficultés de la théorie de la monnaie-marchandise chez Ricardo et chez Marx », *Économie appliquée*, n° 1, Paris, 1985.
[30] DENIS Henri, *L'« Économie » de Marx, histoire d'un échec*, PUF, Paris, 1980.
[31] DENIS Henri, *Histoire de la pensée économique*, PUF/Thémis, Paris, 1977.
[32] DESAI Meghnad, *Lecciones de teoria economica marxista*, Éd. Siglo 21, Mexico, 1977.
[33] DOCKES Pierre (sous la dir. de), *Valeur et prix*, PUL, Lyon, 1982.
[34] DOCKES Pierre et ROSIER Bernard, *Rythmes économiques, crises et changement social — une perspective historique*, La Découverte/Maspero, Paris, 1983.
[35] DOGNIN Paul-Dominique, *Les Sentiers escarpés de Marx*, Éd. du Cerf, Paris, 1977.
[36] DOSTALER Gilles, *Valeur et prix, histoire d'un débat*, PUG/Maspero, Paris, 1978.
[37] DOSTALER Gilles (sous la dir. de), LAGUEUX Maurice (coll.), *Un échiquier centenaire: théorie de la valeur et formation des prix*, La Découverte/Presses universitaires du Québec, Paris, 1985.
[38] DRUGMAN Bernard, « Le concept de rapport salarial: genèse, enjeux et perspectives », dans *Cahier IREP-Développement*, n° 4, « Sur le rapport salarial », Grenoble, 1983.
[39] DUMÉNIL Gérard, *De la valeur aux prix de production*, Economica, Paris, 1980.
[40] ELSON Diane (sous la dir. de), *Value, the Representation of Labour in Capitalism*, Ed. CSE Books, Londres, 1979.
[41] FACARELLO Gilbert, *Travail, valeur et prix*, Anthropos, Paris, 1983.
[42] FAUSTO Ruy, *Marx, logique et politique*, Publisud, Paris, 1986.
[43] FOLEY Duncan, *Money, Accumulation and Crisis*, Ed. Harwood, 1986.
[44] FOLEY Duncan, *Understanding Capital: Marx's Economic Theory*, Harvard University Press, 1986.
[45] GAREGAGNI Pierangelo (sous la dir. de), *Debate sobre la teoria marxista del valor*, Ed. Pasado y Presente, Mexico, 1989.
[46] GAUDEMAR Jean-Paul DE (sous la dir. de), *Réexamen de la théorie du salariat*, PUL, Lyon, 1981.
[47] GILLMAN Joseph, *La Baisse du taux de profit*, EDI, Paris, 1980.
[48] GORZ André, *Métamorphoses du travail, quête de sens. Critique de la raison économique*, Galilée, Paris, 1988.
[49] GROSSMANN Henryk, *La ley de la acumulacíon y del derrumbe del sistema capitalista*, Ed. Siglo 21, Mexico, 1979 (éd. en allemand, 1929).

[50] GUILLEN Romo Hector, *Lecciones de economia marxista*, Ed. Fondo de cultura economica, Mexico, 1988.
[51] HILFERDING Rudolf, « Bohm Bawerk's Criticism of Marx », dans SWEEZY Paul, *op. cit.*
[52] HILFERDING Rudolf, *Le Capital financier*, Éd. de Minuit, Paris, 1970.
[53] KALECKI Michel, *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy*, Cambridge University Press, 1969.
[54] LABICA Georges (sous la dir. de), *Dictionnaire critique du marxisme*, PUF, Paris, 1985.
[55] LAUTIER Bruno, « L'objet du rapport salarial », communication au colloque *Formes de mobilisation salariale et théorie du salariat*, Amiens, mars 1985.
[56] LAUTIER Bruno et TORTAJADA Ramon, *École, force de travail et salariat*, PUG/Maspero, Paris, 1978.
[57] LIPIETZ Alain, *Crise et inflation, pourquoi ?*, Maspero, Paris, 1979.
[58] LIPIETZ Alain, *Le Monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste*, La Découverte/Maspero, Paris, 1983.
[59] LUXEMBURG Rosa, *L'Accumulation du capital*, Maspero, Paris, 1972.
[60] MANDEL Ernest, *Traité d'économie marxiste*, Éd. 10/18, Paris, 1964.
[61] MANDEL Ernest, *Le Troisième Age du capitalisme*, Éd. 10/18, Paris, 1976.
[62] MANDEL Ernest, *La Formation de la pensée de Karl Marx*, Maspero, Paris, 1972.
[63] MARTINE Joël, *L'Or, la parole et l'État*, Éd. Anthropos, Paris, 1983.
[64] MATTICK Paul, *Crises et théories des crises*, Éd. Champ libre, Paris, 1976.
[65] MATTICK Paul, *Marx et Keynes, les Limites de l'économie mixte*, Gallimard, Paris, 1972.
[66] MEEK Ronald, *Economics and Ideology and Other Essays*, Ed. Chapman et Hall, Londres, 1967.
[67] MEEK Ronald, *Studies in the Labour Theory of Value*, Ed. Lawrence and Wishart, Londres, 1973.
[68] MORISHIMA Michio, *Marx's Economics. A Dual Theory of Value and Growth*, Cambridge University Press, 1973.
[69] MORISHIMA Michio et CATEPHORES George, *Valeur, exploitation et croissance*, Economica, Paris, 1981.
[70] MOSKOVSKA Natalie, *Contribucion a la critica de las teorias modernas de las crisis*, Éd. Cuaderno de pasado y presente, Mexico, 1978 (éd. en allemand, 1935).
[71] NAPOLEONI Claudio, *Lecciones sobre el capitulo (inedito) de Marx*, Ed. Era, Mexico, 1976.
[72] NEGRI Antonio, *Marx au-delà de Marx*, Éd. Christian Bourgois, Paris, 1979.
[73] PALLOIX Christian, *De la socialisation*, Maspero, Paris, 1981.
[74] POLYANI Karl, *La Grande Transformation*, Gallimard, Paris, 1983.
[75] RICARDO David, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Garnier-Flammarion, Paris, 1977.
[76] ROEMER John, *Value, Exploitation and Class*, Ed. Harwood, 1986.
[77] ROSDOLSKY Roman, *La Genèse du capital chez Marx*, Maspero, Paris, 1976.

[78] ROUBINE Isaak, *Essai sur la théorie de la valeur de Marx*, Maspero, Paris, 1978.

[79] SALAMA Pierre, « Développement d'un type de travail improductif et baisse tendancielle du taux de profit », *Critique de l'économie politique*, n° 10, Maspero, Paris, 1973.

[80] SALAMA Pierre et VALIER Jacques, *Une introduction à l'économie politique*, Maspero, Paris, 1re éd., 1973.

[81] SALAMA Pierre, *Sur la valeur. Éléments pour une critique*, Maspero, Paris, 1re éd., 1975.

[82] SAMUELSON Paul, « Pour comprendre le concept marxien d'exploitation : un résumé du prétendu problème de la transformation entre valeurs marxiennes et prix concurrentiels », dans ABRAHAM-FROIS Georges (sous la dir. de), *Problématiques de la croissance*, Economica, Paris, 1974.

[83] SARTRE Léon, *Esquisse d'une théorie marxiste des crises de surproduction*, Éd. Rivière, Paris, 1937.

[84] SWEEZY Paul (sous la dir. de), *Karl Marx and the Close of his System*, Ed. A.M. Kelley, New York, 1949.

[85] SWEEZY Paul, *The Theory of Capitalist Development*, Monthly Review Press, New York, 1942.

[86] TAKENAGA Susumu, *Valeur, formes de la valeur et étapes dans la pensée de Marx*, Éd. Peter Lang, Berne, 1985.

[87] THÉRET Bruno, *Régimes économiques de l'ordre politique*, PUF, Paris, 1992.

[88] THÉRET Bruno et WIEVORKA Michel, *Critique de la théorie du capitalisme monopoliste d'État*, Paris, 1978.

[89] VALIER Jacques, *Sur l'impérialisme*, Maspero, Paris, 1975.

[90] VALIER Jacques, *Le Parti communiste français et le capitalisme monopoliste d'État*, Maspero, Paris, 1976.

[91] VALIER Jacques, *Une critique de l'économie politique*, Maspero, Paris, 1982.

[92] VINCENT Jean-Marie (sous la dir. de), *L'État contemporain et le marxisme*, Maspero, Paris, 1975.

[93] VROEY Michel DE, « La théorie marxiste de la valeur, version travail abstrait. Un bilan critique », dans DOSTALLER Gilles (sous la dir. de), *Un échiquier centenaire*, La Découverte, Paris, 1985.

[94] VROEY Michel DE, « La théorie du salaire de Marx. Une critique hétérodoxe », *Revue économique*, n° 3, Paris, mai 1985.

[95] WICKSTEED Philip, *The Common Sense of Political Economy*, Ed. A. M. Kelley, New York, 1950.

Plusieurs « Repères » peuvent être considérés comme des compléments utiles de celui-ci, notamment :

ROSIER Bernard, *Les Théories des crises économiques*.

WALLERSTEIN Immanuel, *Le Capitalisme historique*.

A paraître en 1993 : BALIBAR Étienne, *La Philosophie de Marx*, coll. « Repères ».

Table*

* Les trois premiers chapitres ont été écrits par Tran Hai Hac et les trois derniers par Pierre Salama.

LA COLLECTION "REPÈRES"

L'analyse de la conjoncture, n° 90, Jean-Pierre Cling.
Les associations, n° 25, Solange Passaris et Guy Raffi.
Les banques, n° 21, Claude J. Simon.
Les biotechnologies, n° 61, Chantal Ducos et Pierre-Benoît Joly.
La Bourse, n° 4, Michel Durand.
Le budget de l'État, n° 33, Maurice Baslé.
La bureautique, n° 2, Éric Verdier.
Le calcul économique, n° 89, Bernard Walliser.
Le capitalisme historique, n° 29, Immanuel Wallerstein.
Les catégories socioprofessionnelles, n° 62, Alain Desrosières et Laurent Thévenot.
Les cheminots, n° 18, Georges Ribeill.
Le chômage, n° 22, Jacques Freyssinet.
Le commerce extérieur de la France, n° 71, Françoise Milewski.
Le commerce international, n° 65, Michel Rainelli.
Le comportement électoral des Français, n° 41, Colette Ysmal.
La comptabilité, n° 37, Michel Capron.
La comptabilité nationale, n° 57, Jean-Paul Piriou.
La consommation des Français, n° 67, Nicolas Herpin et Daniel Verger.
Les coopératives de production, n° 20, Danièle Demoustier.
Le Crédit agricole, n° 31, André Gueslin.
La crise dans les pays de l'Est, n° 24, Marcel Drach.
La décentralisation, n° 44, Xavier Greffe.
La démographie, n° 105, Jacques Vallin.
La dette du tiers monde, n° 19, Pascal Arnaud.
Le dollar, n° 36, Monique Fouet.
L'économie des armes, n° 3, Jacques Fontanel.
L'économie britannique depuis 1945, n° 111, Véronique Riches.
L'économie chinoise, n° 39, Françoise Lemoine.
L'économie des États-Unis, n° 80, Monique Fouet.
L'économie mondiale, n° 52, Denis Auvers.
L'économie mondiale 1993, n° 112, CEPII.
L'économie mondiale de l'énergie, n° 88, Jean-Marie Martin.
L'économie mondiale des matières premières, n° 76, Pierre-Noël Giraud.
L'économie néo-classique, n° 73, Bernard Guerrien.
L'économie des organisations, n° 86, Claude Ménard.
L'économie de la RFA, n° 77, Magali Demotes-Mainard.
L'économie des services, n° 113. Jean Gadrey.
L'économie de l'URSS, n° 58, Gérard Duchêne.

LA COLLECTION "REPÈRES"
(suite)

L'emploi en France, n° 68, Dominique Gambier et Michel Vernières.
L'ergonomie, n° 43, Maurice de Montmollin.
L'Europe, n° 35, Christian Hen et Jacques Léonard.
L'Europe monétaire, n° 92, Jean-Pierre Patat.
La faim dans le monde, n° 100, Sophie Bessis.
La formation professionnelle continue, n° 28, Claude Dubar.
La guerre des étoiles, n° 40, Carlos de Sá Rêgo et Fabrizio Tonello.
Histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1954, n° 102, Benjamin Stora.
L'histoire des États-Unis depuis 1945, n° 104, Jacques Portes.
L'histoire en France, n° 84, ouvrage collectif.
Histoire de la philosophie, n° 95, Christian Ruby.
Histoire de la sociologie, t. I et t. II, n°s 109 et 110, Charles-Henri Cuin et François Gresle.
L'immigration, n° 8, Ezzedine Mestiri.
L'indice des prix, n° 9, Jean-Paul Piriou.
L'industrie automobile, n° 11, Géraldine de Bonnafos et *alii*.
L'industrie française, n° 85, Michel Husson et Norbert Holcblat.
Inflation et désinflation, n° 48, Pierre Bezbakh.
Informatique et libertés, n° 51, Henri Delahaie et Félix Paoletti.
L'islam, n° 82, Anne-Marie Delcambre.
Introduction à la microéconomie, n° 106, Gilles Rotillon.
Les jeunes, n° 27, Olivier Galland.
Les médecins, n° 59, Michel Arliaud.
Les menaces globales sur l'environnement, n° 91, Sylvie Faucheux et Jean-François Noël.
La mobilité sociale, n° 99, Dominique Merllié et Jean Prévot.
Le monde du soja, n° 5, Jean-Pierre Bertrand.
La monétique, n° 55, Nezih Dinçbudak et Ugur Müldür.
La monnaie et ses mécanismes, n° 70, Monique Béziade.
Les multinationales, n° 54, Wladimir Andreff.
Nouvelle histoire économique de la France contemporaine :
2. *L'industrialisation (1830-1914)*, n° 78, Patrick Verley.
4. *L'économie ouverte (1948-1990)*, n° 79, André Gueslin.

Les nouveaux produits financiers, n° 60, Jacques Régniez.
Les nouvelles politiques sociales du patronat, n° 30, Pierre Morville.
Les nouvelles théories du marché du travail, n° 107, Anne Perrot.
Le patrimoine des Français, n° 81, André Babeau.
Le pétrole, n° 46, Agnès Chevallier.
Les policiers, n° 13, Pierre Demonque.
La population française, n° 75, Jacques Vallin.

La population mondiale, n° 45, Jacques Vallin.
La presse en France, n° 63, Yves Guillauma.
La protection sociale, n° 72, Numa Murard.
La publicité, n° 83, Armand Mattelart.
Recherche et innovation en France, n° 115, Miche Callun.
Les relations Nord-Sud, n° 101, Christian Comeliau.
Les retraites, n° 47, Edgard Andréani.
Le revenu minimum garanti, n° 98, Chantal Euzéby.
Les revenus en France, n° 69, Yves Chassard et Pierre Concialdi.
La robotique, n° 12, Benjamin Coriat.
La santé et le travail, n° 17, Denis Duclos.
La science économique en France, n° 74, ouvrage collectif.
La sociologie en France, n° 64, ouvrage collectif.
Les sondages d'opinion, n° 38, Hélène Meynaud et Denis Duclos.
Le syndicalisme face à la crise, n° 50, René Mouriaux.
Le système monétaire international, n° 97, Michel Lelart.
Les taux de change, n° 103, Dominique Plihon.
Les télécommunications, n° 42, Bruno Aurelle.
La télévision, n° 49, Alain Le Diberder et Nathalie Coste-Cerdan.
Les théories des crises économiques, n° 56, Bernard Rosier.
Les théories économiques du développement, n° 108, Elsa Assidon.
Le tiers monde, n° 53, Henri Rouillé d'Orfeuil.
Les transferts de technologie, n° 7, Jacques Perrin.
Travail et travailleurs au Chili, n° 26, Cécilia Casassus Montero.
Travail et travailleurs aux États-Unis, n° 16, Marianne Debouzy.
Travail et travailleurs en Grande-Bretagne, n° 32, François Eyraud.
Travail et travailleurs en URSS, n° 15, Jacques Sapir.
Les travailleurs sociaux, n° 23, Jacques Ion et Jean-Paul Tricart.
L'urbanisme, n° 96, Jean-François Tribillon.

La collection Repères *est animée par Jean-Paul Piriou, avec la collaboration de Hervé Hamon, Bernard Colasse, Dominique Merllié et Christophe Prochasson.*



Composition Facompo, Lisieux
Achevé d'imprimer en novembre 1992
sur les presses de l'imprimerie Carlo Descamps
Dépôt légal: novembre 1992

Pierre Salama et Tran Hai Hac
Introduction à l'économie de Marx

L'économie de Marx est-elle utile pour comprendre les mutations du capitalisme contemporain ?

Qu'apporte la théorie de la valeur à l'analyse de la monnaie et de la marchandise ?

La théorie de l'exploitation est-elle une théorie économique ?

La crise est-elle pour Marx l'état durable de l'économie capitaliste ?

Comment comprendre la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ?

Pierre Salama, auteur de nombreux ouvrages traduits en plusieurs langues, et Tran Hai Hac sont économistes et enseignent à l'université de Paris XIII.